

# EURONEWS

*Edition française*



N° 32 Mars 2009

<http://www.european-catholic-people.eu>

*Responsable de la publication :*

*François Becker, 52 rue de Verneuil 75007 Paris France f.becker@noos.fr*

# Table des Matières

<b>EDITORIAL</b>	<b>5</b>
<b>COMPOSITION DU RESEAU EUROPEEN EGLISES ET LIBERTES</b>	<b>6</b>
1) Organisations membres (par ordre alphabétique des pays)	6
2) Organisations associées	10
3) Membres Observateurs	11
4) Secrétariat du Réseau Européen	11
5) Groupe de Coordination	11
6) Représentants au Conseil de l'Europe	11
<b>LISTE DES DOCUMENTS PREPARATOIRES A LA 19<sup>EME</sup> RENCONTRE ANNUELLE DU RESEAU EUROPEEN EGLISES ET LIBERTES</b>	<b>12</b>
<b>INVITATION</b>	<b>12</b>
<b>ACCES AU LIEU DE LA RENCONTRE</b>	<b>15</b>
<b>PROGRAMME PROPOSE POUR LA RENCONTRE SPIRITUALITE POUR LES HOMMES ET POUR LES FEMMES AUJOURD'HUI</b>	<b>16</b>
<b>PROJET D'ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DU COMITE DE COORDINATION</b>	<b>18</b>
<b>PROJET D'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE</b>	<b>19</b>
<b>PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA 18<sup>EME</sup> CONFERENCE ANNUELLE DU RESEAU EUROPEEN</b>	<b>20</b>
<b>RAPPORT DU SECRETARIAT DU RESEAU EUROPEEN</b>	<b>25</b>
<b>RAPPORT SUR LES RELATIONS AVEC LE CONSEIL DE L'EUROPE</b>	<b>28</b>
1 Les responsabilités du réseau Européen au Conseil de l'Europe	28
2) Travaux effectués depuis l'AG de Strasbourg	29
3 Motion	30
<b>L'ACTIVITE D'ONG DE CONVICTION AUPRES DES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPEENNE (UE)</b>	<b>31</b>

1. Action citoyenne auprès des institutions de l'Union Européenne	31
2. L'activité du groupe multipartis Séparation de la religion et de la politique	32
3. Dialogue structuré de l'UE avec les organisations de convictions	34
4. Entrer en relation avec la COMECE?	34
5. Pologne	34
<b>PROJET DE RESOLUTIONS</b>	35
<b>ANNEXE</b>	35
<b>RAPPORT SUR LES ACTIVITES INTERCONVICTIONNELLES _DU RESEAU EUROPEEN DANS LE CADRE DU G3I</b>	<b>37</b>
1. Activités du G3I depuis la rencontre annuelle de Strasbourg	37
2. Quelques recommandations faites au nom du G3I	37
<b>COLLABORATION INTERNATIONALE _AU SEIN DU RÉSEAU EUROPÉEN</b>	<b>39</b>
<b>ATELIER : SPIRITUALITE</b>	<b>40</b>
<b>ATELIER : JUSTICE, DEMOCRATIE ET EGLISE</b>	<b>42</b>
1. Cercles du Silence : témoignage public du désaveu des dispositions prises par les autorités vis-à-vis des étrangers en souffrance	42
2) Appel du Réseau Européen face à la Crise Structurelle Mondiale	46
<b>ATELIER AMERIQUE LATINE</b>	<b>48</b>
1. INTRODUCTION : Une proposition de travail	48
2. Amérique Latine — Catholicisme – Politique — Femmes – Droits sexuels et reproductifs – Justice sociale	49
3. Une lettre du réseau Européen pour la défense des défenseurs de Droits de l'Homme en Colombie	50
<b>ATELIER AFRIQUE</b>	<b>51</b>
Proposition: que le réseau européen s'unie a la coalition “publiez ce que vous payez” (pcqvp)	51
<b>DEMANDE D'ADHESION AU RESEAU EUROPEEN</b>	<b>55</b>
<b>AMERICAN CATHOLIC COUNCIL : _DECLARATION POUR LA REFORME ET LE RENOUVEAU</b>	<b>56</b>
<b>RAPPORT SUR LE 3<sup>EME</sup> FORUM MONDIAL THEOLOGIE ET LIBERATION DE BELEM</b>	<b>58</b>
<b>SECULARISME ET FOI</b>	<b>60</b>

## **LE COMMENCEMENT DU COMMENCEMENT – OU LA FIN DU CHANT NOUVEAU? 63**

<b>NOUVELLES DES PAYS</b>	<b>66</b>
Allemagne	66
Autriche	68
Espagne	69
France	72
Portugal	73
International	74

## Editorial

Ce numéro d'EURONEWS est essentiellement consacré à la préparation de la prochaine rencontre annuelle du Réseau Européen qui se tiendra à « The Royal Foundation of St Katharine » à Londres du 7 au 10 mai prochains. Il présente donc tous les documents qui ont été soumis au secrétariat pour cette rencontre, le programme de la journée d'étude et toutes les informations requises pour se rendre à « The Royal Foundation of St Katharine ».

Ces documents montrent que depuis la rencontre annuelle de Strasbourg, le Réseau Européen Eglises et Libertés continue à accroître sa notoriété et ses capacités d'intervention, tant auprès du Conseil de l'Europe que des institutions européennes (participation à part entière aux activités de la conférence des OING du Conseil de l'Europe, participation au groupe de travail multipartite sur la séparation politique et religion du parlement européen, envoi de lettres aux membres du parlement européen et à la commission européenne, participation au colloque du 3 mars 2009 au parlement européen). En association avec IMWAC, le réseau intervient dans la vie de l'Eglise catholique tant au niveau européen qu'au niveau des pays comme le montrent les nombreux communiqués publiés.

Ces actions s'appuient sur les recherches que le Réseau développe tant sur la cohésion sociale et sur les relations religion-société dans une Europe multiculturelle et multiconvictionnelle, que sur la spiritualité conçue non comme le privilège des croyants, mais comme l'apanage de l'humanité, homme et femme ; recherches qui montrent des convergences remarquables quelque soient les origines et les cultures des personnes, convergences qui sont pour moi le signe manifeste de l'Esprit Saint. Cette année, à Londres, nous réfléchirons sur « *Une spiritualité pour les hommes et pour les femmes aujourd'hui* ».

Après la création de l'atelier Afrique à Lisbonne, le réseau devra se prononcer sur la création d'un atelier Amérique Latine qui montre que l'ouverture extra européenne du réseau et ses solidarités avec d'autres continents se développent.

La vigueur du réseau Européen se traduit aussi par les nombreuses actions menées par ses associations membre dans leur pays, dont certaines sont présentées dans la rubrique Nouvelles des pays qui constitue la deuxième partie de ce numéro. Pour en avoir une meilleure idée, je vous recommande de consulter leur site internet.

Ce numéro 32 d'EURONEWS est le dernier que je suis chargé d'éditer car mon mandat d'éditeur prendra fin lors de la rencontre annuelle de Londres qui devra désigner un nouvel éditeur. Pendant les trois années de mon mandat, j'ai eu le plaisir et le grand intérêt d'éditer les 6 numéros 27 à 32 d'EURONEWS, dont chacun des deux derniers ont été édités en quatre éditions unilingues, suivant les recommandations de l'assemblée générale, ainsi que les quatre bulletins n° B1 à B4, édités chacun en quatre éditions unilingues. Je tiens à remercier chaleureusement tous ceux et toutes celles qui m'ont aidé et soutenu dans cette tâche et qui m'ont ainsi permis de l'accomplir sans trop d'erreurs. La tâche n'est en effet pas facile et demande un travail soutenu à l'approche des dates de parution, travail qui sera grandement réduit lorsque la traduction sera mieux organisée et prise en charge par le réseau. Je souhaite plein succès à mon successeur qui saura, j'en suis sûr, faire mieux que j'ai essayé de faire.

Bonne lecture et au plaisir de vous rencontrer à Londres en mai prochain.

François Becker

# Composition du Réseau Européen Eglises et Libertés

## 1) Organisations membres (par ordre alphabétique des pays)

### ALLEMAGNE

#### INITIATIVE KIRCHE VON UNTEN

Oscar-Romero-Haus, Heerstrasse 205, D-53111 BONN, Germany

Internet: [www.ikvu.de](http://www.ikvu.de)

Secretary: Bernd Hans Göhrig,

tel.: +49 - 69 - 42 09 57 80,

e-mail: [goehrig@ikvu.de](mailto:goehrig@ikvu.de)

#### Contacts:

- Reiner Neises [reiner.neises@web.de](mailto:reiner.neises@web.de)

Adresse: Untere Str. 36, 76187 Karlsruhe , Telefon: 0721 - 15 19 433

Mobiltelefon: 0179 - 94 78 173

- Markus Gutfleisch [gutfleisch@hotmail.com](mailto:gutfleisch@hotmail.com)

Adresse: Zur Gräfte 8, 48161 Münster, Telefon: 02533 - 71 28

Mobiltelefon: 0151 112 63 998

#### INITIATIVE CHRISTENRECHTE IN DER KIRCHE

c/o Dorothea Nassabi

Wacholderweg 4, D-65760 ESCHBORN, Germany

Contact: Gerd Wild, Wacholderweg 4, D - 65760 ESCHBORN

tel.: +49-6173-65 220 / fax: +49-6173-317590

e-mail: [gerdwild@aol.com](mailto:gerdwild@aol.com)

#### WIR SIND KIRCHE, KirchenVolksBewegung

c/o Christian Weisner, Postfach 65 01 15, D 81215 München Germany

e-mail: [info@wir-sind-kirche.de](mailto:info@wir-sind-kirche.de),

Internet: [www.wir-sind-kirche.de](http://www.wir-sind-kirche.de)

#### Contacts:

- Christian Weisner, Auf der Scheierlwiese 1, D 85221 Dachau Germany

Tel + 49 8131 260 250, Fax: + 49 511 98 86 049

mobile 0172 518 40 82 ; tel priv : + 49 8131 66 85 05

e-mail. : [weisner@wir-sind-kirche.de](mailto:weisner@wir-sind-kirche.de)

- Annegret Laakmann, Flaesheimer Str. 269 D 45721 HALTERN,

Germany

Tel + 49 2364 5588, Fax: + 49 2364 5299 e-mail: [a.laakmann@versanet.de](mailto:a.laakmann@versanet.de)

### AUTRICHE

#### WIR SIND KIRCHE

internet: [www.we-are-church.org/at](http://www.we-are-church.org/at)

c/o Hans Peter Hurka, Mosergasse 8/7, A-1090 Wien Austria

tel: +43 1 51 551/31500, Fax: +43 1 51 551/31509

e-mail: [hans\\_peter.hurka@gmx.at](mailto:hans_peter.hurka@gmx.at)

Contact: Matthias Jakubec, Ulanenstrasse 49, A - 4600 WELS, Austria

tel.: + 43-7242-443 15

e-mail: [matthias.jakubec@siemens.com](mailto:matthias.jakubec@siemens.com)

### BELGIQUE

#### POUR UN AUTRE VISAGE D'ÉGLISE ET DE SOCIÉTÉ (PAVES)

Boudewijnlaan 37, B-1700 DILBEEK, Belgium

Contact: Edith Kuropatwa-Fèvre,

Boudewijnlaan 37, B-1700 DILBEEK, Belgium

tel.: +32-2-567 0964 / fax: +32-2-567 0964

e-mail: [ekf.paves@telenet.be](mailto:ekf.paves@telenet.be)

site web : [www.paves-reseau.be](http://www.paves-reseau.be)

#### WERKPLAATS VOOR THEOLOGIE EN MAATSCHAPPIJ (WTM)

Internet: [www.wtm.scw.be](http://www.wtm.scw.be)  
Contact: Remi Verwimp, Boomsetsw 269, B 2020 Antwerpen  
Belgium/F1  
tel.: + 32-14 - 51 35 43 or privat: + 32 – 14 21 79 32  
e-mail: [wtm@skynet.be](mailto:wtm@skynet.be)

## CATALOGNE

ESGLÉSIA PLURAL  
Internet [www.esglesiaplural.cat](http://www.esglesiaplural.cat)  
Contact : Juan Oñate, Església Plural  
Appartat de correus 221115 08080 Barcelona Catalonia Espagne  
email : [jonate@esglesiaplural.cat](mailto:jonate@esglesiaplural.cat)  
tel : + 34 607 201 904

## ESPAGNE

COLLECTIU DE DONES EN L'ESGLÉSIA  
Contact: M.-Antonia Aragay-Prades,  
Mare de Déu del Pilar, 15, principal.  
E/Cat. – 08001 BARCELONA, Spain  
tel.: + 34 - 93 - 3199 23 42, e-mail:[dones.esglesia@terra.es](mailto:dones.esglesia@terra.es)

IGLESIA DE BASE DE MADRID  
San Bernardo, 12, 2.º, S-28015 MADRID, Spain  
e-mail: [iglesia.base.madrid@nodo50.org](mailto:iglesia.base.madrid@nodo50.org),  
Internet: [www.nodo50.org/iglesiabase](http://www.nodo50.org/iglesiabase)  
Contact: Hugo Castelli, Anastro 34, E-28033 MADRID, Spain  
tel: + 34- 91- 3020 294, fax: + 34 91 3022 480,  
e-mail: [hccastelli@hotmail.com](mailto:hccastelli@hotmail.com)

CORRIENTE SOMOS IGLESIA  
Contact: Raquel Mallavibarrena  
C/ Embajadores 106, 7º C, 28012 Madrid, España  
e-mail: [rmallavi@mat.ucm.es](mailto:rmallavi@mat.ucm.es)

## FRANCE

DROITS ET LIBERTÉS DANS LES ÉGLISES  
68 rue de Babylone, F-75007 Paris, France  
internet : <http://droits-libertes-eglises.tk>  
Contact: Hubert Tournès, 10 avenue de Provence, F - 44500 LA BAULE,  
France  
tel/fax.: +33 – 2 40 11 98 73 e-mail : [hubertournes@orange.fr](mailto:hubertournes@orange.fr)

NOUS SOMMES AUSSI L'ÉGLISE FRANCE  
68 rue de Babylone F 75007 PARIS  
internet : <http://www.nsaefr>  
Contact :Micheline Convert  
Les Terrasses du Peyrou Bât 4,  
781 avenue de Monsieur Teste F – 34070 MONTPELLIER,  
Tel/Fax : +33 4 67 41 01 93  
e-mail : [augot-convert@wanadoo.fr](mailto:augot-convert@wanadoo.fr)

FEMMES ET HOMMES EN ÉGLISE  
68 Rue de Babylone, F-75007 PARIS,  
Internet : <http://www.fhe.asso.fr/>  
Contact : Denyse Boyer  
70 boulevard Edgar Quinet 75014 Paris  
(tél: + 33 (0)1 40 47 65 95  
e-mail : [denyjac.boy@wanadoo.fr](mailto:denyjac.boy@wanadoo.fr)  
FÉDÉRATION DES RÉSEAUX DU PARVIS  
68 Rue de Babylone, F-75007 PARIS, France  
Internet : <http://reseaux.parvis.free.fr>  
Contacts:  
Denyse Boyer

70 boulevard Edgar Quinet 75014 Paris  
(tél: + 33 (0)1 40 47 65 95  
e-mail : [denyjac.boy@wanadoo.fr](mailto:denyjac.boy@wanadoo.fr)  
Francois Becker , 52 rue de Verneuil, F-75007 PARIS, France  
tel/fax : +33- 1 42 86 13 87, e-mail : [f.becker@noos.fr](mailto:f.becker@noos.fr)

PARTENIA 2000 FRANCE  
Contact: Gérard Wagenghem  
30 rue Lhommond  
75005 Paris  
Email: [gerardw@spiritains.org](mailto:gerardw@spiritains.org)

## HONGRIE

**BOKOR**  
c/o Anna Deliné Szita, Keleti K. u. 33, H-1024 BUDAPEST,  
Hungary  
Site Web : [www.bokorportal.hu](http://www.bokorportal.hu)  
Contacts:  
- Anna Szita Deliné, Keleti K.u. 33, H-1024 BUDAPEST, Hungary  
tel.: +36-1-316 1368, e-mail: [dgyuszi@t-online.hu](mailto:dgyuszi@t-online.hu)  
- Daniel Bajnok, Biro Lajos str. 3, H-1089 BUDAPEST, Hungary,  
tel. +36-1- 33 43 656, e-mail: [daniel.bajnok@freemail.hu](mailto:daniel.bajnok@freemail.hu)  
- Beata Schanda [bschanda@gmail.com](mailto:bschanda@gmail.com)

## IRLANDE

**BROTHERS AND SISTERS IN CHRIST**  
Internet: [www.iol.ie/~duacon/basic.htm](http://www.iol.ie/~duacon/basic.htm)  
[basic@indigo.ie](mailto:basic@indigo.ie)  
Contact: Colm Holmes  
Saint François, Avoca Avenue 26, Blackrock, County Dublin, Ireland  
Tel: +353 1 288 5520 e-mail: [avocapublishers@eircom.net](mailto:avocapublishers@eircom.net)

## ITALIE

Single Members  
Vittorio Bellavite, (Member of NOI SIAMO CHIESA)  
Via Vallazze 95, I-20131 Milano, Italy  
tel. & fax: + 39 02 2664753  
e-mail: [vi.bel@iol.it](mailto:vi.bel@iol.it)  
  
Romeo Fabbri, Via Mantova 35, I - 43100 PARMA Italy  
tel.: +39-0521-488 276 / fax: +39-0521-465225  
email: [rfabbri1@aliceposta.it](mailto:rfabbri1@aliceposta.it)

## PAYS-BAS

**MARIENBURG VERENIGING**  
Secretariat : Postbus 212, NL 5080 AE HILVARENBEK, Netherlands  
Tel: + 31 13 50 43 002, Fax: + 31 13 46 104  
Internet: [www.marienburgvereniging.nl](http://www.marienburgvereniging.nl)  
Contact: Henk Baars, Niewendammerdyk 75,  
NL 1025 LD AMSTERDAM  
Tel: + 31 20 63 70 221, Fax + 31 6 51 290 429  
e-mail: [baars.goddijn@wxs.nl](mailto:baars.goddijn@wxs.nl)

### **WRK (study group on the culture of Law in the Churches)**

Contact: Ruud Bunnik,  
mr. P.J. Oudsingel 136, NL - 6836 PT ARNHEM, Netherlands  
tel.: +31-26-323 51 93, e-mail: [bunnikkeizer@hetnet.nl](mailto:bunnikkeizer@hetnet.nl)

### **Kerk Hardop**

Internet [www.rk-kerkplein.org](http://www.rk-kerkplein.org).  
E: [contact@rk-kerkplein.org](mailto:contact@rk-kerkplein.org)  
Contact:

Henk Baars, Nieuwendammerdijk 75, NL-1015 LD Amsterdam,  
T: +31-20- 637.0221. E: [baars.goddijn@wxs.nl](mailto:baars.goddijn@wxs.nl).  
Isaac Wüst, Erasmuslaan 92, NL-1185 BJ Amstelveen,  
T: +31-20-441.3339, E: [Isaac.wust@wxs.nl](mailto:Isaac.wust@wxs.nl).

**POLOGNE** Single Member  
Pawel Skiba  
[pablos70@gmail.com](mailto:pablos70@gmail.com)

**PORTUGAL** WE ARE CHURCH PORTUGAL, NOS SOMOS IGREJA  
Contacts:  
- Ana Vicente, Av. Joao XXI, 4, 3° Esq, P - 100-301 LISBOA, Portugal  
tel: + 351 - 218 409 104, e-mail: [anvicente@netcabo.pt](mailto:anvicente@netcabo.pt)  
- Maria Joao Sande Lemos  
Rua Joao de Deus 19 -1° P 1200-694 LISBOA  
Tel : +351 21 396 71 69, fax + 351 91 460 23 36  
e-mail [mjoaosl@gmail.pt](mailto:mjoaosl@gmail.pt)

**RÉPUBLIQUE  
TCHÈQUE** EMAUS RYCHNOV NAD KNEZNOU  
Fridolin Zahradnik,  
Sternberkova 154, CR-51601 RYCHNOV, N K N,  
Czech-Republic

**ROYAUME  
UNI** CATHOLICS FOR A CHANGING CHURCH  
14 West Halkin Street, GB – LONDON SW1X 8JS, UK  
internet : <http://www.ccc4vat2.co.uk>.  
Contact: Simon Bryden-Brook,  
14 West Halkin Street, GB - LONDON SW1X 8JS, UK  
tel.: +44-20-7235 2841 / fax: +44-20-7823 2110  
e-mail: [brydenbrook@talk21.com](mailto:brydenbrook@talk21.com)

**WOMEN WORD SPIRIT**  
Contact: Mairin Valdez, 17 Hillbrow, GB-READING, RG2 8JD, UK  
e-mail: [mairinv@phoncoop.coop](mailto:mairinv@phoncoop.coop).  
Myra Poole, 210 Compass House, Smugglers Way GB-London SW18 1DQ  
Tel: +44 208 874 7364 e-mail: [myrapoole@aol.com](mailto:myrapoole@aol.com)

**CATHOLIC WOMEN'S ORDINATION**  
210 Compass House, Smugglers Way GB-London SW18 1DQ  
Contact:  
Myra Poole, 210 Compass House, Smugglers Way GB-London SW18 1DQ  
Tel: +44 208 874 7364 e-mail: [myrapoole@aol.com](mailto:myrapoole@aol.com)

**LIVING WORD TRUST**  
1 Carysfort House, 14 West Halkin Street, GB-LONDON SW1X 8JS, UK  
Contact: John Gibson, Prospect Cottage, 16 South Furzeham Road,  
BRIXHAM, DEVON TQ5 8JA, United Kingdom  
tel.:+ 44 – 1803 85 62 76,  
e-mail: [j.c.gibson@eclipse.co.uk](mailto:j.c.gibson@eclipse.co.uk)

**ST. JOAN'S INTERNATIONAL ALLIANCE (GB-section)**  
Contact: Ianthe Pratt,  
36 Court Lane, GB- LONDON SE21 7DR, United Kingdom  
tel: +44 20 8693 1438 e-mail [lumen@globalnet.co.uk](mailto:lumen@globalnet.co.uk),

**WE ARE CHURCH UK**  
69 Poplicans Road, GB-ROCHESTER, ME2 1EJ, United Kingdom  
internet: <http://www.we-are-church.org/>  
Contact:  
Valerie Stroud, 69 Poplicans Road, GB - ROCHESTER ME2 1EJ UK  
tel. and fax: +44 -1634 -715 278,  
e-mail: [valeriejstroud@we-are-church.org](mailto:valeriejstroud@we-are-church.org)

Barry Norris, St. Mary's Vicarage, Bishopswood Rd  
Tadley HANTS RG26 4HQ, United Kingdom  
tel.and fax: +44 -1634 -715 278  
e-mail: [wacuk@we-are-church.org](mailto:wacuk@we-are-church.org)

## SUISSE

### NETZWERK OFFENE KIRCHE SCHWEIZ (NOKS)

Administration: Margrith Krebs  
Spittelweg 5, CH-3600 Thun Schweiz  
Tel: + 41 33 223 2694 e-mail: [margrith.krebs@gmx.ch](mailto:margrith.krebs@gmx.ch)

#### Contact:

Emilie Schumacher, Mühlezelgasse 39, CH - 8047 ZÜRICH, Schweiz  
tel.: +41-44-31 83 69 / email: [haschu@gmx.ch](mailto:haschu@gmx.ch)

Maria Hauswirth, Dorfstrasse 30, CH - 8165 SCHLEINIKON, Schweiz  
tel.: +41-1-856 05 48 / email: [hauswirth@swissonline.ch](mailto:hauswirth@swissonline.ch)

## EUROPE

### CATHOLICS FOR A FREE CHOICE-EUROPE (CFFC-EUROPE)

Contact: Elfriede Harth, Postfach 190371 D 60090 Frankfurt am Main  
e-mail: [eharth@catholicsforchoice.org](mailto:eharth@catholicsforchoice.org)

### THE EUROPEAN FEDERATION OF CATHOLIC MARRIED PRIESTS FEDERATION EUROPEENNE DES PRÊTRES CATHOLIQUES MARIÉS

Site web : [www.pretresmaries.eu](http://www.pretresmaries.eu)

Contact : Pierre Collet

3 Chemin Barbette, B-1404 NIVELLES Belgique tel + 32 67 21 02 85  
[pierrecollet@hotmail.com](mailto:pierrecollet@hotmail.com)

- Emmanuel Binder,

e-mail : [soman.binder@free.fr](mailto:soman.binder@free.fr).

- Ramón Alario, San Roque 17, E-19171 Cabanillas del Camp,  
Guadalajara (Spain) tel : + 34 949 33 22 24

e-mail : [ramonalario@hotmail.com](mailto:ramonalario@hotmail.com)

## 2) Organisations associées

### ETATS-UNIS D'AMERIQUE

ASSOCIATION FOR THE RIGHTS OF CATHOLICS IN THE  
CHURCH, (ARCC)  
PO BOX 85, Southampton, MA 01073, U.S.A  
Internet: <http://www.arcc-catholic-rights.org/>

#### CALL TO ACTION

4419 N Kedzie, Chicago, IL60625, U.S.A

#### CATHOLIC ORGANISATIONS FOR RENEWAL

c/o Bill Thompson, 18 Ruggles Street, Melrose, MA 02176, U.S.A

#### CATHOLICS FOR A FREE CHOICE

1436 U Street NW, Suite 301, Washington DC 20009, U.S.A.

Internet: [www.catholicsforchoice.org](http://www.catholicsforchoice.org)

Contact : Frances Kissling [fkissling@CATHOLICSFORCHOICE.ORG](mailto:fkissling@CATHOLICSFORCHOICE.ORG)

## INTERNATIONAL

### FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR UN MINISTÈRE CATHOLIQUE RENOUVELÉ INTERNATIONAL FEDERATION FOR A RENEWED CATHOLIC MINISTRY

Contact: Lambert van Gelder [Secretariat]

Archipelstraat 286, NL-6524 LR NIJMEGEN, The Netherlands tel: +31-  
24-323 37 49

e-mail [gelder-lambert@planet.nl](mailto:gelder-lambert@planet.nl)

### 3) Membres Observateurs

#### REPUBLIQUE TCHEQUE

ECCLESIA SILENTII (ES), PRAG-COMMUNITY;  
Contact: Pavel Kouba, Havlic'kova 1304,  
CZ-50346 TREBEOVICE P.O., CZ  
e-mail: [pkouba@seznam.cz](mailto:pkouba@seznam.cz)  
Simon Hradilek, CZ-PRAG, e-mail: [simon.hrad@atlas.cz](mailto:simon.hrad@atlas.cz)

### 4) Secrétariat du Réseau Européen

François Becker : Secrétaire Général  
52 rue de Verneuil, F-75007 PARIS, France ;  
Tel/Fax: +33- 1- 42 86 13 87 email: [f.becker@noos.fr](mailto:f.becker@noos.fr)

Simon Bryden-Brook : 14 West Halkin Street, GB ^ LONDON SW1X 8JS, UK  
Tel.: +44-20-7235 2841 / Fax: +44-20-7823 2110  
email: [brydenbrook@talk21.com](mailto:brydenbrook@talk21.com)

Hugo Castelli Anastro 34, E-28033 MADRID, Spain  
tel: + 34- 91- 3020 294, fax: + 34 91 3022 480  
e-mail: [hccastelli@hotmail.com](mailto:hccastelli@hotmail.com)

Hubert Tournès 10 avenue de Provence, F - 44500 LA BAULE, France  
tel/fax.: +33 – 2 40 11 98 73 e-mail : [hubertournes@orange.fr](mailto:hubertournes@orange.fr)

### 5) Groupe de Coordination

François Becker (F), Simon Bryden-Brook (UK), Hugo Castelli (ES), Matthias Jakubec (Au), Edith Kuropatwa-Fèvre (B), Raquel Mallavibarrena (Es), Dorothea Nassabi (D), Maria João Sande Lemos (P), Juan Oñate (Cat), Anna Szita-Deliné (H), Hubert Tournès (F), Gerd Wild (D)

### 6) Représentants au Conseil de l'Europe

François Becker et Gerd Wild

### 7) Adresse bancaire :

SWIFT-BIC: HELADEF1822  
IBAN DE29 5005 0201 0050 9901 91  
Propriétaire du compte: Initiative Christenrechte  
Code pour des versements: EURONET

**Liste des Documents préparatoires à la  
19<sup>ème</sup> rencontre Annuelle du Réseau Européen Eglises et Libertés**

**jeudi 7 mai Dimanche 10 mai 2009**

Lieu : *The Royal Foundation of St Katharine, 2 Butcher Row, Limehouse, London E14 8DS*

Tél: +44-20 7790 3540 Fax: +44-20 7702 7603 courriel: [enquiries@stkatharine.org.uk](mailto:enquiries@stkatharine.org.uk)

**LISTE DES DOCUMENTS PREPARATOIRES A LA 19<sup>EME</sup> RENCONTRE ANNUELLE  
DU RESEAU EUROPEEN EGLISES ET LIBERTES**

<b><u>INVITATION</u></b>	<b>12</b>
<b><u>ACCES AU LIEU DE LA RENCONTRE</u></b>	<b>15</b>
<b><u>PROGRAMME PROPOSE POUR LA RENCONTRE SPIRITUALITE POUR LES HOMMES ET POUR LES FEMMES AUJOURD'HUI</u></b>	<b>16</b>
<b><u>PROJET D'ORDRE DU JOUR DE LA REUNION DU COMITE DE COORDINATION</u></b>	<b>18</b>
<b><u>PROJET D'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE</u></b>	<b>19</b>
<b><u>PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA 18<sup>EME</sup> CONFERENCE ANNUELLE DU RESEAU EUROPEEN</u></b>	<b>20</b>
<b><u>RAPPORT DU SECRETARIAT DU RESEAU EUROPEEN</u></b>	<b>25</b>
<b><u>RAPPORT DU TRESORIER</u></b>	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
<b><u>RAPPORT SUR LES RELATIONS AVEC LE CONSEIL DE L'EUROPE</u></b>	<b>28</b>
<b><u>1 Les responsabilités du réseau Européen au Conseil de l'Europe</u></b>	<b>28</b>
<b><u>2) Travaux effectués depuis l'AG de Strasbourg</u></b>	<b>29</b>
<b><u>3 Motion</u></b>	<b>30</b>
<b><u>L'ACTIVITE D'ONG DE CONVICTION AUPRES DES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPEENNE (UE)</u></b>	<b>31</b>
<b><u>1. Action citoyenne auprès des institutions de l'Union Européenne</u></b>	<b>31</b>
<b><u>2. L'activité du groupe multipartis Séparation de la religion et de la politique</u></b>	<b>32</b>
<b><u>3. Dialogue structuré de l'UE avec les organisations de convictions</u></b>	<b>34</b>
<b><u>4. Entrer en relation avec la COMECE?</u></b>	<b>34</b>

<u>5. Pologne</u>	34
<u>PROJET DE RESOLUTIONS</u>	35
<u>ANNEXE</u>	35
<b><u>RAPPORT SUR LES ACTIVITES INTERCONVICTIONNELLES DU RESEAU EUROPEEN DANS LE CADRE DU G3I</u></b>	<b>37</b>
<u>1. Activités du G3I depuis la rencontre annuelle de Strasbourg</u>	37
<u>2. Quelques recommandations faites au nom du G3I</u>	37
<b><u>COLLABORATION INTERNATIONALE AU SEIN DU RÉSEAU EUROPÉEN</u></b>	<b>39</b>
<b><u>ATELIER : SPIRITUALITE</u></b>	<b>40</b>
<b><u>ATELIER : JUSTICE, DEMOCRATIE ET EGLISE</u></b>	<b>42</b>
<u>1. Cercles du Silence : témoignage public du désaveu des dispositions prises par les autorités vis-à-vis des étrangers en souffrance</u>	42
<u>2) Appel du Réseau Européen face à la Crise Structurale Mondiale</u>	46
<b><u>ATELIER AMERIQUE LATINE</u></b>	<b>48</b>
<u>1. INTRODUCTION : Une proposition de travail</u>	48
<u>2. Amérique Latine — Catholicisme – Politique — Femmes – Droits sexuels et reproductifs – Justice sociale</u>	49
<u>3. Une lettre du réseau Européen pour la défense des défenseurs de Droits de l’Homme en Colombie</u>	50
<b><u>ATELIER AFRIQUE</u></b>	<b>51</b>
<u>Proposition: que le réseau européen s’unie a la coalition “publiez ce que vous payez” (pcqvp)</u>	51
<b><u>DEMANDE D’ADHESION AU RESEAU EUROPEEN</u></b>	<b>55</b>
<b><u>AMERICAN CATHOLIC COUNCIL : DECLARATION POUR LA REFORME ET LE RENOUVEAU</u></b>	<b>56</b>
<b><u>RAPPORT SUR LE 3<sup>EME</sup> FORUM MONDIAL THEOLOGIE ET LIBERATION DE BELEM</u></b>	<b>58</b>

## INVITATION

*Le Réseau européen Eglises et Libertés a le plaisir de vous inviter à la*

**19<sup>ème</sup> Rencontre du Réseau Européen Eglises et Libertés**  
**Du jeudi 7 mai : 17 h au dimanche 10 mai 2009 après le déjeuner**

**The Royal Foundation of St Katharine,  
2 Butcher Row, Limehouse, London E14 8DS**

**Tél: +44-20 7790 3540 Fax: +44-20 7702 7603**

**courriel: [enquiries@stkatharine.org.uk](mailto:enquiries@stkatharine.org.uk)**

[www.stkatharine.org.uk](http://www.stkatharine.org.uk)

Thème de la Journée d'étude du samedi 10 mai 2009

### ECOFEMINISME

*Le thème de la Journée d'étude, l'écoféminisme, couvre quelques aspects spécifiques du thème général de la rencontre de cette année: « **Une spiritualité pour les hommes et pour les femmes aujourd'hui**. La journée reposera sur les expériences partagées de toutes les personnes participantes. Elle commencera avec les interventions d'une équipe composée de personnes présentes. Ces interventions seront suivies d'un débat. Nous avons la grande chance d'avoir parmi nous comme intervenante principale la Dre. Anne Primavesi, intellectuelle de grande notoriété. Elle parlera de l'EcoFéminisme, thème de la journée. Ensuite se tiendront des ateliers sur des thèmes correspondants. A ce jour, nous avons six volontaires qui traiteront des thématiques suivantes: la théologie et la spiritualité féministe, le langage dans la prière et dans la liturgie, la musique pour la liturgie, la danse en cercle, l'écoféminisme, une spiritualité pour les hommes, etc., Des volontaires sont encore demandés pour modérer les ateliers relatifs au thème de la journée.*

La Dre Anne Primavesi travaille actuellement comme PROFESSEURE CHERCHEUSE. Un de ses premiers livres fut 'DE L'APOCALYPSE à la GENESeE: Ecologie, Féminisme et Christianisme'(1991). Ses 4 livres les plus récents sont: *Sacred Gaia: Holistic Theology and Earth System Science* by James Lovelock and Anne Primavesi (2000), *Gaia's Gift: Earth, Ourselves and God after Copernicus* (2003), *Making God Laugh: Human Arrogance and Ecological Humility* (2004) and *'Gaia and Climate Change'*(2008). Tous les livres sont disponibles (en anglais) sur Amazon.com

**Organisée par:** Catholic Women's Ordination, Catholics for a Changing Church, The Living Word Trust

**Lieu :** La St Katharine's Foundation est située dans un domaine qui lui appartient, à quatre minutes à pied de la station LIMEHOUSE de la Docklands Light Railway.  
Toutes les chambres ont une salle de bain et une connexion internet y est disponible.

**Nous nous réjouissons de vous accueillir à Londres**

## Accès au lieu de la rencontre

**The Royal Foundation of St Katharine,  
2 Butcher Row, Limehouse, London E14 8DS**

**Transport** (*une information détaillée sera disponible après l'inscription*)

### **1) Par avion,**

#### **- aéroport de London City**

L'aéroport de London City est à huit arrêts (20 minutes au plus) sur le Dockland Light Railway de LIMEHOUSE, ligne directe.

Il y a des vols vers cet aéroport en provenance de 30 villes européennes dont Amsterdam, Barcelone, Berlin, Bruxelles, Duesseldorf, Francfort, Genève et Hambourg

**- Autres aéroports :** Londres Gatwick ou Londres Heathrow

### **2) Par train,**

Eurostar, gare St Pancras puis underground jusqu'à LIMEHOUSE par la Northern Line south avec changement à Bank vers la Docklands Light Railway.

### **3) En voiture**

Veillez nous faire savoir si vous avez l'intention de venir en voiture et désirez une place de stationnement.

19<sup>e</sup> Conférence du Réseau européen Eglises et Libertés  
Church on the Move - Kirche im Aufbruch - Iglesia por la Libertad

**Programme proposé pour la rencontre**  
du jeudi 7 mai au dimanche 10 mai 2009

*The Royal Foundation of St Katharine,  
2 Butcher Row, Limehouse, London E14 8DS*

***Spiritualité pour les Hommes et pour les Femmes aujourd'hui***

**Jeudi 7 mai:**

- Arrivée des participants étrangers – début d'après-midi
- 15.30 Thé et gâteaux**  
16.00 Réunion du Groupe de coordination  
18.00 Réception avec un verre de vin
- 18.30 Dîner**

20.00 Bienvenue et présentations, approbation du programme, décisions concernant les ateliers, nominations des présidences hommes/femmes preneurs de notes des différentes sessions, détails de réception, journée d'étude, liturgies, visites, compléments aux rapports publiés dans EURONEWS, divers.

- 21.30 Fin de la séance d'ouverture

**Vendredi 8 mai:**

- 08.00 Prière matinale à la chapelle (optionnel)
- 08.00 Petit déjeuner jusqu'à 09.00**  
09.15 Première session des ateliers (deux ou trois se tenant simultanément)  
11.00 Pause café  
11.30 Deuxième session des ateliers (deux ou trois se tenant simultanément)
- 13.00 Déjeuner**  
**14.15 Première séance de l'Assemblée générale du Réseau européen**  
15.45 Pause thé et gâteaux  
16.15 Continuation de la première séance de l'Assemblée générale du Réseau européen/  
17.30 Réception pour la célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire de CCC
- 18.30 Dîner**

Soirée libre pour promenades guidées ou visites libres

**Samedi 9 mai**

- 08.00 Prière matinale à la chapelle (optionnel)
- 08.00 Petit déjeuner jusqu'à 09.00**  
09.15 Prière matinale et ouverture de la Journée  
**09.30 Ouverture de la Journée d'étude** sur ECOFEMINISME - équipe d'intervenants et discussion générale  
10.45 Pause café  
11.15 Exposé d'Anne Primavesi suivie de questions et discussion  
12.30 Pause  
**13.00 Déjeuner**  
14.15 Première session d'ateliers

- 15.15 Pause pour le thé
- 15.45 Deuxième session d'ateliers
- 16.45 Clôture de la séance plénière
- 17.15 Liturgie eucharistique
- 18.30 Dîner**
- 20.00 Soirée festive informelle

**Dimanche 10 mai:**

- 08.00 Brève eucharistie anglicane à la chapelle
- 08.00 Petit déjeuner jusqu'à 09.00**
- 09.00 Deuxième séance de l'Assemblée générale du Réseau européen
- 13.00 Déjeuner**
- 14.00 Départs

**Réseau Européen Eglises et Libertés**

**Projet d'Ordre du Jour de la  
Réunion du Comité de Coordination**

**Jeudi 7 mai 2009 à 16 h  
The Royal Foundation of St Katharine,  
2 Butcher Row, Limehouse, London E14 8DS**

- 1 Désignation d'un président de séance et d'un secrétaire chargé de faire le compte rendu.
- 2 Amendements, additions au projet d'agenda et adoption
- 3 Rapport sur les décisions prises par le comité de coordination et le secrétariat depuis la dernière rencontre annuelle à Strasbourg.
- 4 Propositions concernant la tenue des rencontres annuelles en 2010, 2011 et 2012
- 5 Communication au sein du comité de coordination cette année écoulée. Proposition de Hugo Castelli
- 6 EURONEWS production et distribution ; Proposition d'un nouvel éditeur
- 7 EN website présentation par Valerie Stroud et discussion
- 8 Préparation des ateliers pour cette rencontre (les décisions seront prises lors de la séance plénière de jeudi soir) ; propositions de l'équipe de préparation:
  - AFRIQUE (introduit par Gérard Warengem et Joseph William de la coalition Publiez Ce que Vous Payez (Publish What You Pay) : proposition que le RE rejoigne cette coalition
  - AMERIQUE LATINE (introduit par Elfriede Harth et Hugo Castelli)
  - EUROPE (incluant Conseil de l'Europe, EU, Pologne, COMECE and Forums)
  - JUSTICE & PAIX (Hugo Castelli et Hubert Tournès)
  - SPIRITUALITE ( incluant le Forum Théologie et Libération)
  - COMMUNICATIONS (incluant EURONEWS, le website et l'organisation des relation entre le RE et ses membres (présenté par Hugo Castelli))
  - Relations avec la Fédération Internationale pour un Ministère Catholique Renouvelé et avec the American Catholic Council (en relation avec le projet Concile 50)
- 9 Elargissement éventuel du secrétariat en fonction de charges nouvelles à distribuer : éditions d'EURONEWS dans les quatre langues, site web,
- 10 Préparation d'autres décisions pour le programme avant la réunion de 20 h
- 11 Propositions de nouveaux membres pour le Comité de Coordination
- 12 Points divers

**19<sup>ème</sup> Rencontre Annuelle du Réseau Européen Eglises et Libertés**  
**Kirche im Aufbruch –Church on the Move- Iglesia por la Libertad**

*The Royal Foundation of St Katharine, 2 Butcher Row, Limehouse, LONDON E14 8DS*

## **PROJET D'ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Londres, jeudi 7 mai – dimanche 10 mai 2009

Le présent projet d'ordre du jour est publié conformément au 6. (b) de la Charte du RE. Toute proposition d'amendement ou ajout est à adresser au secrétariat (François Becker) avant le 28 février. Un ordre du jour révisé serait, dans ce cas, diffusé avant le 5 avril. Si aucun changement n'est proposé, l'ordre du jour suivant sera suivi.

### **Vendredi 8 mai et dimanche 10 mai 2009**

- 1 Présidence, amendements à l'ordre du jour et adoption
- 2 Matières constitutionnelles : pas de propositions
- 3 Compte rendu de la conférence de Strasbourg, mai 2008 (EURONEWS Bulletin 2)
- 4 Rapport du Secrétariat (François Becker, Hugo Castelli, Hubert Tournès, Simon Bryden- Brook)
- 5 Rapport du Trésorier (Gerd Wild) : approbation des comptes de 2008
- 6 Elections et Nominations
  - Election du bureau : secrétariat [Charte EN/RE 4 (b)(1)]
  - Election du bureau : trésorier [Charte EN/RE 4 (b)(2)]
  - Admission de groupes comme membres [Charte EN/RE 2 Espagne] [Changement de nom du groupe associé NAF en IFRCM.]
  - Admission d'individus comme membres [Charte EN/RE 2 (b)]
  - Nomination des membres du Groupe de coordination
  - Nomination des Correspondants pour chaque pays [Charte EN/RE 4 Espagne]
  - Nomination des Distributeurs d'EURONEWS dans chaque pays [Charte EN/RE 4 (d)]
- 7 Conférence annuelle 2010  
Pays-Bas– thème ? – Jeudi 6 mai à dimanche 9 mai 2010
- 8 Conférence annuelle 2011  
Lieux proposés (Barcelone ?) – thèmes – dates [Ascension jeudi 2 Juin]
9. Conférence annuelle 2012 :  
Lieux proposés – thèmes – dates [Ascension jeudi 17 mai]
- 10 Projets communs du Réseau européen – rapports et recommandations des ateliers, motions et décisions
  - a) Conseil de l'Europe
  - b) Union européenne
  - c) Forum Social européen, sept-oct 2009 au Danemark ou Norvège
  - d) 3<sup>e</sup> Forum mondial Théologie et Libération, 2009 – Spiritualités
  - e) Justice sociale – propositions d'initiatives RE/ EN [Hugo Castelli]
  - f) Rapport sur Concile 50
  - g) Rapports d'autres ateliers et autres matières à décision, si non couverts par les sujets précédents (1) IMWAC, (2) Communautés de base et le EN/RE, (3) communications internes au RE/EN et avec d'autres organisations, (4) EURONEWS, (5) Site internet EN/RE, (6) Afrique, (7) Amérique latine, (8) COMECE, (9) Atelier Eglise et Ministère, (10) Spiritualité féministe, (11) communiqué de presse
  - h) Activités futures du RE/ EN – autres propositions d'ateliers
- 11 Décisions financières :
  - a) Contributions financières pour 2009 [Charte EN/RE 5 (a)]
  - b) Propositions de budget pour 2009 [Charte EN/RE 5 Espagne]

**19<sup>ème</sup> Rencontre Annuelle du Réseau Européen Eglises et Libertés**  
**Kirche im Aufbruch – Church on the Move- Iglesia por la Libertad**

*The Royal Foundation of St Katharine, 2 Butcher Row, Limehouse, LONDON E14 8DS*

## **PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**de la 18<sup>ème</sup> Conférence annuelle du Réseau européen**

**Kirche im Aufbruch – Eglise et Libertés – Church on the Move – Iglesia por la Libertad**

Strasbourg, jeudi 1<sup>er</sup> mai- dimanche 4 mai 2008

*Centre Culturel St Thomas, 2 rue de la Carpe Haute, F-6700 Strasbourg*

Vendredi 2 mai, 14.15-15.53, dimanche 4 mai, 08.51-10.30 & 11.00-12.23

### **Vendredi 2 mai et dimanche 4 mai 2008**

*La première séance commence le vendredi 2 mai à 14.15.*

- 1 Présidence et ordre du jour :** François Becker indique que le Secrétariat a demandé à Matthias Jakubec de prendre la présidence. Amendements à l'ordre du jour et approbation : Matthias Jakubec propose que le point 11 (conférence 2010) soit traité après le point 5, Henk Baars devant partir tôt. Approuvé : le point 8 viendra en premier le dimanche matin. Annegret Laakman demande que le 7 (g) soit traité aujourd'hui. Approuvé.
- 2 Matières constitutionnelles :** pas de propositions. Simon Bryden-Brook indique que des exemplaires en 3 langues de la Charte et du Espagne intérieur sont disponibles en édition papier auprès de lui et la version espagnole auprès d'Hugo Castelli (par courriel). Annegret Laakman demande où nous en sommes avec WAC Norvège et Espagne qui avaient dit qu'ils rejoindraient le RE. François Becker indique qu'aucune demande formelle n'a été reçue. Hugo Castelli, se référant au point 7 (f) (Justice sociale) , promet un rapport pour bientôt.
- 3 Compte rendu de la conférence de Lisbonne,** mai 2007 (EURONEWS Bulletin 1, et EURONEWS 30, pp 20 ff). **Approuvé.**
- 4 Rapport du Secrétariat** (François Becker et Simon Bryden-Brook) François Becker se réfère à son rapport figurant dans EURONEWS 30 p. 25 et 26 f. Concernant la politique de publication, il n'a pas été informé par tous les auteurs si les documents adressés pour publication étaient destinés au public ou à usage interne seulement ; de ce fait, il a dû prendre des décisions dont certaines ont été contestées. L'édition d'EURONEWS a été une entreprise considérable à cause des problèmes de traductions en quatre langues. Nous avons aussi besoin de développer notre site internet. François a eu trop de travail pour le faire et souhaite déléguer une partie de la tâche —une préoccupation constante. Le Groupe de coordination a proposé qu'à l'avenir il serait de la responsabilité de ceux qui présentent des articles pour publication de les faire traduire dans les 3 autres langues et aussi que chaque groupe linguistique se donne un coordinateur du travail de traduction. Maria Hauswirth souligne que, quand un article n'est pas traduit, son existence est mentionnée dans les éditions en autres langues. **Approuvé.** Notre site reçoit maintenant jusqu'à 1.500 visites par mois. Seulement 20% des présents à cette Conférence l'ont visité. Le RE apparaît sur le site du Conseil de l'Europe. Valerie Stroud offre son aide pour la mise en forme de notre site. Elle est applaudie. François Becker a aussi aidé le groupe français dans la préparation de cette conférence.  
  
François Becker fait savoir que le Conseil de l'Europe aimerait qu'un membre du Secrétariat porte le titre de Secrétaire général. **Accord** pour que les membres du Secrétariat soient égaux et désigner François Becker comme Secrétaire général pour le Conseil de l'Europe.
- 5 Rapport du Trésorier** (Gerd Wild) : Approbation des comptes pour 2007 (EURONEWS 30, p 27 f) Gerd Wild se réfère à son rapport écrit. NSAE a en fait payé ; WAC Espagne n'a pas encore payé non plus que BASIC ; WAC Espagne paiera au reçu d'une facture. Gerd Wild invite à verser en liquide la cotisation 2008 pendant que nous sommes à Strasbourg. L'assemblée lui adresse ses remerciements.
- 6** (point 11 pris avant son tour) **Conférence annuelle 2010.** Henk Baars fait part de ce que les Néerlandais accueilleraient la conférence en 2010 – thème encore à discuter, jeudi-dimanche 6-9 mai 2010 **approuvé.** L'assemblée le remercie.
- 7 Elections et Nominations:**

- a) **Election du bureau : secrétariat** [Charte RE 4 (b) (1)] François Becker, Simon Bryden-Brook, Hugo Castelli et Hubert Tournès sont nommés au Secrétariat. François Becker dit que cet élargissement est bienvenu et appelle des femmes à rejoindre le secrétariat. Simon Bryden-Brook déplore l'absence des femmes. François Becker insiste sur la nécessaire rotation des membres – en 2009 il quittera le Secrétariat. Une femme serait l'idéal.
- b) **Election du bureau : trésorier** [Charte RE 4 (b)(2)] Matthias Jakubec dit que Gerd Wild ne souhaite pas être réélu et presse les membres de proposer des candidats. Il n'y a aucune candidature et Gerd Wild accepte sa réélection. Il en est remercié
- c) **Admission de groupes en qualité de membres** [Charte RE 2 Espagne] Església Plural ; de Catalogne s'est présentée dans EURONEWS 30, (pp 54 et ss) and Joan Onate Lamas, un membre, présente le groupe. ELU. Il est décidé qu'IMWAC Norvège et Espagne seront invitées à rejoindre le RE.
- d) **Admission en qualité de membre individuel** [Charte RE 2 (b)] – aucune proposition.
- e) **Nomination de membres du Groupe de coordination** : François Becker, Simon Bryden-Brook, Hugo Castelli, Matthias Jakubec, Edith Kuropatwa-Fèvre, Raquel Mallavibarrena, Dorothea Nassabi, Maria João Sande Lemos, Hubert Tournès, Gerd Wild, Joan Onate Lamas sont nommés. Beata Schanda (Hongrie) sera invitée à remplacer Anna Szita-Deliné
- f) **Nomination de correspondants** pour chaque pays [Charte RE 4 Espagne] François Becker demande le nom d'un correspondant pour Església Plural. Joan Onate représentera Església Plural. Edith Kuropatwa-Fèvre rappelle que le groupe flamand *Werkplaats voor Theologie en Maatschappij* n'existe plus et devrait être rayé de la liste des groupes membres. François Becker voudrait obtenir confirmation de leur part. Pierre Collet indique que la *Confédération internationale des prêtres catholiques mariés* (figurant sur la liste comme membre associé) n'existe pas et devrait être rayée. Autres corrections des listes à adresser par courriel à François Becker.
- g) **Nomination des distributeurs d'EURONEWS** pour chaque pays [Charte RE 4 (d)] Les mêmes que les correspondants nommés. **Approuvé**

## 8 Projets commun du Réseau européen – rapports, recommandations des ateliers, motions et décisions

- **Conseil de l'Europe** – François Becker demande que ce point et le suivant soient reportés à dimanche matin. Approuvé.
- **Union européenne** – reportée également à dimanche matin. Approuvé.
- **Forum social européen**, Sept 2008 en Suède. Reporté aussi à dimanche matin, Vittorio Bellavite n'étant pas présent.
- **3<sup>ème</sup> Assemblée œcuménique européenne des Eglises**, Sibiu 2007. François Becker rapporte que le RE a apporté une contribution aux documents des Organisations internationales catholiques du Conseil de l'Europe sur la religion, l'immigration et le témoignage présentés au secrétariat de l'Assemblée mais il n'y a pas eu d'occasion permettant de les faire entendre. D'autre part, José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne a été invité à prendre la parole devant les évêques. Mauro Castagnaro représentait son organisation et a participé à la modification des textes préparés mais les versions approuvées avaient été altérées avant publication. Une 4<sup>ème</sup> assemblée n'est pas certaine. (v. rapport de F. Becker sur les relations avec le Conseil de l'Europe, § II.1, EURONEWS 30 p 29)
- **3<sup>ème</sup> Forum mondial Théologie et Libération**, 2009 à Belém, Brésil – thème : 'L'eau, la terre, la théologie pour un autre monde possible' (v. présentation dans EURONEWS 30 p 49). En combinaison avec le Forum Social mondial (le précédent à Nairobi, où le RE avait organisé un atelier). Il est proposé que nous envoyions simplement Vittorio Bellavite comme délégué à Belém et peut-être quiconque est intéressé. **Approuvé**. Vittorio Bellavite cherchera des collaborations à la préparation pour 2012 d'un événement commémorant l'ouverture de Vatican II. **Approuvé** mais il le fera en liaison avec IMWAC et leurs propositions. Gerd Wild pose la question des implications financières pour le RE. Mauro Castagnaro dit qu'il ne devrait pas y avoir de dépenses importantes. Il est décidé que nous contribuerons aux frais d'inscription et de documentation à hauteur de €100 maximum. Ingrid Augot demande s'il y a deux forums séparés. François Becker répond qu'il y a le Forum mondial Théologie et Libération et le Forum Social Mondial. Hugo Castelli propose que Vittorio soit mandaté aussi pour le Forum social mondial. **Approuvé**.
- **Justice sociale** – propositions d'initiatives du RE : Hugo Castelli rapporte après une séance intéressante de ce matin. Annie Barbay a proposé une journée européenne d'action de solidarité parmi les membres du RE : manifestations en faveur des immigrants, des sans-papiers, des sans-toit, de ceux qui ont faim, etc., lettres ouvertes, cercles de silence, communiqués de presse et manifestations de rue. Le secrétariat du RE peut-il aider ? Peut-être ne peut-on attendre que peu de chose des groupes membres mais nous devons témoigner de cette lèpre sociale qui brûle le cœur de Dieu. Matthias Jakubec propose un complément de discussion avant la décision – à reprendre dimanche matin (v. point 10 [4] (I) plus loin).
- Annegret Laakmann rapporte au sujet des projets pour un **Synode parallèle à l'occasion du Synode des évêques**, Rome 5-26 octobre 2008. Elle distribue un rapport d'une page déjà discuté à la réunion d'IMWAC (v. annexe 1). Une réunion spéciale le 15 octobre 2008. Elle demande des suggestions et

propositions pour une action commune. L'assemblée la remercie.

*La séance est levée à 15.53. Elle reprend le dimanche à 08.51.*

*Dorothea Kemming-Nassabi remercie François Becker publiquement pour tout son travail (tempête d'applaudissements), pour sa contribution à l'obtention du statut d'OING au Conseil de l'Europe pour le réseau, ce qui était inconcevable en 1991 quand se tenait à Eschborn la première conférence du RE. François remercie Dorothea et mentionne une longue liste de celles et ceux qui ont travaillé avec lui.*

*Les travaux commencent à 8.59. Il y a une courte pause à 10.30-11.00. La séance se termine finalement à 12.23.*

- 9 **Relations avec la Fédération Nord-Atlantique pour une prêtrise catholique renouvelée, NAF** (EURONEWS 30, pp 40 & 43) : François Becker rapporte sur la discussion en atelier. Il est recommandé que le Réseau accepte de coopérer avec la NAF sur des matières d'intérêt commun, que Simon Bryden-Brook soit confirmé dans la fonction de lien du RE avec la NAF et que la NAF soit invitée à s'associer au RE. Ruud Bunnik note que la proposition originelle était que le RE adhère à la NAF et demande si la NAF est disposée à s'associer. Anthony Padovano dit que la NAF y attacherait un grand prix et ferait tout son possible pour aider le RE dans son travail. **Adopté nemine contradicente.** Anthony Padovano demande alors formellement l'association offerte et l'accepte au nom de la NAF. Il exprime l'espoir que la NAF soit en mesure de travailler plus étroitement dans une nouvelle relation avec la Fédération européenne des prêtres mariés. Il informe aussi l'assemblée de ce qu'il va proposer pour la NAF un autre nom qui correspondrait mieux à ce qu'elle est réellement. Les membres du RE sont invités à Vienne les 6-9 nov. 2008 à la conférence de la NAF et il proposerait alors un changement de nom. Simon Bryden-Brook accepte cette position et remercie le RE d'avoir régularisé sa position à la NAF.

10 (suite du point 7) (h) **Autres rapports d'ateliers et autres matières à décision :**

- (1) **Conseil de l'Europe** (v. rapport EURONEWS 30, p 29 ss) : François Becker rapporte sur l'atelier. Il est proposé que le Réseau européen, conscient des responsabilités qui lui incombent au titre du statut participatif s'engage à poursuivre son travail et sa coopération avec le Conseil de l'Europe et à se donner les moyens de les remplir au mieux. Il renouvelle pour un an le mandat de François Becker, de représentant du Réseau européen au Conseil de l'Europe et confirme Gerd Wild et Hugo Castelli comme représentants adjoints. Les membres du Réseau européen s'engagent à soutenir leurs représentants au Conseil de l'Europe et à leur fournir information et soutien selon les besoins de leur travail avec le Conseil de l'Europe.

**Accepté nemine contradicente**, une abstention. Les trois sont remerciés d'avoir accepté le mandat.

- (2) **Union européenne** (v. rapport in EURONEWS p 32) et **G3I** (v. rapport in EURONEWS p 37) : François Becker rapporte sur l'atelier. François Becker, Hubert Tournès et Gerd Wild ont participé au travail du G3I qui a organisé le colloque "Cohésion sociale dans une Europe multiculturelle, rôle et impact des courants de pensée et des religions". Ce groupe de travail poursuit son activité et devrait être soutenu par le RE. Hubert Tournès avec Elfriede Harth dans un rôle d'une signification croissante, ont pris part au travail du Groupe multipartis 'Séparation de la religion et de la politique' du Parlement européen.

La discussion en atelier a porté sur le processus de coopération avec les institutions de l'Union européenne. Il y a deux articles dans le traité de Lisbonne en cours de ratification, sur la manière dont les associations représentatives et la société civile d'une part et d'autre part les organisations convictionnelles (religieuses et non-confessionnelles) devront faire entendre leur voix auprès de l'UE. Le second article pourrait être interprété comme conférant des droits spéciaux aux Eglises. Le Réseau européen l'a combattu pendant des années. L'atelier estime très important de continuer à travailler avec l'UE, non sans quelque incertitude quant à la forme de cette coopération. La proposition de motion de la p. 35 d'EURONEWS 30 est jugée acceptable pour ce qui concerne 1 et 2 a, mais quelques changements sont apportés au 2b, scindé en deux parties : 2 (b) le principe d'une participation informelle à un dialogue démocratique avec les institutions européennes, 2(c) l'étude des conditions d'une participation à un dialogue démocratique structuré avec les institutions européennes en qualité d'organisation convictionnelle dans le cadre défini par le Traité de Lisbonne. Les points 3 et 4 ne furent pas discutés dans l'atelier.

Jean Riedinger accepte cette motion de compromis et accueille favorablement l'exigence d'une mise à l'étude de la manière dont nous nous impliquerons dans le dialogue avec l'UE car les membres de tous nos groupes ont besoin d'être au courant des options et de leurs conséquences possibles. La motion amendée est à l'Annexe 2. **Approuvé nemine contradicente.**

(3) **Forum social européen** ; Vittorio Bellavite se réfère à la participation du RE aux forums sociaux d'autres continents. Il espère prendre part à celui de Malmö, Suède, mi-septembre 2008 et propose que le RE y participe en organisant un atelier apportant la pensée chrétienne critique au forum européen. Il a l'espoir que quelqu'un-e d'IMWAC et peut-être des partenaires scandinaves de diverses nationalités concourent avec lui à l'organisation. [Il est noté que Mauro Castagnaro et lui iront au 3<sup>ème</sup> Forum mondial de Belém comme délégués du RE.] François Becker et Gerd Wild disent que le RE devrait être capable de fournir quelque contribution financière ; lors des forums précédents le RE n'a pas remboursé les frais de voyage et d'hébergement. Gerd Wild toutefois est très désireux d'y aller mais demanderait une certaine prise en charge de ses frais de voyage et d'hébergement. Hugo Castelli dit qu'Iglesia de Base de Madrid avait fourni une contribution financière pour les forums d'Athènes et de Londres et il demande que d'autres groupes membres fassent de même. Vittorio Bellavite et Gerd Wild sont acceptés comme délégués du RE. **Accord pour un financement.**

(4) [suite du 7 (f) **Justice sociale**:

- Annie Barbay au nom de l'atelier propose une Journée RE d'action, manifestant pour les immigrants illégaux, les sans-toit, les plus pauvres parmi les pauvres. Chaque organisation membre est invitée à participer à sa manière. [v. 7 (f) plus haut]. François Becker dit que le secrétariat pourrait assurer une diffusion à travers le réseau, par courriels etc, ce qui pourrait être le travail d'un sous-comité chargé de suivre les initiatives prises par les auteurs de la motion. Hans-Peter Hurka a le sentiment que ce n'est pas au RE d'apporter un soutien financier. Simon Bryden-Brook adhère à la suggestion de mettre en place un sous-comité comme le propose François Becker et que ce serait, sans plus, la contribution du RE. Gérard Warengem ne voit pas bien ce que le RE pourrait faire en tant que réseau. François Becker confirme que le secrétariat pourrait assurer une mise en relation mais non être initiateur car il opère au niveau européen plutôt qu'au niveau national. Myra Poole pourrait apporter un soutien en ce qui concerne les femmes pauvres et victimes de la traite. Elle mentionne la conférence pour l'Ordination des femmes dans le monde (Women's Ordination Worldwide) qui doit se tenir en 2010 et mettra l'accent sur le lien entre la pauvreté des femmes et le fait qu'elles ne peuvent accéder à l'ordination. Ingrid Augot plaide pour que chaque groupe membre travaille avec les autres organisations de son pays. Annie Barbay est d'accord mais a le sentiment que le RE pourrait coordonner, en signant la Déclaration de la Honte. Nous devrions fixer un rendez-vous pour 2009 et déclarer ce que nous pouvons faire tous ce jour-là sur cette importante question. Michel Roussel suggère une semaine plutôt qu'une journée d'activités dans nos pays respectifs. François Becker confirme que le secrétariat assisterait un sous-comité. Matthias Jakubec au nom de l'Espagne soutiendrait la proposition comme une suggestion plutôt que comme un engagement ferme. Gerd Wild propose un financement d'un montant de €50, avec pour contrepartie une publicité pour le RE. **Accord** pour que des membres aussi nombreux que possible soutiennent la proposition d'une journée d'action et qu'un sous-comité soit constitué pour coordonner l'action (Annie Barbay, Hugo Castelli, François Becker, Michel Roussel).
- François Becker présente les propositions de l'atelier : que (a) le RE signe la Déclaration de la Honte (<http://www.directivedelahonte.org/index.php#>). V. annexe 3 (**Approuvé**, avec 2 voix contre et 2 abstentions), (b) le RE approuve l'appel au parlement européen et à la commission au sujet de l'"Accord de partenariat économique" à envoyer à la commission compétente du parlement européen). V. la motion en annexe 4. (**Approuvé**, 3 contre, 4 abstentions)

(5) **IMWAC** : Raquel Mallavibarrena rapporte que François Becker a été invité en qualité de membre du secrétariat du RE à assister à la réunion d'IMWAC qui s'est tenue juste avant celle du RE et propose que François Becker rapporte au RE. François Becker remercie IMWAC de son invitation. Il a trouvé la réunion utile, intéressante et y voit une occasion pleine d'espérance. Il souligne la vitalité d'IMWAC dans les différents pays impliqués et l'intérêt de notre coopération avec IMWAC. Il présente la très intéressante proposition de Mauro Castagnaro discutée aussi dans l'atelier avec les communautés de base (v. plus loin). Valerie Stroud fait remarquer que, au RE, les délégués devraient être dénommés 'WAC' (We are church) dans leur pays (non IMWAC) – peut-être IMWAC demandera-t-il un jour à rejoindre le RE.

- **Les communautés de base et le RE** Le rapport sur les communautés de base présenté à l'atelier paraîtra dans EURONEWS 31. François Becker rappelle que c'est la première fois que la Coordination européenne des communautés de base est représentée à une réunion du RE. Il rapporte que l'atelier fut fructueux, notant les complémentarités de trois réseaux frères et leurs centres de préoccupation focus : IMWAC et notre relation avec l'institution ecclésiale, les communautés de base et notre attention à ce qui se vit à la base, le réseau européen et ses objectifs fédérateurs pour un dialogue avec la société. Ainsi l'atelier a dégagé une large éventail d'intérêts communs qui peuvent conduire à coopérer. 1) Les communautés de base invite une délégation du RE à leur rencontre qui aura lieu à Vienne, du 1<sup>er</sup> au -3 mai 2009. **Accord pour envoyer comme délégués** François Becker, Annie Barbay, Hans Peter Hurka, Gerd Wild and Dorothea Nassabi. 2) Entre autres possibles actions conjointes, il est proposé, selon la

proposition faite par Mauro Castagnaro à la réunion d'IMWAC, qu'un *Concile du Peuple de Dieu*, soit porté par IMWAC, les communautés de base et le RE, puisque 2012 verra le 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'ouverture de Vatican II, Mauro Castagnaro suggère d'éventuels rassemblements nationaux en 2012 et un rassemblement international en 2015 pour marquer la clôture de Vatican II. Consulter les organisations de prêtres mariés et les organisations militant pour l'ordination des femmes. Comme dit au point 8 Espagne plus haut, Vittorio Bellavite et Mauro Castagnaro discuteront avec les organisations présentes au 3<sup>ème</sup> FTML. Sous-comité : François Becker, Mauro Castagnaro, Pedro Freitas, Maria João Sande Lemos, Raquel Mallavibarrena, Sefa Amell Comas et peut-être Jonas International. **Approuvé.**

(7) **Afrique :** Gérard Warengem rapporte (v. rapport in EURONEWS 31). L'atelier recommande de prévoir un soutien du Réseau européen aux sociétés civiles qui émergent en Afrique. Nous voulons encourager, soutenir et connaître les associations et les gens qui sont proches de nos valeurs et de notre sensibilité. Nous voulons particulièrement faire plus ample connaissance avec la coalition Publish What You Pay, qui regroupe quelque 350 ONGs dans le monde et qui a une présence importante en Europe et en Afrique. (v. <http://www.publishwhatyoupay.org/english/>) **Accord** pour que l'atelier Afrique continue son travail et fasse le moment venu des propositions au Groupe de coordination et à la prochaine conférence. Hugo Castelli propose « de prévoir un soutien du Réseau européen aux sociétés civiles qui émergent en Afrique » **Accord** (1 contre, 3 abstentions).

(8) **Ministère :** François Becker rapporte que l'atelier recommande le soutien aux dominicains néerlandais auteurs du récent rapport sur le ministère (v. <http://www.european-catholic-people.eu/followupdominicains.html>) et attire l'attention sur la motion écrite proposée par NSAE et distribuée dans le dossier remis aux délégués à l'arrivée. L'atelier recommande l'adoption avec deux amendements (v. la motion amendée en annexe 5). **Approuvé nemine contradicente.**

(9) **Autres activités futures** - aucune

(10) **Communiqué de presse** Maria Hauswirth regrette qu'il n'y en ait pas et Simon Bryden-Brook la prie d'en rédiger un et de le soumettre au secrétariat pour approbation et distribution si elle en est d'accord.

(11) Il est proposé que nous adressions un message de Espagne au théologien de la libération malade. **Approuvé**

## 11 Décisions financières :

(a) Les cotisations pour 2008 [Charte RE 5 (a)] Gerd Wild rapporte qu'il a collecté les cotisations et presse les groupes qui n'ont pas payé de le faire. NSAE qui ne figure pas sur la liste a bien payé. Il propose la même somme pour 2009 – €125 par pays- et remercie les organisations qui versent plus Les Catalans ont payé €125 comme l'Espagne. Ils en sont remerciés. DLE augmentera sa contribution. D'autres groupes ont aussi versé plus que le minimum.

(b) Propositions budgétaires pour 2009 [Charte RE 5 (c)] Gerd Wild propose de doubler le montant affecté aux voyages pour 2008. Il se réfère aux comptes (EURONEWS 30, p. 28) et propose un budget 2009 basé sur celui de 2008 avec quelques augmentations pour les voyages. **Approuvé**

## 12 Conférence annuelle 2009

Londres – Royal Foundation of St Katharine – Jeudi 7 mai à dimanche 10 mai 2009 (nouvelles dates – une semaine plus tard que proposé à Lisbonne). Simon Bryden-Brook rapporte qu'il y a 33 chambres à un lit et 5 à 2 lits, 5 salles de réunions, des salons confortables et une grande agréable chapelle. La nourriture est excellente. Une équipe internationale féminine est au travail pour la journée d'étude.

## 13 Conférence annuelle 2010

V. point 5 plus haut.

## 14 Conférence annuelle 2011

Juan Garigua Guzzi, du nouveau membre Església Plural, Catalogne, propose Barcelone – thèmes et dates [Ascension jeudi 2 June] à décider ultérieurement.

15 **En conclusion** François Becker remercie tous les participants de leur active participation et de leurs contributions qui ont rendu cette conférence très fructueuse. Il remercie particulièrement Matthias Jakubec de sa présidence, les étudiants interprètes de leur aide inestimable, ainsi que Gerd Wild et Dorothea Kemming-Nassabi pour avoir apporté l'équipement d'interprétation de haute qualité. Remerciements aussi au personnel du Centre. Il nous dit au-revoir au nom de l'équipe française et exprime l'espoir que nous nous revoyions tous à Londres l'an prochain.

*La séance est close à 12.23*

**19<sup>ième</sup> Rencontre Annuelle du Réseau Européen Eglises et Libertés**  
**Kirche im Aufbruch –Church on the Move- Iglesia por la Libertad**

The Royal Foundation of St Katharine, 2 Butcher Row, Limehouse, LONDON E14 8DS

## **Rapport du Secrétariat du Réseau Européen**

Depuis la dernière Rencontre Annuelle qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 4 mai 2008 à Strasbourg, le secrétariat a accompli les tâches suivantes :

### **1) Editions des Comptes rendus des l'Assemblée Générales de Strasbourg**

Ces comptes-rendus ont été publiés dans EURONEWS B3 dans 3 langues du réseau européen (anglais, espagnol et français). Il a été diffusé à tous les points de contact du réseau européen via internet et placé sur le site web à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/euronews.html>  
Ces comptes rendus sont aussi publiés dans ce numéro d'EURONEWS

### **2) Suivi des décisions de l'assemblée générale**

Le secrétariat a mis en œuvre les décisions de l'AG. Cette série d'actions a été rapportée dans EURONEWS 31 (p 47 de l'édition française) et accessible à l'adresse :  
<http://www.european-catholic-people.eu/euronews.html>

### **3) Edition d'EURONEWS et EURONEWS Bulletin**

a) les informations internes au réseau ont été publiées dans EURONEWS Bulletin :  
- EURONEWS B3 qui contient le compte rendu de l'assemblée générale de Strasbourg, publié en trois éditions unilingues (anglais, espagnol et français)  
- EURONEWS B4 qui contient les informations pour l'inscription à l'AG de Londres et le programme provisoire, publié en 4 éditions unilingues (allemand, anglais, espagnol et français)  
b) les numéros 31 et 32 d'EURONEWS ont été publiés sur le site internet du réseau européen dans la partie publique (<http://www.european-catholic-people.eu/euronews.html>). Ces numéros ont été publiés *dans la mesure du possible* dans les 4 langues du réseau européen (allemand, anglais, espagnol et français). Cependant l'objectif de quatre éditions unilingues n'a pas pu être encore totalement atteint pour cette année à cause des difficultés rencontrées dans l'organisation des traductions, malgré l'effort des secrétaires

**Il est indispensable d'organiser un réseau de traducteur et de mettre en place un éditeur adjoint pour chacune des éditions.**

### **4) Maintenance du site web (<http://www.european-catholic-people.eu>)**

Le site web du réseau européen a été mis à jour périodiquement, mais essentiellement dans sa version française, faute de correspondants pour chacune des trois autres langues. Cette carence réduit certainement l'audience du site car il n'est pas remis à jour périodiquement et sa présentation n'est pas très efficace. Les statistiques de consultation sont données ci-dessous. Elles montrent que l'audience du site ne s'est pas accrue d'une année sur l'autre puisque le nombre de visiteurs mensuels est sensiblement le même (300), le nombre de consultation ayant baissé de 10 à 20 %. Il faut noter que ce sont toujours les USA qui s'intéressent le plus au site web, d'où l'importance des traductions en anglais. Il y a là une forte anomalie à revoir.

Pour ce faire un travail est en cours avec la collaboration de Valérie Stroud qui va proposer à Londres une nouvelle présentation du site web.

### **Statistiques de consultation du site web du Réseau Européen du 7 mars 2009**

## Année 2008

Month	Unique visitors	Number of visits	Pages	Hits	Bandwidth
Jan 2008	316	358	895	1184	21.17 MB
Feb 2008	330	387	951	1165	39.10 MB
Mar 2008	283	329	988	1171	30.38 MB
Apr 2008	325	375	944	1149	48.44 MB
May 2008	303	342	754	914	28.63 MB
Jun 2008	253	290	540	669	19.32 MB
Jul 2008	240	291	513	624	17.75 MB
Aug 2008	199	265	434	544	18.03 MB
Sep 2008	254	331	693	833	38.06 MB
Oct 2008	281	364	743	915	29.12 MB
Nov 2008	320	425	824	958	64.33 MB
Dec 2008	356	428	663	810	76.41 MB
Total	3460	4185	8942	10936	430.73 MB

Countries		Pages	Hits	Bandwidth
United States	us	415	504	53.04 MB
Unknown	ip	101	109	976.11 KB
Spain	es	40	66	3.38 MB
Espagne	fr	39	46	6.48 MB
European Union	eu	33	45	2.77 MB
Germany	de	12	14	4.50 MB
Italy	it	3	3	67.29 KB
Canada	ca	3	3	92.46 KB
Belgium	be	3	3	1.72 MB
Espagne	lu	3	3	97.71 KB
Others		11	14	3.30 MB

## Année 2009

Month	Unique visitors	Number of visits	Pages	Hits	Bandwidth
Jan 2009	307	434	752	878	73.58 MB
Feb 2009	328	411	888	1090	62.06 MB
Mar 2009	106	117	247	308	12.23 MB
Apr 2009	0	0	0	0	0
May 2009	0	0	0	0	0
Jun 2009	0	0	0	0	0
Jul 2009	0	0	0	0	0
Aug 2009	0	0	0	0	0
Sep 2009	0	0	0	0	0
Oct 2009	0	0	0	0	0
Nov 2009	0	0	0	0	0
Dec 2009	0	0	0	0	0
Total	741	962	1887	2276	147.87 MB

Countries		Pages	Hits	Bandwidth
United States	us	142	169	7.99 MB
Spain	es	43	65	820.70 KB
Unknown	ip	25	28	414.30 KB
Espagne	fr	9	11	198.55 KB
Germany	de	9	11	486.39 KB
European Union	eu	9	12	234.53 KB
Great Britain	gb	2	2	983.64 KB
Espagne	lu	2	2	35.59 KB
Espagne	pt	1	2	36.50 KB
Japan	jp	1	1	25.53 KB
Others		4	5	1.07 MB

**Pour accroître l'audience du réseau, il est donc demandé :**

- que chaque association membre établisse un lien avec le site du réseau européen
- un webmaster adjoint soit nommé pour les langues espagnole, anglaise et allemande
- un effort soit fait pour communiquer des informations à jour

### 5) Soutien à l'équipe anglaise de préparation de la rencontre annuelle de 2009

Le secrétariat a préparé l'ordre du jour de l'assemblée générale en concertation avec le groupe de coordination. Simon Bryden-Brook contribue au travail de l'équipe organisant la rencontre

### 6) interventions diverses depuis la rencontre annuelle de Strasbourg

Les interventions suivantes faites par le secrétariat ont été approuvées par le comité de coordination :

- communiqué de juillet 2008 à propos du 40<sup>ème</sup> anniversaire de « Humanae Vitae » publié dans EURONEWS 31
- lettre du 4 novembre 2008 au président et à la vice-présidente de la Délégation interparlementaire UE-Communauté des pays Andins et au président et vice président de la Sous-Commission des Droits humains de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen. Ces lettres ont été écrites à la demande de la commission internationale de Justice et Paix en Colombie (lettre adressée au RE en octobre 2008)
- Appel au Parlement européen, au Conseil et à la Commission : « **Pour une système financier mondial plus juste et régulé** ». Cette proposition du secrétariat a rencontré un consensus du groupe de coordination mais Hubert Tournès a cru devoir être soumise à la décision de l'AG après débat en

atelier, eu égard à la gravité du sujet et à l'approche de la rencontre de Londres (cet appel est publié plus loin dans la rubrique Atelier Justice)

- communiqué commun avec IMWAC du 6 février 2009 **La hiérarchie catholique (re)nierait-elle le Concile Vatican II ?** Publié sur le site web :

<http://www.european-catholic-people.eu/Petitionvaticanfr.pdf>

- communiqué commun avec IMWAC du 18 février 2009 : Les mouvements catholiques réformateurs lancent une pétition internationale « **Pour l'entière reconnaissance du Concile Vatican II** » publié sur le site web

Les actions suivantes ont été menées par le secrétariat sans consultation du comité de coordination :

- soutien à la journée de protestation du 9 mars 2009 à Madrid contre les exécutions en Colombie,
- lettre de soutien à Alicja Tysiac à l'occasion de son action pour diffamation devant la justice polonaise contre un magazine de l'épiscopat (signée par le secrétariat).

Le secrétariat a répondu à la demande d'information de **Susanne Preglau-Haemmerle** qui rédige un ouvrage sur les mouvements réformateurs en Europe. Ce texte est disponible en français sur le site du réseau européen à l'adresse :

<http://www.european-catholic-people.eu/presentation2009.html>

## **7) Amélioration du travail au sein du Réseau Européen**

Si le travail au sein du secrétariat et du groupe de coordination permet des contacts entre leurs membres entre les rencontres annuelles, ce n'est en général pas le cas pour les autres membres du réseau. Iglesia de Madrid propose une action pour remédier à cette carence. Cf. le document intitulé : coopération au sein du réseau Européen publié plus loin page 41.

Il faut ajouter cependant que la collégialité rendue possible par l'élargissement du secrétariat à 4 membres décidé à Strasbourg a renforcé la capacité de décision rapide entre les Rencontres annuelles et de présentation de propositions au Groupe de coordination

## **8) Conclusions et recommandations**

Le travail d'édition d'EURONEWS en quatre langues et le maintien du site web en quatre langues est un travail très lourd qui doit être partagé comme indiqué plus haut, à savoir :

Pour EURONEWS :

**a) organiser un réseau de traducteurs et de mettre en place un éditeur adjoint pour chacune des éditions allemande, anglaise et espagnole**

Pour le site web

**b) établir un lien informatique entre le site de chaque association membre avec le site du réseau européen**

**c) nommer un webmestre adjoint pour les langues espagnole, anglaise et allemande**

**d) communiquer de façon plus suivie et efficace des informations à jour**

Le secrétaire général, qui représente aussi le réseau auprès du conseil de l'Europe et dans le groupe G3I, ne pourra continuer son travail que si les recommandations proposées sont effectivement suivies d'effets.

**19<sup>ème</sup> Rencontre Annuelle du Réseau Européen Eglises et Libertés  
Kirche im Aufbruch –Church on the Move- Iglesia por la Libertad**

The Royal Foundation of St Katharine, 2 Butcher Row, Limehouse, LONDON E14 8DS

## **Rapport sur les relations avec le Conseil de l'Europe**

Rapport rédigé par François Becker,  
représentant du Réseau Européen auprès du Conseil de l'Europe

François Becker et Gerd Wild ont assuré la participation du réseau Européen aux travaux des OIC (Organisations Internationales Catholiques) qui ont le statut participatif ainsi qu'aux travaux des regroupements de la conférence des OING du Conseil de l'Europe.

### **1 Les responsabilités du réseau Européen au Conseil de l'Europe**

Lors de l'assemblée générale de Strasbourg, Madame Annelise Oeschger, Présidente de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe, nous a fait l'honneur de venir présenter au réseau Européen Eglises et Libertés ce qu'implique le statut participatif qu'a obtenu le Réseau Européen depuis le mois de janvier 2008, et les responsabilités qui en résultent. Le détail des prérogatives attribuées aux associations dotées du statut participatif sont exposées à l'adresse :

[http://www.coe.int/t/f/ong/public/statut\\_participatif/\\_Summary.asp#TopOfPage](http://www.coe.int/t/f/ong/public/statut_participatif/_Summary.asp#TopOfPage)

Il est donc essentiel que les associations fassent part de ce qui se passe dans leur pays pour permettre aux représentants de faire remonter l'information. Il est regrettable qu'une seule association ait répondu à l'appel lancé pour la session qui s'est tenue en octobre dernier.

#### **1.1 Réclamations collectives concernant la non-application de la Charte sociale européenne par les états l'ayant signée.**

Parmi les prérogatives offertes aux OING dotées du statut participatif il y a, pour les associations inscrites sur la liste des associations habilitées, la possibilité de porter auprès du Comité européen des droits sociaux du Conseil de l'Europe des réclamations collectives à propos du non-respect par les états de la charte sociale européennes (révisée) (accessible sur internet à l'adresse : <http://conventions.coe.int/Treaty/fr/Treaties/Html/163.htm> ). Cette procédure permet à la société civile d'obliger les états à mettre en pratique la charte sociale européenne.

#### **Question posée aux représentants :**

**Le Réseau Européen doit-il demander son inscription sur la liste des associations habilitées à poser des réclamations collectives ?** La présidente de la conférence des OING a fortement encouragé le Réseau Européen à le faire, lors de son intervention devant les représentants du réseau européen à Strasbourg. Avant de faire cette demande, les représentants du réseau auprès du Conseil de l'Europe ont besoin de savoir si les points de contacts des associations membres s'engagent à fournir les informations permettant de porter une réclamation collective.

#### **1.2 Dernières informations concernant les chartes européennes protégeant les droits des européens**

**Le Conseil de l'Europe** a développé plusieurs chartes qui ont été approuvées par de nombreux états du Conseil de l'Europe :

- Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (<http://conventions.coe.int/Treaty/fr/treaties/html/005.htm> )

Chaque individu qui estime qu'un état a violé cette convention à son égard peut se retourner auprès de la cour européenne des droits de l'Homme après avoir épuisé tous les recours dans son pays (cf le site de la Cour Européenne des droits de l'Homme :

<http://www.echr.coe.int/ECHR/FR/Header/Basic+Texts/Basic+Texts/The+European+Convention+on+Human+Rights+and+its+Protocols/> ).

- Charte Social européenne révisée

(<http://conventions.coe.int/Treaty/fr/Treaties/Html/163.htm>

[http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/socialcharter/presentation/aboutcharter\\_FR.asp](http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/socialcharter/presentation/aboutcharter_FR.asp) ? ).

Les ONG inscrites sur la liste peuvent porter des réclamations collectives pour défendre les personnes ou groupes de personnes pour lesquelles la Charte sociale n'est pas mise en œuvre.

De son côté l'Union Européenne vient de mettre en place une structure pour la défense des droits fondamentaux, à savoir l'Agence des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne dont une brève description est donnée à l'adresse : <http://www.libertysecurity.org/article1388.html> .

Consultez aussi l'adresse de l'agence : <http://fra.europa.eu/fra>

Cette agence est chargée d'assurer le suivi de

- la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne dont le texte se trouve à l'adresse :

[http://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text\\_fr.pdf](http://www.europarl.europa.eu/charter/pdf/text_fr.pdf)

Cela donne un corps de chartes qui doivent permettre aux associations du réseau de défendre tous ceux et celles dont les droits ne seraient pas respectés. Cela montre aussi l'importance d'une bonne concertation entre le Conseil de l'Europe et l'Agence nouvellement mise en place, ce qui a été un des combats des OING du Conseil de l'Europe.

## 2) Travaux effectués depuis l'AG de Strasbourg

François Becker et Gerd Wild ont assuré la représentation du réseau Européen à toutes les sessions de la conférence des OING et aux réunions des OIC. Des rapports ont été régulièrement publiés dans EURONEWS et/ou distribués à tous les points de contact du Réseau Européen. Ils sont placés sur le site web du réseau européen :

### **Session du 24 au 26 juin 2008**

Le rapport est à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/conseileuropejuin08fr.pdf>

### **Session du 1<sup>er</sup> au 4 octobre 2008**

Le rapport est à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/conseileuropeoct08fr.pdf>

### **Session du 26 au 29 janvier 2009**

Le rapport est à l'adresse : <http://www.european-catholic-people.eu/conseileuropejanv09fr.pdf>

Toutes les informations concernant la Conférence des OING et les comptes rendus de ses travaux sont accessibles à l'adresse : <http://www.coe.int/T/F/ONG/Public/>

### **Quelques points particuliers à noter :**

- François Becker a animé un groupe de travail de juin à octobre 2008 pour réviser le règlement intérieur de la Conférence des OING. La révision proposée par ce groupe de travail a été adoptée à l'unanimité en janvier 2009.

- François Becker a été invité à animer un groupe de travail de la Conférence des OING sur le thème : « Droits de l'Homme et religions »

- Plusieurs associations du réseau Européen ont participé au travail du Conseil de l'Europe sur le statut légal des OING dans différents pays d'Europe. C'est le premier exemple de travail du réseau en tant que tel auprès du conseil de l'Europe.

### **Remarques générales**

Si le réseau européen commence à contribuer aux travaux du Conseil de l'Europe, je pense que toutes ses potentialités ne sont pas encore suffisamment mises en œuvre. J'appuie donc fortement la proposition de Iglesia de Base de Madrid sur la collaboration internationale (cf page 41 ).

### **3 Motion**

Le réseau Européen, conscient de la responsabilité que lui donne le statut participatif, s'engage à poursuivre son travail et sa coopération avec le Conseil de l'Europe et à se donner les moyens de les accomplir au mieux.

Il renouvelle pour un an le mandat de François Becker comme représentant auprès du Conseil de l'Europe et confirme Gerd Wild et... Comme suppléants.

Les associations membres du réseau Européen s'engagent à soutenir ses représentants auprès du Conseil de l'Europe et à leur donner les informations et les aides qu'ils seront amenés à demander dans leur travail auprès du Conseil de l'Europe.

**19<sup>ième</sup> Rencontre Annuelle du Réseau Européen Eglises et Libertés**  
**Kirche im Aufbruch –Church on the Move- Iglesia por la Libertad**

The Royal Foundation of St Katharine, 2 Butcher Row, Limehouse, LONDON E14 8DS

Rapport à l'assemblée générale 2009 du RE/EN

**L'activité d'ONG de conviction auprès**  
**des institutions de l'Union européenne (UE)**  
mai 2008-mai 2009

Rapport présenté par :Hubert Tournès ; soutenu par [?] : *François Becker, Vittorio Bellavite, Hugo Castelli, Elfriede Harth, Matthias Jakubec, Maria João Sande Lemos, Ana Vicente , Gerd Wild*

*L'activité du Réseau européen auprès des institutions de l'Union européenne (UE) au titre de la démocratie participative s'est poursuivie à travers la participation aux travaux du Groupe multipartis Séparation de la religion et de la politique du Parlement européen (PE), dont l'activité s'est ralentie depuis la fin de 2008 dans le contexte du retard pris par le processus de ratification pourtant très avancé du traité de Lisbonne, puis de la préparation des élections européennes de juin 2009.*

*2008 fut l'année de la mise en place d'une politique européenne de l'immigration. C'est principalement dans la lutte de la société civile contre une politique contraire aux valeurs de l'Europe et portant atteinte aux droits et libertés fondamentales que le RE/EN s'est mobilisé. 2008 fut aussi l'année du dialogue interculturel de l'UE.*

## **1. Action citoyenne auprès des institutions de l'Union Européenne**

### **1.1 . Action concernant la politique de l'immigration**

Dans les Etats membres et depuis 2008 au niveau de l'UE, la politique de l'immigration vise - vainement- à faire de l'Europe une forteresse. Elle est d'abord répressive. Elle trahit les valeurs de l'Europe. Elle devient une source majeure et de plus en plus importante de violation des droits humains. Elle est contraire à la Déclaration universelle des droits humains selon laquelle tout individu a droit à la liberté de mouvement et de résidence.

La politique mise en place en 2008 par l'UE s'est concrétisée avec l'adoption de la Directive Retour dite 'de la Honte' (en codécision du Parlement et du Conseil) et du Pacte européen pour l'immigration et l'asile (adopté par le Conseil européen des 15 et 16 octobre). Elle affecte considérablement des relations de l'UE avec de nombreux pays et plus particulièrement ceux du Sud.

Dans la continuité de son action auprès du Parlement européen et selon nos engagements de Strasbourg concernant l'Afrique, le RE/EN s'est engagé dans la lutte aux côtés de nombreuses organisations de la société civile contre cette politique.

#### **Actions menées**

- A la veille du débat du parlement européen sur la directive Retour (juin 2008): signature d'un appel d'ONG aux parlementaires à rejeter la directive, puis lettres aux présidents des principaux groupes politiques et au rapporteur. Ce dernier a répondu de façon circonstanciée, ce qui montre l'attention dont peut faire l'objet la parole d'une organisation accréditée au Conseil de l'Europe- et nous avons été amenés à lui répondre;
- Signature (octobre 2008) de l'appel (initiative de la Cimade) des ONG africaines et européennes au retrait de la directive Retour et de l'appel à la mobilisation contre le Pacte européen de l'immigration et de l'asile et pour une autre conception de l'immigration et un autre rapport entre l'UE, l'Afrique et le reste du monde.

- Lettre (7 décembre) au président de la République française et président en exercice de l'UE (dans le cadre de la campagne de la CIMADE), lui demandant d'user de son pouvoir pour que le Conseil des ministres abandonne ou reporte la directive qu'il devait approuver formellement le lendemain.

Les effets de la politique de l'immigration nous appellent à poursuivre notre action aux niveaux de l'UE et de nos pays respectifs. *Une résolution en ce sens est proposée.*

## **1.2. Actions concernant l'Amérique latine**

### **Démarche auprès de la Délégation du PE auprès des Pays andins en faveur des défenseurs des droits humains en Colombie.**

En octobre 2008, la Communauté Santo Tomás de Aquino de Madrid, engagée en Colombie pour la cause des victimes de crimes d'Etat, a demandé au RE de transmettre à l'UE une demande d'intervention auprès du gouvernement colombien en faveur des défenseurs des droits humains -dont les membres de la Commission interecclésiale Justice et Paix -un des organismes des droits humains les plus importants d'Amérique Latine- ainsi que des syndicalistes et des militants des mouvements sociaux, menacés de mort par des groupes paramilitaires.

A l'initiative de Hugo Castelli en collaboration avec Hubert Tournès, une lettre a été adressée aux président et à la vice-présidente de la Délégation du Parlement européen auprès des Pays andins. Le président (vert) dans sa réponse (janvier 2009, en annexe1), nous encourage à poursuivre notre action et soulignant les résultats obtenus par ses interventions précédentes mais ne s'engage pas à donner une suite concrète à notre demande.

### **Protestation contre les 'fausses identifications positives' en Colombie**

Le 6 mars 2009 à Madrid, le *MOCIVE (Movimiento de víctimas de Crímenes de estado)*, l' *Asoc-katío (Asociación de Solidaridad con Colombia)* et la *Plataforma Justicia por Colombia* appelaient à une manifestation de protestation contre les 'fausses identifications positives' pour exiger que des enquêtes soient menées rapidement, des sanctions exemplaires prises contre les responsables de ces actions et que soient annulées des directives ministérielles qui transforment des soldats de l'armée colombienne en tueurs à gages, prêts à assassiner des innocents et à les faire passer pour des guerilleros afin de toucher des primes, congés et toute sorte d'avantages. Les cas de fausses identifications positives se multiplient et les autorités, soucieuses de prouver l'efficacité de la lutte contre le terrorisme, ferment les yeux.

Sur proposition de Hugo Castelli acceptée par le Groupe de coordination, le RE/EN a apporté son soutien à la manifestation et le président de la Délégation auprès des pays andins en sera informé .

### **Une action contre l'Accord d'association (ADA) entre l'UE et trois Etats membres de la Communauté andine (CAN)?**

La *Coordinadora andina de organizaciones indigenas – CAOI* (Bolivie, Equateur, Pérou, Colombie, Chili, Argentine) a rendu publique en février 2009 une déclaration dénonçant l'Accord d'association ( ADA), qu'elle qualifie de traité de libre échange, conclu par l'UE avec 3 des 6 pays de la Communauté andine, ce qui est de nature à la désintégrer. « Elle appelle le Parlement européen, le médiateur européen, la gauche et les partis verts de l'UE, les syndicats, le Forum Social Européen, à prendre position au sujet de ce modèle d'intégration néolibérale.» Une action du RE sur la suite à donner à cet appel est à l'étude entre Hugo Castelli, Elfriede Harth, Hubert Tournès qui proposent la constitution d'un atelier permanent 'Amérique latine' (demander au président de la Délégation du PE auprès des Pays andins, par exemple, de poser une question parlementaire à la Commission et au Conseil au sujet de l'ADA, une intervention des représentants du RE au prochain Forum social européen?)

## **2. L'activité du groupe multipartis Séparation de la religion et de la politique**

Le Groupe ne s'est réuni que deux fois depuis notre dernière Assemblée générale: les 28 mai et 15 octobre 2008. Son activité s'est ralentie à partir de la fin 2008 dans le contexte du retard pris par le processus de ratification du traité de Lisbonne, aujourd'hui bien avancé et de la préparation des élections européennes de juin 2009, avec les incertitudes quant à la réélection des membres du groupe dont l'avenir est donc incertain, d'autant plus que l'efficacité de son action lui vaut des adversaires au sein du PE. Le RE/EN pourrait être

amené à se mobiliser avec Catholics for Choice (CFC) et la Fédération humaniste européenne (FHE) et avec les autres ONG qui le soutiennent, pour qu'il puisse poursuivre une action.

*Une résolution est proposée en faveur de la poursuite de la participation du RE/EN aux travaux du Groupe et d'une mobilisation aux côtés des ONG qui le soutiennent pour assurer son avenir.*

## **2.1. Réunion du 28 mai 2008**

Ci-après des extraits du compte rendu du secrétariat .

### **Questions préliminaires**

Sophie in't Veld indique que Mme Asma Jahangir, Rapporteuse spéciale des Nations-unies sur la liberté de religion ou de croyance prendra la parole en séance plénière au PE le 18 juin 2008. Elle avait demandé au nom du Groupe qu'une femme exerçant des responsabilités dans les relations de la religion et de la politique soit invitée à prendre la parole devant le PE dans le cadre de l'Année européenne du dialogue interculturel. Elle indique d'autre part que, lors du récent vote sur la transparence des lobbyistes dans l'UE (mai 8, 2008), 177 MPE seulement ont soutenu un amendement demandant les mêmes critères de transparence pour les lobbyistes religieux. L'amendement fut rejeté et les lobbyistes se voient accorder un statut spécial et considérés comme des lobbyistes d'un type exceptionnel.

Il a été aussi noté que la plus récente réunion de responsables religieux avec la Commission européenne (mai 2008) fut une fois de plus un évènement presque exclusivement masculin, une seule femme figurant sur la liste des intervenants. Sophie in't Veld déposera une question parlementaire à ce sujet au nom du Groupe.

La représentante du *Lobby européen des femmes* ajoute que le LEF a lancé une campagne pour les prochaines élections européennes appelant à la parité des genres au niveau UE. Elle fait savoir également que le LEF attire l'attention sur le fait que la Résolution 1325 des Nations-unies sur les droits des femmes dans les situations de conflits et la participation des femmes dans les négociations de paix et dans la reconstructions après les conflits (adoptée à l'unanimité par les Nations-unies en 2000) n'a pas encore été signée par l'UE et que seulement 7 Etats membres de l'UE l'ont signée à ce jour. Or cette Résolution est pourtant un instrument de défense des droits des femmes dans la politique étrangère.

### **Le thème de la réunion était : la politique extérieure de l'UE et la séparation de la religion et de la politique**

La personne ressource invitée était Annemie Neyts, ALDE-BE, membre de la Commission des Affaires étrangères du PE. Parmi les questions soulevées: comment la politique étrangère de l'UE prendra-t-elle en compte la séparation de la religion et de la politique? Qu'a-t-on à attendre du nouveau Haut représentant de l'Union pour la politique étrangère commune et de sécurité face à la prééminence croissante de la religion dans la politique internationale?

Qu'est-ce qui changera avec le traité de Lisbonne? (...) Il ne devrait pas y avoir comme à la Maison blanche aux Etats-unis un entité spéciale chargée de veiller à la liberté de religion. Mais une veille est nécessaire. Plaiderions-nous pour que la persécution religieuse soit un motif pour accorder l'asile comme nous le faisons pour la mutilation génitale, la torture sexuelle et le viol?

Sur la question du genre, Annemie Neyt rappelle qu'en dépit d'une abondance de discours et le fait que quelques personnalités féminines exercent d'importantes responsabilités politiques, l'égalité des genres est loin d'avoir été réalisée.

## **2.2. Réunion du 15 octobre 2008**

Cette réunion était un séminaire sur Education et Religion (éducation sexuelle et à la santé reproductive, à la science, éducation religieuse, à la citoyenneté, discrimination et liberté religieuse, financement public de l'école) . Ci-après des extraits du compte rendu du secrétariat du Groupe

Environ 30 personnes étaient réunies pour le séminaire. Véronique De Keyser (PES-BE), qui présidait la première partie de la réunion mentionne en introduction les foules assistant aux divers événements commémorant au Parlement européen le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'élection de Karol Woytila, le 16 octobre 1978, et la visité qu'il fit au PE il y a 20 ans. Elle craint que les changements qui se produisent quant à un rôle public spécifique de la religion en Europe aient un impact profond sur notre vie et sur les droits des femmes. Elle souligne l'importance du Groupe et des questions traitées dans son sein.

Sophie in't Veld, présidente du Groupe indique que depuis la convocation du séminaire la Commission a lancé le projet d'une directive horizontale sur la non-discrimination et que l'éducation devrait jouer un rôle important dans le débat préparatoire de cette directive, étant donné l'importance d'éduquer les jeunes devenir des citoyens européens.

Elle se demande pourquoi des événements comme la commémoration du 30<sup>e</sup> anniversaire de l'élection de Jean-Paul II drainait les foules tandis que des questions comme celles débattues dans ce séminaire ont été incapables d'attirer de nombreux jeunes? Pourquoi la religion pourrait-elle procurer identité, sécurité, un sens d'appartenance et dignité, et les valeurs humanistes et laïques non? – Une seconde question était comment traduire ces préoccupations dans les politiques au niveau de l'Europe? La directive sur la non-discrimination pourrait constituer une réponse.

Clôturent le séminaire, Sophie in't Veld annonce le thème de la prochaine réunion: 'Droits humains comme fondement d'une identité européenne'. Un effort particulier serait à faire pour trouver une approche de nature à intéresser les jeunes.

### **3. Dialogue structuré de l'UE avec les organisations de convictions**

Le retard pris par le processus de ratification du traité de Lisbonne et une actualité chargée de crises n'ont pas stimulé la réflexion à ce sujet, la Commission persévérant dans la pratique de son dialogue régulier, opaque avec des chefs ou dignitaires religieux masculins, comme le déplore la présidente du Groupe multipartis Séparation de la religion et de la politique. La Résolution adoptée à Strasbourg de mener une réflexion sur les conditions démocratiques d'une participation du RE/EN au dialogue mérite donc d'être confirmée dans la perspective de l'entrée en vigueur de Traité pour la fin 2009.

### **4. Entrer en relation avec la COMECE?**

Question non encore abordée à ce jour. Rechercher des terrains de dialogue (Europe sociale? Libéralisme? Crise mondiale? Laïcité?).

### **5. Pologne**

Rappelons que Pawel Skiba a quitté la Pologne et cessé son activité de membre du RE/EN. L'équipe Pologne n'a mené aucune action depuis la dernière Rencontre annuelle mais elle n'a pas abandonné sa recherche de partenaires. A cet égard il est à noter qu'un religieux polonais a accepté d'être membre du conseil en cours de constitution et qui aura pour tâche d'apporter au Groupe 3i expertise et soutien. Il pourrait lui être demandé des informations sur les organisations, groupes et personnes d'orientation conciliaire et aussi humanistes et féministes de Pologne et de pays voisins, susceptibles d'être concernés par les activités du RE/EN Le principe d'une visite à Varsovie avant la prochaine Rencontre annuelle pourrait être envisagé (budget à prévoir). Une telle visite nous permettrait de faire la connaissance des membres polonais de l'équipe. Et peut-être de rencontrer Alicja Tysiac? Un premier objectif pourrait être de constituer un groupe informel de partenaires. Dans ces contacts, nous devons être conscients des risques que certains de nos interlocuteurs polonais encourent en entrant en relation avec une organisation comme la nôtre dans le climat d'inquisition politico-religieuse qui règne en Pologne.

N'abandonnons l'idée de P. Skiba d'une Rencontre annuelle en Pologne. La Journée d'étude pourrait prendre la forme d'un Forum, événement polonais, voire événement d'Europe centrale. L'événement pourrait être de caractère religieux et relié au Projet Concile 50. Une autre option serait un forum sur les droits des femmes. Avec un témoignage d'A Tysiac?. La coopération de la communauté hongroise Bokor, de la communauté pragoise issue de l'Eglise du silence, de la Coordination européenne des communautés de base serait précieuse. Celle de CFC-Europe, présent en Pologne, le serait particulièrement.

Lors de la Rencontre de Wiesbaden en 2006 la plupart des groupes du EN/RE signèrent une motion de soutien à Alicja Tysiac, jeune mère polonaise devenue aveugle après la naissance de son troisième enfant et qui attaqua l'Etat polonais en 2003 devant la justice de son pays puis, avec succès, devant la Cour européenne des droits de l'homme, pour avoir rendu, malgré la loi, l'avortement impossible. Depuis lors, elle est victime de campagnes à l'échelle nationale de calomnies et d'accusations de la part de l'Eglise catholique, du sommet jusqu'au niveau des paroisses, de ses médias ainsi que de la classe politique. Elle a récemment intenté un procès en diffamation à un magazine catholique. Elle reçoit le soutien de nombreuses associations. Son combat concerne les femmes de Pologne et de beaucoup de pays d'Europe et d'autres continents. Le secrétariat prépare une lettre de soutien à envoyer avant la date de l'audience (18 mars).

Une résolution est proposée.

## **PROJET DE RESOLUTIONS**

*1. Le RE/EN poursuivra sa mobilisation au sujet de la politique de l'immigration de l'UE et il appelle ses membres à poursuivre la leur dans leurs pays respectifs*

*2. Le RE/EN poursuivra son activité comme organisation de conviction auprès des institutions de l'UE, notamment au sein du Groupe multipartis Séparation de la religion et de la politique du Parlement européen ainsi qu'auprès de la Commission européenne pour faire entendre une voix catholique autre que celle de la hiérarchie,*

*3. Le RE EN se mobilisera si nécessaire, aux côtés des ONG concernées pour que le Groupe multipartis Séparation de la religion et de la politique poursuive son activité après les élections européennes de juin 2009*

*4. Le RE mettra à l'étude les conditions d'une participation à un dialogue démocratique structuré avec les institutions européennes en qualité d'organisation de conviction, en prévision d'une entrée en vigueur du traité de Lisbonne.*

*5. Le RE/EN poursuivra ses efforts en vue d'établir des relations avec des groupes polonais, considérant la faisabilité d'une rencontre annuelle en Pologne, ainsi que son soutien au combat d'Alicja Tysiac pour les droits des femmes*

*6. L'équipe 'Institutions européennes' est chargée de mettre en œuvre entre autres les décisions ci-dessus*

*7. Font partie de l'équipe: François Becker, Vittorio Bellavite, Hugo Castelli, Elfriede Harth, Matthias Jakubec, Maria João Sande Lemos, Hubert Tournès, Ana Vicente, Gerd Wild, .....; mandat est donné à [Hubert Tournès et...] de représenter le RE/EN au Groupe multipartis ; [François Becker et...] sont mandatés pour représenter le RE/EN au Conseil de l'Europe*

\*\*\*

## **ANNEXE**

### **Le Président de la Délégation du Parlement européen avec les pays de la Communauté Andine**

Bruxelles le 20 janvier 2009

A M. Hugo Castelli

Monsieur,

En tant que Président de la Délégation pour la CAN, je suis tout particulièrement la situation des droits de l'homme en Colombie, comme vous pouvez le voir sur mon site internet (mot-clé colonne de gauche : géographiquement, Colombie). J'ai notamment suivi l'affaire qui a abouti à l'arrestation des trois généraux. Mes interventions comprennent : des lettres au Président Uribe, au Vice-président Santos, des interventions dans les médias colombiens lors de mes visites en Colombie. Je suis également intervenu pour obtenir des visas d'asile en Europe, à la demande de religieux colombiens notamment, pour "exfiltrer" des défenseurs des droits de l'homme ou leur famille menacée par les paramilitaires.

Je me permets de dire que toutes les actions et interventions de la part des Eglises auprès des autorités colombiennes et de TOUS les membres du Parlement européen, mais aussi de la Commission européenne, sont, d'après mon expérience, particulièrement efficaces. Aussi ne puis-je que vous encourager à continuer votre action et à l'élargir.

## Rapport sur les activités interconvictionnelles

### du Réseau Européen dans le cadre du G3I

par François Becker, coordinateur du G3I

## 1. Activités du G3I depuis la rencontre annuelle de Strasbourg

Depuis la rencontre annuelle de Strasbourg, le G3I s'est réuni cinq fois à Paris : 21 mai 2008, 25 septembre 2008, 17 novembre 2008, 12 janvier 2009 et 17 mars 2009.

Comme il s'était engagé à le faire, le G3I a procédé cette année à un premier élargissement de façon à être plus représentatif des différentes cultures, convictions et courants de pensée en Europe. Il comprend actuellement 22 membres venant de 7 pays de l'Europe et représentant la plupart des convictions et cultures rencontrées en Europe, excepté les philosophies orientales.

Le G3I a poursuivi son travail de réflexion sur **la laïcité et l'Europe**. Tous les comptes rendus de ce travail peuvent être obtenus sur demande auprès de François Becker ([f.becker@noos.fr](mailto:f.becker@noos.fr)). Ce travail a conduit le G3I à organiser un colloque qui devrait se tenir en 2010 à Bruxelles sur le thème : « **Laïcité et Europe : Espaces démocratiques et expressions des convictions** ». Le G3I envisage de tenir ce colloque si possible en coopération avec le BEPA (Bureau des Conseillers Politiques de la Commission) pour montrer son souci de travailler aussi bien avec le Conseil de l'Europe qu'avec la Commission de l'Union Européenne.

Le G3I a été invité par Véronique de Keyser, membre du parlement européen, à faire part de son travail lors du colloque qu'elle a organisé le 3 mars 2009 au parlement européen à Bruxelles. <http://www.vdekeyser.be/index.php/2009/01/30/colloque-du-3-mars-au-parlement-europeen-la-laicite-de-lunion-europeenne/> François Becker y a fait une intervention sur le thème : « Laïcité et Europe, approche interculturelle et interconvictionnelle ». La version écrite de cette intervention est disponible sur demande à François Becker. Elle sera publiée dans les actes de ce colloque. Cette intervention résume l'état d'avancement de la réflexion du G3I et propose plusieurs recommandations

## 2. Quelques recommandations faites au nom du G3I

Dans son intervention au colloque du 3 mars dernier au parlement européen, François Becker a fait plusieurs recommandations, dont quelques unes sont rapportées ci-dessous, concernant la dualité « Séparation/relation » entre religions et Etat et la mise en œuvre des « dialogues ouverts, transparents et réguliers » proposés dans le traité de Lisbonne, afin de supprimer toute démarche secrète et toute pression occulte :

### En ce qui concerne l'organisation des relations :

- organiser des dialogues qui ne soient pas uniquement bilatéraux, c'est-à-dire n'être qu'une succession de rencontres avec chacune des religions ou courants de pensée, mais soient aussi multilatéraux, c'est-à-dire accueillir dans une même rencontre des personnes représentatives des différentes religions et courants de pensée, de façon à permettre une authentique confrontation des positions.
- assurer que ces dialogues soient publics et puissent être menés tant à l'initiative de la commission, qu'à celle des parties pouvant être consultées sur un ordre du jour accepté en commun.
- attacher aux propositions un poids qui tienne compte de la représentativité des organisations consultées qui les ont faites.
- publier le programme de ces rencontres en indiquant les thèmes abordés, les personnes invitées et les objectifs poursuivis et publier un compte rendu présentant les principales propositions faites par les uns et les autres et les conclusions s'il y en a.

**En ce qui concerne les organisations invitées à participer à ces relations :**

- établir un statut équivalent au statut participatif du Conseil de l'Europe pour les associations internationales qui pourront être consultées dans le cadre de ces rencontres, ou qu'elle fasse confiance au Conseil de l'Europe en reconnaissant les associations dotée de son statut participatif.
- ne pas se limiter à la consultation des hiérarchies des religions, mais consulter des associations représentatives de croyants qui peuvent présenter en fonction de leur compétence et de leur expérience un autre point de vue sur des questions essentielles intéressant l'Union Européenne
- consulter, les associations de convictions philosophiques et laïques socialement organisées et représentatives, sans discrimination, conformément au deuxième principe de la laïcité.
- consulter, les associations interconvictionnelles représentatives, car elles ont déjà fait un travail de synthèse.
- publier la liste exhaustive de toutes les associations qui peuvent être consultées avec leurs coordonnées, comme l'est celle des OING dotées du statut participatif auprès du Conseil de l'Europe.

Enfin, au cours de ses débats, le G3I a mis en évidence le manque d'un **espace public laïque** qui permette le partage et le dialogue, une expression publique de convictions porteuses de valeurs communes nourries par des cultures d'origine religieuse (chrétienne, juive, musulmane, entre autres) souvent différenciées de celles des institutions des religions correspondantes, voire la proposition d'une ligne politique. Il demande donc la création d'un tel espace dont les caractéristiques sont encore à définir.

**Note d'information :**

François Becker a pu parler avec M. Das Neves, Directeur du BEPA, qui s'est montré très ouvert à une rencontre avec le Réseau Européen et avec le G3I

**19<sup>ème</sup> Rencontre Annuelle du Réseau Européen Eglises et Libertés**  
**Kirche im Aufbruch –Church on the Move- Iglesia por la Libertad**

The Royal Foundation of St Katharine, 2 Butcher Row, Limehouse, LONDON E14 8DS

## COLLABORATION INTERNATIONALE

### au sein du RÉSEAU EUROPÉEN

#### Proposition de Iglesia de Base de Madrid

Dans le RE, il y a organisations membres provenant de 14 pays européens plus des observateurs des Etats Unis, mais la grande majorité des membres individuels de ces organisations ont très peu de contact entre eux. Les 4 membres du Secrétariat sont (devraient être) en contact presque chaque jour et les membres de la Commission de Coordination ont aussi des contacts très fréquents, mais les délégué/e/s participant aux rencontres annuelles du Réseau qui ne sont pas membres du Comité de Coordination ou d'autres organisations comme IMWAC, ne se voient seulement qu'une fois par an... et la plupart de nos nombreux membres (160.000?) ne se voient jamais, alors que beaucoup d'entre eux travaillent dans leurs organisations membres sur des projets similaires. Il serait formidable si nous pouvions nous aider pendant toute l'année et coordonner nos efforts pour obtenir le maximum d'efficacité de l'accréditation du Réseau auprès du Conseil de l'Europe et du travail du Réseau dans les commissions du Parlement européen.

Iglesia de Base de Madrid propose que chaque organisation membre du Réseau demande à ses membres individuels les noms des personnes disposées à communiquer par courriel avec d'autres membres étrangers du RE et les langues qu'elles lisent, parlent et écrivent. Cette information peut être centralisée et rediffusée par le Secrétariat du RE ou par le méthode que le Réseau considère adéquate. L'objectif est d'envoyer des informations sur vos activités dans votre langue à d'autres membres du Réseau à l'étranger qui parle la même langue et qui travaillent dans des activités similaires. La personne qui reçoit les informations fait un résumé pour les autres membres de son organisatin et on ne perd pas de temps à en faire des traductions écrites, ce qui nous permettrait tous/toutes de bénéficier d'un tel système. Je ne sais pas si c'est maintenant légal de circuler cette fiche avec les noms et courriels des participants compte tenu de la législations en vigueur sur la protection des données mais je suis sûr qu'on peut trouver une solution.

LANGUES:	ESPAGNOL	ANGLAIS	ALLEMAND	ITALIEN	PORTUGUAIS	HOLLANDAIS	TCHEQUE	POLONAIS	AUTRES
LISÉES:									
PARLÉES:									
ÉCRITES:									
THÈMES DANS LESQUELLES VOUS VOULEZ TRAVAILLEZ AVEC D'AUTRES MEMBRES DU RÉSEAU	MOUVEMENTS SOCIAUX/ JUSTICE SOCIALE	AFRIQUE	AMÉRIQUE LATINE	EGLISE ET MINISTÈRE S	THÉOLOGIE FÉMINISTE	INSTITUTIONS EUROPÉENNES	TRADUCTIONS POUR EURONEWS	SITE D'INTERNE T DU RÉSEAU	AUTRES THÈMES

## Atelier : Spiritualité

### *Se saisir des apports et des appels de la spiritualité féministe*

Avec surprise et angoisse nous constatons que les nouveaux équilibres à trouver pour construire et gérer des relations humaines de justice et de survie se heurtent parfois dangereusement au poids insoupçonné de conceptions invoquées comme « religieuses ». Or celles-ci furent et restent structurées sur le mode andro-centré alors que nos sociétés civiles démocrates refusent désormais ce principe. Cette contradiction fondamentale affecte les interactions entre la société civile, laïque, et les religions et nos propres assurances religieuses s'en trouvent elles aussi souvent ébranlées.

Se creuse ainsi une interrogation de plus en plus vive : nous, membres d'un Réseau qui s'affirme fidèle à ses sources chrétiennes et qui se veut totalement engagé dans la société civile, comment nous situer par rapport aux religions instituées ?

Sur cette question, notre débat est loin d'être clos mais nous nous sommes mis d'accord déjà : pour tenter d'éradiquer le sexisme et poursuivre nos efforts de partenariat.

Pour aller plus loin, lors de sa dernière rencontre, le Réseau a souhaité reprendre un travail en profondeur : il s'agit d'attacher plus d'importance aux apports de la théologie féministe et, plus largement, de nous intéresser à ce qui s'annonce comme « *une spiritualité féministe* », laquelle ne se situe plus forcément en référence aux corpus religieux institutionnels. Elle répond à l'avancée du féminisme et ne serait pas forcément réservée aux femmes.

Partir à sa recherche peut nous ouvrir des voies nouvelles.

### *Théologie féministe*

Les européens m'excuseront mais ils savent que le *féminisme* reste suspect en Espagne (« agressif, marginal et classé désormais comme inutile et dépassé... »). Mieux vaut préciser donc que l'on s'en référera ici à son sens objectif : le féminisme comme, mouvement sociétal de refus de la condition imposée aux femmes et, donc, de déconstruction de l'andro-centrisme. Féminisme qui vise l'instauration de la parité des sexes dans une égalité qui ne nie pas des différences mais s'appuie sur une analyse du genre/*gender* pour refuser que celles-ci correspondent à des rapports de pouvoir et d'exclusions

Comme on le sait, sous l'énoncé de *théologie féministe* on trouve désormais un vaste ensemble de recherches dont témoignent des centaines d'ouvrages et d'articles en toute langue et embrassant toutes les traditions religieuses. Ce véritable corpus scientifique fait foi d'une recherche herméneutique dans tous les domaines des sciences humaines et religieuses de façon à revoir l'interprétation des traditions et la formulation des énoncés conceptuels et dogmatiques. Se trouvent ainsi soupçonnées et refusées en tant que caduques et inopérantes des constructions conceptuelles telles que *nature*, *destin*, *virilité*, *féminité*, *supériorité*. Remises en cause les frontières dualistes établies entre l'esprit et le corps, la culture et la nature, le travail scientifique et la pratique et- pourquoi pas ?- le rapport entre clercs et laïques etc....

On assiste aux déconstructions de l'anthropomorphisme du Dieu mâle-et-Père-Tout-Puissant, du récit de la création et de la faute, des dogmes du salut et rachat, de la conception de l'héroïsme viril du Christ et de sa représentation échue aux seuls hommes. D'autres travaux et plus accessibles au grand public, proposent la révision des traductions fautives et se font plus positifs en mettant à jour les sens enfouis de la participation plénière et non reconnue des femmes dans l'histoire des religions, dans les Livres sacrés , comme dans l'établissement des premières communautés etc.

## *Spiritualité féministe.*

Mais plus largement que ces apports à une « théologie » encore balisée par les institutions chrétiennes, se fait jour, sans reconnaissance encore bien explicite, un vaste faisceau d'expressions diverses et de créativité intense qui se revendique souvent comme *spiritualité féministe*.

Celle-ci prend moins pour objet direct la déconstruction patriarcale qu'elle ne s'appuie déjà sur les conséquences de sa mise en œuvre progressive ; elle s'aimante plus volontiers sur les objectifs nouveaux que sont la découverte, le désir d'autres modes d'être, de pensée, de relations, de prise en compte du corps, de la sexualité, des émotions, de l'écologie, l'environnement, la survie par la paix et la justice. En cela elle rejoint un vaste courant alternatif contemporain qu'elle marque de motivations *féministes*, sans craindre parfois de revendiquer des expériences, des savoir-faire plus spécifiquement *féminins*. Mais ceux-ci ne sont plus imposés et n'appartiennent plus au mode socioculturel mineur réservé à l'usage privé et féminin. Au contraire, la *spiritualité féministe* met en avant leur portée sociale et politique. Sauf exceptions, les hommes n'en sont pas exclus bien qu'ils s'y montrent souvent « déroutés » et encore trop réservés de leur propre parole et participation.

On dit de cette spiritualité qu'elle est « holistique » puisqu'elle embrasse le bien-être de toute la personne, sans isoler le corps, l'âme ou l'esprit, en même temps qu'elle vise bien plus loin que la seule libération des femmes. Bien que ce soit surtout, jusqu'à présent, à partir de leur propre chemin de libération qu'elle se déploie, prenant corps sur leur conquête de dignité, de capacités personnelles et de relations.

A partir de là, la *spiritualité féministe* encourage à analyser et refuser d'autres systèmes de violences et d'exclusions. Elle appelle à des déploiements spirituels nouveaux pour construire le bien-être des personnes et leurs relations Humaines dans une société inter mondialiste de juste partage, de paix et respectueuse du monde vivant dans son ensemble.

Pour autant, nous ne nous cachons pas que la première épreuve, la première réussite aussi, en ce vaste chantier se situe au point nodal du rapport entre les sexes : hommes ou femmes qui pensons partager les mêmes objectifs, la même bonne volonté, les mêmes convictions et espérance, nous n'avons pourtant pas la même expérience : le « *nous féminin* » de l'identité générique restaurée émerge encore en révolte contre des exclusions qui perdurent. De là ces expressions audacieuses, cette créativité festive, émotive et parfois exclusive... De là, aussi ces doutes, ces soupçons envers les hommes, ces attitudes féminines ambivalentes entre manque de confiance et assurance excessive.

## *Les religions, la société, notre Réseau*

Il est de plus en plus évident que le secteur où la libération des femmes n'a pas abouti est celui des religions ; il n'est plus un seul monothéisme qui ne connaisse désormais une contestation des femmes ou au nom des femmes. Et plus une seule société civile qui ne soit affrontée au problème des exceptions sexistes (« aménagements » dit-on parfois...) revendiquées au nom d'une religion. Ces défis-là creusent l'incompréhension, l'exclusion et les violences à l'intersection d'une société civile qui se réclame de démocratie, et des religions qui, elles, se réclament d'un ordre supérieur.

Nous croyons que *nous saisir des apports et des appels de la spiritualité féministe* peut orienter notre réseau vers un triple objectif : en même temps que nous approfondirons entre nous, hommes et femmes, une collaboration plus intense, nous gérerons mieux le rapport entre société civile et religions et nous y déterminerons mieux notre part d'engagements.

Le chantier est vaste, mais à la mesure d'un vaste réseau comme le nôtre aux richesses et possibilités diverses. Selon les confessions religieuses, les cultures, les travaux déjà entrepris et les possibilités locales, de nombreuses pistes sont à poursuivre ou à ouvrir par la mise en commun, par exemple, d'ateliers sur les différents axes, thèmes, expériences, expressions de spiritualité féministe. Ce serait une façon de reformuler nos objectifs et engagements communs : civiques, religieux, œcuméniques, inter mondialistes et écologiques. Nous aurons ensuite à trouver les moyens futurs d'une nouvelle étape de mise en commun des apports divers.

Nous ne faisons qu'appeler ici à la tâche de découverte, d'approfondissement, de prise en compte des différents axes d'une spiritualité holistique, portée par le féminisme, mais telle qu'elle puisse faire sens et espérance pour nous toutes et tous aujourd'hui.

Pour *Femmes et Hommes en Eglise* et *Droits et Liberté dans les Eglises* (FHE et DLE), Marie-Thérèse van Lunen Chenu

## **Atelier : Justice, démocratie et Eglise**

### **Collaboration entre les pays du Réseau Européen Pour davantage de justice sociale**

Suite à la décision de l'assemblée générale de 2008

## **1. Cercles du Silence : témoignage public du désaveu des dispositions prises par les autorités vis-à-vis des étrangers en souffrance**

En France, de plus en plus d'hommes et de femmes, seuls ou en groupes s'inquiètent du sort inadmissible réservé aux émigrés « parqués » dans des centres de rétention.

Pour manifester leur réprobation devant de tels agissements se sont organisés publiquement des « Cercles de silence » dont le nombre augmente sans cesse.

La branche française du Réseau, plutôt que de lancer une action ponctuelle, a préféré inciter tous ses membres à se joindre régulièrement à ces cercles, ou à en organiser de nouveaux, afin que soient toujours plus nombreux celles et ceux qui se rassemblent ainsi, témoignant auprès du public de leur désaveu des dispositions prises par les autorités vis-à-vis des étrangers en souffrance.

Pour expliciter ce que sont et font ces cercles un article et un témoignage sont joints à ces lignes. Peut-être aurez-vous envie d'inventer quelque protestation de ce genre, surtout dans les pays où la question des réfugiés/émigrés est, hélas, une triste réalité. Pourquoi pas ?

### **Fondements, actualité et perspectives des Cercles de Silence**

par le frère Alain Richard, 24 janvier 2009

lors de la réflexion de la F.E.P. sur *L'accueil aux Etrangers : des mobilisations collectives*

#### **I . Pourquoi et comment a démarré le Cercle de Silence à Toulouse ?**

A l'extrémité de l'aéroport de Toulouse-Blagnac le Centre de Rétention Administrative (CRA) de Cornebarrieu est neuf. Comme tous les CRA, légalement il n'est pas une prison, toutefois les personnes qui y sont maintenues vivent cet enfermement comme le serait celui dans une prison.

A Toulouse, nous sommes une communauté d'une douzaine de Frères Franciscains catholiques. Nous essayons de vivre le moins mal possible l'Evangile de Jésus-Christ. L'exemple de François d'Assise nous rend particulièrement sensibles aux personnes vulnérables, et aux victimes d'injustices. Notre responsabilité de citoyens et notre engagement de vie nous ont fait ressentir intensément la situation des étrangers dépourvus de papiers de séjour dans notre pays, et qui d'une façon de plus en plus systématique sont enfermés à Cornebarrieu

Quelques uns d'entre nous ont cherché quoi faire pour être cohérents avec notre foi et notre engagement religieux. Nous reconnaissons le bon travail mené sur le terrain et auprès des décideurs publics par plusieurs associations. Toutefois nous pensons pouvoir apporter une note particulière correspondant à ce que nous sommes et à ce que nous avons analysé. L'action que nous avons choisie se situe dans la rencontre d'une méthode de la non-violence gandhienne avec la foi de religieux catholiques.

Le but de notre action était et à ce jour reste :

- De faire connaître aux Toulousains l'existence d'un CRA à proximité de leur lieu de vie ;
- De dénoncer l'enfermement systématique de personnes dépourvues de papiers, alors qu'il existe d'autres moyens respectueux de la dignité humaine pour éviter qu'ils ne se soustraient aux décisions de la justice ;
- De manifester notre inquiétude devant les conditions mêmes de la détention des personnes retenues : aspect d'un camp retranché et cour très petite avec barbelés pour les jeux des enfants.

C'est-à-dire que notre but se limite à une seule réalité : l'enfermement. Et dans notre appel nous nous référons au seul CRA que les Toulousains peuvent voir et dont nous présentons des photos sur des panneaux. Cette unicité du but est très importante dans toute lutte, non-violente ou autre. Ce but n'a pas été choisi au hasard. Il est concret. Il est le premier pas en vue de changer une opinion publique qui est majoritairement indifférente ou même favorable aux C.R.A.

Nous mentionnions de plus notre espérance de déboucher sur un débat national ; « Ces problèmes sont mondiaux et complexes..... Nous ne prétendons pas avoir la solution. Mais aujourd'hui nous pensons que nous pouvons aller plus loin ensemble et que le chemin passe par le respect de la dignité de toute personne humaine. Telle est fondamentalement notre espérance. Elle passe par une réflexion collective qui nous concerne tous.

### **Le moyen de l'action que nous avons choisi est :**

- 1)- Un Cercle de Silence mensuel d'une durée d'une heure, sur la Place du Capitole, un endroit passager, visible et symbolique, situé devant l'emblème du gouvernement de la ville :

Silence, en raison de la gravité extrême de la situation qui nous semble un pas de plus vers une violation organisée de l'humanité d'êtres humains,

Silence qui « est un temps de suspense, d'arrêt, d'écoute » comme il vient d'être rappelé,

Silence, une action qui unit des personnes qui seraient facilement divisées par des paroles, des idéologies ou des croyances,

Silence, parce qu'une injustice grave nécessite des moyens qui fassent ressortir la profondeur de l'atteinte à l'humanité des victimes mais aussi de l'atteinte à l'humanité des collaborateurs à cette violation. Un silence qui refuse le bla-bla trop facile, qui justifie n'importe quoi. Le silence, sans haine ni jugement mais qui clame ainsi être à cours de mots.

Il s'agit d'un silence qui veille à être digne, non méprisant ; un silence habité non seulement par la douleur mais exprimant le cri profond d'une humanité blessée qui reste aimante et pleine d'espérance. C'est ce silence là qui nous a paru le moyen le plus adapté à exprimer notre certitude de la richesse qui existe au profond de nous-mêmes et de nos concitoyens : nous ne voulons pas que cette richesse de notre espèce humaine disparaisse.

Dans le tout dernier texte destiné à introduire le site internet présentant l'ensemble des Cercles de Silence de Espagne nous avons écrit :

« Les Cercles de Silence ..... S'élèvent contre les atteintes à l'humanité des étrangers en situation irrégulière et à celle des exécutants recevant des ordres incompatibles avec leur propre dignité. Ce silence veut être un moyen d'action à la portée de tous, une interpellation adressée à nos concitoyens et aux pouvoirs publics, un temps d'intériorité pour une prise de conscience, et il invite à déboucher sur d'autres actions en faveur des personnes sans papiers. »

Nous savons que ces atteintes à la dignité des étrangers sont ignorées simultanément par ceux qui forment l'opinion publique et par certains détenteurs des pouvoirs publics.

- 2)- Cercle de Silence pour « rejoindre les sans-papiers, ceux qui font la loi et ceux qui la font appliquer, ainsi que tous les acteurs que nous sommes chacun à notre échelle »

C'est-à-dire que, fidèles à l'éthique non-violente, nous ne nions pas une certaine responsabilité dans les maux que nous dénonçons. La banalisation de certaines pratiques et la mise en place de certaines lois ou règlements n'a pu se faire que par suite de notre manque de vigilance politique.

- 3)- Notre appel est adressé à toutes les personnes de bonne volonté quelles que soient leurs sympathies politiques, leur foi en Dieu, ou leur incroyance. Nous les invitons à nous rejoindre dans le silence, en écoutant leur propre conscience, et en reconnaissant la complexité des problèmes. Pour ce qui nous concerne nous affirmons « nous ne prétendons pas avoir la solution ».

Donc à Toulouse, en écoutant notre conscience et en analysant la situation, nous avons considéré que nous sommes en Espagne dans une situation d'une extrême gravité. L'enfermement systématique et l'expulsion des étrangers en situation illégale nous apparaissent des pas successifs qui banalisent des atteintes importantes à la dignité humaine. L'étranger est regardé de plus en plus comme un danger ou un problème et non comme une chance ou au moins comme un proche. Ses droits fondamentaux sont souvent violés. Notre désir de vivre l'Évangile donne encore plus de force à notre désaveu de ces comportements, décrets ou lois qui blessent profondément l'humanité d'êtres humains. Or ces actions que nous réprouvons sont faites « en notre nom ».

## **2. Comment et pourquoi y a-t-il actuellement plus de 100 Cercles de Silence en France ?**

Notre choix de vivre un Cercle de Silence avait donc pour but de participer à l'éveil des consciences devant la politique d'enfermement, mais nous ne visions pas à répandre le moyen que nous avons choisi : le Cercle de Silence.

En fait ce moyen a touché bon nombre de personnes les unes croyantes, les autres qui ne se réfèrent pas à la foi chrétienne mais sont des humanistes attachés à faire respecter la dignité de chaque être humain.

En un an se sont mis en place 90 Cercles de Silence réguliers et une douzaine de Cercles plus occasionnels. Ils ne sont pas tous animés par le même esprit d'appel à l'intériorité mais ils se réfèrent tous au silence. Ils se sont créés soit par suite de l'action des media,..... soit par des réseaux d'amitié. A ceux qui le demandaient nous avons communiqué notre tract et quelques points sur lesquels prêter attention.

Pourquoi cette multiplication de Cercles de Silence. Quelques réflexions.

Énumérons quelques facteurs de cette multiplication sans chercher à apprécier leur influence comparative :

1) de nombreuses personnes ont trouvé dans le Cercle de Silence un moyen adapté à leur personnalité et à leurs désirs. C'est une discipline exigeante mais qui est à la portée de tous. Beaucoup de personnes sont comme nous, prêtes à cette exigence à cause de la gravité de ce qui se passe. Cette méthode non-violente du silence était devenue peu utilisée en Espagne. En fait peut-être y a-t-il une fatigue à l'égard de manifestations d'autres types. La méthode utilisée renvoie chacun comme personne à SA conscience. Avant d'être une action le Cercle de Silence est une expérience, une expérience personnelle vécue en groupe. Beaucoup de personnes nous ont dit avoir été touchées par la simplicité, la vérité et la justesse de cette démarche.

2) le silence permet à des personnes de tous bords politiques ou religieux d'être côte à côte œuvrant pour préserver l'humanité d'êtres humains.

3) la médiatisation du Cercle de silence de Toulouse a suivi de quelques mois les marches des moines birmans, et dès les débuts les media ont utilisé improprement le mot « moines franciscains » pour nous décrire, un titre qui n'est pas exactement le nôtre.

4) le fait que des Franciscains apparaissent pour la plupart en habit religieux pour cette action silencieuse a certainement joué. Par ailleurs nous n'avons pas honte de dire que nous prions, parce que c'est quelque chose que nous savons plus ou moins faire. Nous le disons simplement, et nous espérons sans arrogance, en disant toutefois que ce n'est pas un Cercle de prière, mais un Cercle de silence ouvert à tous, ceux qui prient, ainsi que ceux qui ne prient pas mais qui acceptent le contact avec le meilleur d'eux-mêmes.

5) le fait que nous n'ayons utilisé ni invectives, ni injures. Nous espérons rester cohérents sur ce point : nous nous refusons à juger ceux dont nous réprouvons et combattons le comportement et la politique. Dans certaines villes des rédacteurs de tracts n'ont pas pleinement compris l'importance d'un tel comportement pour la dignité et la vérité de l'action. Mais il semble que cette attention à respecter l'adversaire se développe.

6) le fait de reconnaître notre part de responsabilité dans la situation présente permet de s'adresser à l'adversaire avec un espoir ferme qu'il puisse changer, et que pareillement nous-mêmes pouvons changer. Cette absence d'arrogance ou de 'bonne conscience' est capitale pour que l'opposant ne se raidisse pas en s'enfonçant dans sa violence « s'armant encore plus ». Il faudra peut-être une certaine coercition pour qu'il se « désarme », mais cette coercition devra se réaliser de manière clairement respectueuse de sa dignité.

7) à Toulouse dans le domaine des personnes sans papiers, les 3 organisations les plus importantes sont la Cimade, RESF, LDH. Nos relations excellentes, amicales avec les responsables de ces 3 organisations ont beaucoup aidé. Ils l'ont fait savoir à leur organisation nationale.

8) l'appui public de nos propres responsables religieux a aussi aidé de nombreux croyants à participer au démarrage d'autres Cercles.

9) nous avons très rigoureusement refusé de tirer parti pour notre Ordre ou pour l'Eglise catholique, de l'intérêt manifesté par les media : refus de plusieurs reportages (Arte, l'Humanité, Libération, etc.....) qui voulaient décrire notre vie présente ou passée. Nous leur avons demandé de rester bien ciblés sur le sort des sans papiers.

### Comment se caractérisent ces nombreux Cercles de Silence. Leur objectif.

La naissance des Cercles de Silence est reliée aux conditions locales, à la conscience de quelques personnes, aussi leur objectif varie beaucoup d'une ville à l'autre. Nombre de Cercles de Silence se sont organisés sur le modèle Toulousain en limitant l'objectif à l'enfermement et à ses conditions et en invitant à l'intériorité. Plusieurs autres se sont constitués avec des buts plus divers. Certains ont cherché à choquer ou à pousser à la révolte. D'autres ont pris appui sur des émotions très louables mais qui courent le risque de ne pas durer.

La plupart des remarques de Jean-Paul Nuñez dans son texte de Janvier 2009 Les Cercles de Silence : Mouvement non-violent ou nouvelle forme de manifestation sans violence ? nous semblent très pertinentes et méritent toute notre attention.

Quelque soient leur forme et leur objectif, tous les Cercles de Silence participent à porter à la connaissance des Français ce qui se fait en leur nom, proche d'eux. Nous reconnaissons que la participation des Cercles de Silence à une conscientisation plus large des Français a déjà produit des fruits intéressants. Mais il ne faut pas se bercer d'illusions : les personnes qui soutiennent l'état de choses actuel sont probablement majoritaires.

### **3. Perspectives d'avenir**

a) Il nous semble nécessaire de poursuivre la conscientisation tant par les Cercles de Silence que par tous autres moyens respectueux de nos concitoyens. Tous ceux d'entre vous qui ont participé à des luttes diverses savent bien que les comportements nationaux et les Lois ne peuvent changer que s'il y a un large soutien de la population et de l'opinion dominante. Vous avez aussi peut-être expérimenté que pour qu'un adversaire tienne les engagements pris, il faut que l'opinion dominante l'y contraigne. C'est la raison pour laquelle nous ressentons le besoin de continuer à appeler les indifférents, les somnolents, les opposants, à écouter leur humanité propre, et ceux qui refusent cette démarche intérieure, de les contraindre, mais sans jamais attenter par mots ou par actions à leur propre dignité. Si nous étions violents dans cette dernière action, c'est nous-mêmes qui perdriions quelque chose de précieux à l'intérieur de nous, nous perdriions un peu de notre humanité.

Nous avons l'intention de continuer ce chemin de respect de notre humanité et de celle des autres. Notre respect de l'être humain est trop grand pour que nous délaissions cette manière de faire.

b) Simultanément à la poursuite de la conscientisation, il nous semble indispensable de commencer sans tarder une véritable Campagne et une Campagne non-violente comme le suggère Jean-Paul Nuñez. Démarrer une Campagne non-violente nécessite d'agir méthodiquement en suivant les étapes connues si l'on veut faire cesser les violences qui nous semblent intolérables. Il faut éviter toute initiative issue d'une impatience qui conduirait à des actions prématurées qui compromettraient l'évolution favorable d'une importante partie de la population de notre pays, et qui discréditeraient les Cercles de Silence. Chacun d'entre nous est probablement tenté de brûler des étapes et de ne pas évaluer avec réalisme et exactitude les rapports de forces. C'est cela une Campagne : s'entraider à marcher d'un pas mesuré mais assuré vers le but ultime.

Permettez-moi de revenir sur le choix que nous avons fait à Toulouse d'avoir pour but, la disparition de l'enfermement systématique des sans papiers. Cela a paru à plusieurs d'entre vous un objectif trop réduit. Pour ceux qui connaissent la vie du Mahatma Gandhi, rappelez-vous quand il a décidé la marche du sel. Certains de ses amis et les Britanniques également ne voyaient pas que c'était ainsi que l'Empire Britannique prenait sa première et définitive défaite. ... à cause d'une poignée de sel. Jean-Paul Nuñez l'a bien noté dans son article. Nous pourrions élaborer sur notre choix de demander des solutions alternatives à l'enfermement. Si la non-violence est choisie pour animer une Campagne en vue d'une nouvelle politique à l'égard des personnes dépourvues de papier, rappelons-nous que la dynamique non-violente nécessite des acteurs constants, déterminés et patients.

c) Après un certain niveau de conscientisation, nous percevons bien qu'il va falloir choisir dans une phase suivante, les meilleures techniques aptes à conscientiser les personnes ayant des responsabilités politiques, économiques ou morales, qui peuvent aider les décideurs à percevoir l'indignation d'une partie de plus en

plus large de la population française qui attend des vrais changements. Des manifestations de rue ne sont pas forcément les plus efficaces.

d) Redisons que l'initiative Toulousaine n'a jamais eu le but de créer elle-même une Campagne non-violente. Nous avons toujours renvoyés les personnes conscientisées vers les Associations de leur choix. Mais au-delà de cette première possibilité d'engagement, depuis plus d'une année nous avons fait part à des mouvements nationaux du besoin que nous ressentions. Nous avons écrit Nul ne peut dire où nous irons. C'est un chemin que nous ne pouvons éviter mais dont les détails ne peuvent être connus d'avance.

e) S'il est fait le choix d'une véritable Campagne, je vois facilement que les Cercles de Silence puissent en être un des éléments de même que RESF, LDH, CCFD, FASTI ..... etc. Cette participation à une Campagne n'empêcherait pas les participants aux Cercles de Silence de militer individuellement dans l'Association de leur choix, par des actions particulières. Par contre il me semble que les Cercles de Silence seront plus utiles à la Campagne dont je souhaite la naissance, en restant avant tout des éveilleurs de conscience et uniquement des éveilleurs de conscience. Mais cela suppose par-dessus tout que chacun y ait une attitude très vraie.

Je me réjouis de cette journée de travail et espère que des pas importants en sortiront.

Merci de votre attention.

Alain J.Richard, <alainrichardofm@gmail.com

## 2) Appel du Réseau Européen face à la Crise Structurale Mondiale

Le réseau souhaite réagir en lançant l'appel suivant au parlement, à la commission et au Conseil européen, à discuter et approuver:

### **POUR UN SYSTÈME FINANCIER RÉGULÉ ET UNE EUROPE SOCIALE**

Le Réseau européen Eglises et Libertés ne peut rester silencieux devant une crise mondiale installée pour longtemps, qui n'épargne aucun pays et frappe en premier lieu les pauvres et les pays pauvres, ces derniers frappés par une aggravation de la crise alimentaire<sup>1</sup>.

Il salue le retour des pouvoirs publics, garants du bien commun et les déclarations d'intention des Etats réunis en G20 —pays riches et pays émergents- et au niveau de l'Union européenne, en faveur d'une régulation concertée et contraignante accompagnée d'un contrôle de la finance.

Il regrette que la dimension sociale ne soit pas prise en compte dans les actions engagées.

Il soutient les appels des instances officielles de l'Eglise catholique — nombreux évêques, le Conseil pontifical Justice et Paix<sup>2</sup> - et des ONG à établir un nouveau pacte pour refonder le système financier mondial mais aussi l'ajuster aux besoins des pays pauvres. Il fait sienne l'affirmation<sup>3</sup>: « *La crise est la preuve que la dimension éthique de l'économie et de la finance n'est pas quelque chose d'accessoire mais d'essentiel* », ainsi que celle du théologien Hans Küng<sup>4</sup> sur la nécessité d' « *une éthique mondiale pour la société et l'économie mondiales, sur laquelle toutes les nations et tous les groupes d'intérêts économiques puissent s'engager* » Il n'en déplore pas moins que les instances catholiques officielles ne remettent pas vraiment en discussion l'actuel modèle de développement et s'abstiennent de dénoncer des phénomènes d' « économie voyou ».

L'effondrement d'un système financier sans éthique, au-dessus des lois, légitimé par l'idéologie néolibérale, devenu synonyme de spéculation génératrice de profit illimité et immédiat, a démontré la fausseté du dogme de l'autorégulation du marché associée à un minimum d'Etat, professé pendant plusieurs

<sup>1</sup> . Selon la FAO, un milliard de personnes souffrent de la faim

<sup>2</sup> Note du 21 novembre 2008 approuvée par la Secrétaire d'Etat

<sup>3</sup> Conseil pontifical Justice et Paix

<sup>4</sup> Publik-Forum, 24 octobre 2008

décennies par la majorité des économistes et auquel avaient adhéré la plupart des gouvernements. Mais, par leur comportement, les puissances financières et économiques donnent à penser qu'elles ne sont pas encore prêtes à accepter une régulation imposée par les Etats et contrôlée par les instances démocratiques.

Tandis que, à la faveur du libéralisme sans limites, croissait la richesse des dirigeants du capitalisme et des actionnaires, au détriment de l'investissement, condition du développement, Les salaires ont été déconnectés de l'évolution de la productivité. L'écart s'est creusé entre la rémunération du capital et celle du travail. La paupérisation s'est amplifiée dans le monde .Les bas salaires ont entraîné un immense surendettement. La précarité de l'emploi est devenue la règle, au nom de la flexibilité du marché du travail. La mondialisation de la finance, note le Conseil pontifical Justice et Paix, a entraîné un déplacement/report de la taxation vers le travail, qui échappe difficilement à l'impôt car beaucoup moins mobile que le capital, qui s'en exonère en outre massivement grâce aux paradis fiscaux et au secret bancaire, faisant ainsi supporter par les plus pauvres les financements publics.

Les forums sociaux avaient depuis longtemps analysé les dérives et les dangers du système financier mondialisé sans réussir à retenir l'attention des pouvoirs publics.

L'injection dans l'urgence par de nombreux gouvernements de milliers de milliards d'argent public dans les banques et établissements financiers est sans doute nécessaire pour éviter la faillite généralisée et remettre en marche le crédit, vital pour l'économie réelle atteinte par une récession devenue dépression qu'on prévoit de longue durée. Il conviendra d'empêcher que les puissances financières ne sortent indemnes voire enrichies d'une catastrophe humanitaire dont elles portent la principale responsabilité. Des plans nationaux même assez semblables peuvent-ils venir à bout d'une crise mondiale ?

Une crise sociale majeure est maintenant installée et les populations ressentent de plus en plus comme révoltant le déluge d'argent public sur les secteurs financiers et industriels, alors que les mesures sociales se font encore attendre.

### **Le Réseau européen Eglises et Libertés appelle le Parlement, la Commission et le Conseil à donner l'impulsion démocratique nécessaire pour que l'Union européenne :**

- se dote d'un plan de relance concerté entre les Etats membres et avec ses partenaires
- montre la voie d'une nouvelle économie sociale de marché au service des hommes et des femmes :
  - \* en érigeant la politique sociale en politique de l'Union assortie de moyens et garanties de mise en œuvre,
  - \* **en** se dotant d'un pacte social qui rende effectifs les droits sociaux proclamés notamment dans la Charte sociale du Conseil de l'Europe, la Charte des Droits fondamentaux de l'UE, le Pacte des droits économiques et sociaux [culturels] de l'ONU, les Conventions de l'Organisation internationale du travail,
  - \* en mettant tout en œuvre pour résoudre **la crise économique et gérer équitablement la une crise sociale majeure qui menace d'être de longue durée, notamment en préparant les systèmes européens d'indemnisation à faire face une explosion du chômage .**
- se dote d'un nouvel ordre financier transparent et contraignant, au service de l'économie et d'un développement durable ;
  - \* encadrant les paradis fiscaux, comme y appelle le Parlement européen dans une résolution votée à la quasi-unanimité, qu'ignorent la Commission et le Conseil,
  - \* rendant possible la levée du secret bancaire quand des contrôles s'avèrent nécessaires ;
- mette en cause le primat idéologique du principe de la concurrence, dont les règles d'application doivent cesser d'être constitutionnelles, de même que celles concernant le contenu des diverses politiques ;
- apporte au traité de Lisbonne une fois ratifié les modifications nécessaires, en particulier en matière de garanties sociales, ainsi que les allègements de nature à le rendre plus accessible aux citoyens donc plus acceptable.

Les prochaines élections européennes offrent aux partis politiques une occasion qu'ils doivent saisir, de se mobiliser pour ces enjeux.

## **Atelier Amérique Latine**

### **1. INTRODUCTION : Une proposition de travail**

Malgré la crise financière et économique sérieuse à la quelle nous sommes actuellement confrontés qui s'ajoute aux problèmes de plus en plus importants dus au changement climatique, la dynamique des multinationales ne diminue pas dans leur recherche sans relâche de nouvelles sources de pétrole et de gaz à bas coût, de minerais, de bois industriels ainsi que de développement massif d'agriculture et d'élevage intensif pour la production de viande pour les pays riches. Tandis qu'elles font semblant de s'intéresser à l'environnement, ces multinationales soutenues par les gouvernements des pays riches avec la connivence de beaucoup de gouvernements d'Amérique Latine détruisent systématiquement la forêt amazonienne et emploient des forces paramilitaires, voire des armées nationales pour chasser par la force les peuples indigènes et les paysans non seulement en ne leur payant pas d'indemnités, mais le plus souvent en les payant de maltraitance, de kidnapping, de meurtres, et de massacres de toute sorte.

#### **Que pouvons-nous faire pour aider ces peuples ? Nous pouvons faire beaucoup !**

Nombreuses sont les associations membres du réseau Européen qui ont leur propre réseau en Amérique Latine. En maintenant des contacts avec la société civile dans les pays d'Amérique Latine, nous pouvons leur demander comment nous pouvons les aider par les contacts que nous avons au Conseil de l'Europe, au Parlement Européen, ainsi que dans les agences gouvernementales et les partis politiques de nos pays. Nous pouvons aussi exercer une pression éthique sur les multinationales à travers des agences comme PUBLISH WHAT YOU PAY (Publiez ce que vous payez) (Voir l'article dans l'Atelier Afrique) et d'autres réseaux importants qui participent aux réunions d'actionnaires et posent des questions embarrassantes.

Nous pouvons nous renseigner sur les problèmes particuliers de chacun des ces communautés persécutées et nous pouvons rencontrer leurs représentants quand ils viennent en Europe et les aider à organiser des réunions publiques, etc. Il n'y a pas d'autre moyen d'avoir des informations de première main. Nous pouvons aussi organiser des visites de ces communautés dans leur habitat rural où, assurément, nous apprendrons beaucoup de choses sur la manière dont ils résolvent leur problèmes quotidiens avec leur faibles moyens..

Un autre problème qui se présente en Amérique Latine est relié aux Eglises. Il a été dit que la prolifération des églises évangéliques en Amérique Latine était une politique délibérée des Etats-Unis pour affaiblir le soutien qu'apporte au peuple la Théologie de la Libération pour la défense de leurs droits. Une telle attitude est aussi celle du Vatican qui soutient les organisations religieuses piétistes catholiques et l'aile droitiste des ecclésiastiques. Ici encore, il ya une occasion de montrer que « Nous sommes aussi l'Eglise » et de soutenir les communautés chrétiennes qui développent leur liturgies en y incorporant leurs cultures locales et desquelles nous pouvons apprendre beaucoup sur de nouvelles sortes de spiritualités.

En d'autres termes, l'objet de l'atelier Amérique Latine est de créer un réseau permanent fondé sur l'égalité entre nous en Europe et nos collègues en Amérique Latine grâce auquel nous pouvons nous aider les uns les autres pour obtenir avec plus de succès le développement des droits de l'homme et une prospérité justement partagée.

Au cours de la réunion de cet atelier lors de la rencontre annuelle du réseau Européen à Londres, nous devons nous asseoir et travailler concrètement la manière dont nous allons faire de notre réseau un succès.

Hugo Castelli (traduction de l'anglais de François Becker)

## **2. Amérique Latine — Catholicisme – Politique — Femmes – Droits sexuels et reproductifs – Justice sociale**

### **Voyage d'études au Salvador – Le pouvoir de l'église catholique dans une société secouée par la violence**

Catholics for Choice a organisé plusieurs voyages d'études pour des législateurs européens en Amérique Latine afin de leur faire comprendre l'impact de la religion, et en particulier de l'église catholique sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des femmes. Ces voyages se sont avérés être très utiles pour sensibiliser au besoin d'accorder du soutien à des militantes et des politiciens de la région, et en particulier aux organisations de femmes qui luttent pour améliorer l'accès aux services de santé reproductive dans toute l'Amérique Latine.

En Novembre 2008, une délégation de cinq personnes, trois parlementaires et deux représentants d'ONGs ont visité El Salvador. Les législateurs provenaient de trois parlements différents (Espagne, Suède et Catalogne) : Antonia Garcia Valls, socialiste espagnole, Ulrika Karlsson, membre du parti modéré suédois et Laia Ortiz des verts de gauche catalans. Lars Olsson, conseiller légal de l'Association suédoise pour la planification familiale, et Elfriede Harth, représentante pour l'Europe de Catholics for Choice, complétaient le groupe.

El Salvador est une des sociétés les plus violentes en Amérique Latine et peut-être même du monde. Si pour 2004, dans les sociétés industrialisées 3/100.000 personnes meurent victimes d'homicide, le taux correspondant en Amérique latine est de 24/100.000. La même année 41/100.000 personnes sont mortes victimes de violence au Salvador. Et le chiffre a augmenté jusqu'à 56/100.000 en 2006<sup>5</sup>. La violence intrafamiliale et la violence de genre sont également très élevées : dans toutes les institutions, que ce soit les écoles, les services de santé, la police, mais également la famille, on recense des viols, des harcèlements et des abus sexuels : 32% de toutes les femmes qui accouchent sont des mineurs, dont un nombre substantiel n'ont qu'entre 11 et 16 ans.

Grâce à l'opposition de l'église catholique, l'éducation de genre et l'éducation sexuelle ne faisaient pas partie intégrante des programmes scolaires. Bien que défini par la Constitution comme un Etat laïque, le gouvernement salvadorien et un grand nombre de législateurs s'inclinent trop facilement devant l'autorité suprême de l'église catholique dans le pays, l'archevêque de San Salvador et membre de l'Opus Dei, Fernando Saenz La Calle. On lui accorde un pouvoir *de facto* en respectant son veto à toute décision politique qui pourrait contredire les positions officielles du Vatican en matière de famille, sexualité et reproduction humaine.

Pendant le voyage qui se déroula pendant une semaine, la délégation rencontra une centaine de personnes dans 22 réunions avec des militantes pour les droits des femmes, des fournisseurs de services de santé, des fonctionnaires gouvernementaux, des législateurs, des juges, des ombudsmen, des diplomates et des agences d'aide au développement européennes, des représentants du FNUAP ainsi que des responsables ecclésiastiques. Le but était de recueillir de l'information de première main sur les politiques publiques en matière de santé et des droits sexuels et reproductifs.

Un grand nombre de pas sont nécessaires pour faire avancer la situation des femmes et des filles au Salvador. Les membres des organisations des droits des femmes, des fonctionnaires gouvernementaux, des juristes, médecins et autres intéressés et concernés doivent se rassembler pour initier un débat qui permettra de mettre en route des améliorations dans le champ de la santé et des droits reproductifs. Lors d'un atelier programme pendant l'assemblée annuelle du RE a Londres, nous aurons l'occasion de discuter en détail les leçons apprises pendant ce voyage.

*Elfriede Harth, Catholics for Choice*

---

<sup>5</sup> Kottowski, Johanna – Jugendgewalt in El Salvador, (08.01.2008)  
[http://www.bpb.de/themen/D1LCNR.0.Jugendgewalt\\_in\\_El\\_Salvador.html](http://www.bpb.de/themen/D1LCNR.0.Jugendgewalt_in_El_Salvador.html)

### **3. Une lettre du réseau Européen pour la défense des défenseurs de Droits de l'Homme en Colombie**

Adressée le 4 novembre 2008 à M. Alain Lipietz, *Président de la Délégation interparlementaire EU-Communauté des pays Andins*, Mme Gabriella Cretu, *Vice-Présidente de la délégation interparlementaire EU-Communauté des Pays andins*, Mme Hélène Flautre, *Présidente de la Sous-Commission des droits humains de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen*, Patrick Gaubert, *Vice-Président de la Sous-Commission des Droits humains de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen*

Madame la députée, Messieurs les députés,

Le Réseau européen Eglises et Libertés a été saisi en urgence par un de ses membres, la Communauté Santo Tomas de Aquino, Madrid, d'un appel à l'Union européenne au sujet des violences — enlèvements, assassinats- dont sont victimes de façon continue ces derniers mois en Colombie les défenseurs des droits humains ainsi que les dirigeants des syndicats et des mouvements sociaux. Cette communauté est en relations suivies avec la Colombie et engagée aux côtés des victimes. Elle est membre de la Commission Ethique de la Vérité et soutient la Commission Interecclésiale Justice et Paix de Colombie.

Nous avons jugé de notre devoir, en tant qu' ONG européenne défendant la cause des droits humains dans l'Eglise catholique et dans la société, de manifester notre solidarité en vous transmettant ci-joint l'appel de la Communauté Santo Tomas de Aquino, que nous faisons nôtre, concernant des crimes qui interpellent la conscience éthique de l'humanité.

Nous exprimons notre confiance dans l'engagement de l'Union européenne et particulièrement de son parlement pour la cause des défenseurs des droits humains en Colombie. Nous espérons que vous aurez pu prendre connaissance de cette lettre avant le séminaire qui doit se tenir au Sénat français le 6 novembre et où interviendra le sénateur colombien Gustavo Petro.

Postérieurement à la réception de la lettre de la Communauté Santo Tomas, nous apprenons que le Gouvernement colombien a destitué 27 fonctionnaires de haut rang (parmi lesquels trois généraux) accusés d'être impliqués dans des enlèvements suivis d'assassinats. Nous apprenons aussi que la Commissaire des Nations-Unies pour les droits humains, Ms. Navi Pillay, s'est rendue en Colombie et que le Ministère public lui a remis plus de 900 cas de « disparitions » concernant environ 2000 personnes (manquantes ou trouvées mortes). La destitution de ces militaires est une avancée historique, car ce faisant le Gouvernement reconnaît officiellement que l'Etat est un des auteurs des violations des droits humains, ouvrant ainsi la porte aux plaintes des victimes. Ces développements autorisent de nouveaux espoirs.

Veuillez agréer l'expression de meilleurs nos sentiments,

Hugo Castelli, Cosecrétaire, Affaires sociales

**19<sup>ième</sup> Rencontre Annuelle du Réseau Européen Eglises et Libertés**  
**Kirche im Aufbruch –Church on the Move- Iglesia por la Libertad**

The Royal Foundation of St Katharine, 2 Butcher Row, Limehouse, LONDON E14 8DS

## **Atelier Afrique**

### **Proposition: que le réseau européen s’unie a la coalition “publiez ce que vous payez” (pcqvp)**

PUBLISH WHAT YOU PAY is a professional organization founded by the Soros Foundation to prevent corruption in oil, gas and mining revenues by multinationals to ensure that the money funded to governments in their countries of operation is used to increase the standard of living of the citizens and reduce poverty.

It has an international secretariat (of 3 people) in London which is funded by CAFOD, CARE International UK, Christian Aid, Global Witness, Save the Children UK and Secours Catholique and its offices are located in the Open Society Foundation in London.

Funding for the PWYP Africa Coordinator is provided by Catholic Relief Services, Global Witness, Open Society Institute, Oxfam Novib, Revenue Watch Institute and Secours Catholique. The PWYP Africa Coordinator is hosted by CRS Cameroun in Yaoundé.

PWYP operates in 32 African countries south of the Sahara + Algeria and Morocco in the Maghreb, 8 countries in East Asia and the Pacific, 14 countries in Europe and 5 countries in the Caucaus area + Mongolia.

Membership of PWYP is limited to NGOs and members of civil society. To become a member, organizations have to send details of their organization and confirm acceptance of the PWYP Mission Statement (available in English, French, Spanish but not German) and advocate for the mandatory disclosure of payments made by extractive industry companies, both multinational and state owned enterprises to all national governments on a country by country basis.

They also have to positively and constructively engage with other coalition members, companies, governments and other relevant actors of national and regional levels; Provide regular updates on activities, strategies and plans related to the idea of PWYP and proactively speak out to the media and public on the issue of revenue transparency, promotion of PWYP etc. I have seen no mention of a membership fee.

Parténia 2000 is a member but Gérard has not been able to explain how PWYP works. A Spanish NGO, also a member of PWYP, advised that they could not explain either. We have asked the question: If the European Network were to join PWYP what activities would our members be able to carry out? In principle, Joseph Williams of PWYP agreed to visit our London Conference and explain PWYP but nothing has been confirmed yet. He indicated that PWYP does not act when, for example, mining companies pay no revenue at all to the Democratic Republic of the Congo but possibly this is because they have insufficient staff.

The question is: Does the European Network want to join an organization that is more government and company orientated? Or do we want to work on a personal basis with people like ourselves in Third World Countries? Or do we want to carry out both activities? What do you think? Type PUBLISH WHAT YOU PAY on your computer and you can read all the information directly in English, French, Spanish and some other languages.

Gérard Warengem is strongly in favour of the EN/RE joining PUBLISH WHAT YOU PAY:

Je voudrais ajouter que :

- vous pouvez en savoir plus sur “Publiez Ce Que Vous Payez”, en allant sur : <http://www.publishwhatyoupay.org/fr>

- PCQVP c'est une coalition de 350 ONG, qui travaillent dans plus de 70 pays (50 pays en voie de développement)

- Les revenus tirés des ressources naturelles sont une source importante de revenus pour les gouvernements de plus de 50 pays en développement. Correctement gérées ces recettes devraient servir de base pour la réduction de la pauvreté, la croissance économique et le développement plutôt que d'exacerber la corruption, les conflits et les divisions sociales.

- Dans nos pays, nous avons toute liberté pour dire ce que nous pensons. Au Gabon ou au Congo, pour citer les deux pays que je connais mieux, ceux qui s'aventurent à parler vont en prison (Marc Ona, Brice Makosso, Christian Mounzeo)

- Si le Réseau Européen Eglise et Libertés était dans la Coalition, elle n'en aurait que plus de poids. Et il faut savoir que quand la Coalition prend la parole, les puissants de ce monde, ou en tous cas des pays en voie de développement font tout de même attention ...

Faire partie de la Coalition, c'est une façon de soutenir les sociétés civiles émergentes, en Afrique.

- Il n'y a pas de cotisation à verser. Je pense que notre rôle, en tant qu'associations faisant partie du Réseau Européen Eglises et Libertés consistera à faire connaître le plus possible la Coalition. Les grands de ce monde font du n'importe quoi, il faut qu'ils sachent que nous sommes là, et que nous savons !

Bongo, Sassou N'guessou et les autres ont des propriétés qu'ils ont acquis avec quoi ?

Voir par exemple :

[http://www.cfd.asso.fr/e\\_upload/pdf/biens-mal-acquis-profitent-trop-souvent-doc-travail-cfd-mars2007.pdf](http://www.cfd.asso.fr/e_upload/pdf/biens-mal-acquis-profitent-trop-souvent-doc-travail-cfd-mars2007.pdf)

<http://congo-biensmalacquis.over-blog.com/article-3097038.html>

<http://survie.org/Nouvelle-Brochure-de-Survie-Biens.html>

<http://www.youtube.com/watch?v=aKh6TJ801wc>

etc.

Gérard

## **MISSION**

### **Campagne mondiale pour la transparence des revenus des industries pétrolières, gazières et minières**

Malgré les milliards de dollars de revenus tirés de l'exploitation des ressources minières, pétrolières et gazières, les populations de plus de 50 pays en développement riches en ressources<sup>i</sup> sont toujours dans un état de pauvreté extrême. Si les gouvernements de ces pays pratiquaient la bonne gouvernance, ces revenus considérables serviraient à l'éradication de cette pauvreté et à la croissance économique. Force est de constater que la réalité est bien différente.

Les gouvernements et les administrations qui gèrent ces revenus souffrent des carences institutionnelles et rendent rarement des comptes aux populations ou à leurs représentants élus (parlementaires). Nombreux sont les pays que l'on peut qualifier de « kleptocraties » où les fonctionnaires détournent à leur seul profit des revenus tirés des ressources naturelles. Les industries extractives sont associées à des niveaux très élevés de corruption<sup>ii</sup>. Les compagnies pétrolières exploitantes s'engagent parfois dans des pratiques corrompues pour obtenir des marchés ou pour profiter des faveurs des fonctionnaires d'Etat. Ces gouvernements, mais aussi les compagnies exploitantes, ne publient pas le montant des revenus tirés de l'extraction des ressources et considèrent bien souvent cette information comme « secret d'Etat ». Ce manque de transparence ne peut que faciliter les détournements des fonds et la corruption. Dans des cas extrêmes, l'accès aux ressources peut aussi provoquer ou alimenter des guerres civiles ou transfrontalières, qui affaiblissent davantage le gouvernement et les institutions nationales. Le désordre qui en dérive favorise souvent des détournements des biens publics sur grande échelle.

L'appel aux compagnies pour qu'elles publient ce qu'elles paient (Publiez ce que vous Payez) et aux gouvernements pour qu'ils publient ce qu'ils reçoivent (Publiez ce que vous recevez), est

un élément essentiel pour assainir les modes de gestion des revenus issus des ressources naturelles. Si les compagnies publient ce qu'elles paient et que les gouvernements publient leurs revenus, les rapprochements comptables seront alors facilités et la société civile pourra interpeller les gouvernements sur la bonne utilisation des fonds. La transparence des revenus permettra, en outre, l'émergence d'un vrai débat sur l'utilisation de ces revenus et leur affectation aux politiques de développement, la redistribution des richesses ainsi que l'amélioration des services publics.

Les Compagnies pétrolières, gazières et minières ne peuvent contrôler comment les gouvernements utilisent les taxes, les royalties ou les autres impôts qu'elles paient à ceux-ci. Il est par contre de leur responsabilité de publier les paiements de toute nature qu'elles effectuent, permettant ainsi à la société civile d'interpeller leur gouvernement et leur administration. Les Compagnies qui refusent cette transparence se rendent complices de la confiscation des revenus issus des ressources naturelles au détriment de la population. Au contraire, la transparence renforcera leur image de « Société socialement responsable » en donnant la preuve de leur contribution positive et de leur implication forte dans le souci qui consiste à s'assurer que les montants payés aux gouvernements des pays riches en ressources naturelles soient affectés au développement réel de ces pays, créant un environnement économique favorable, plutôt que de voir ces sommes détournées ou gaspillées, ce qui exacerbe les divisions sociales, peut mener à une défaillance de l'Etat et au conflit.

Aujourd'hui on peut considérer qu'un vaste consensus apparaît dans la communauté internationale pour promouvoir un renforcement de la transparence dans le secteur extractif, comme le prouve le soutien apporté par les gouvernements, les compagnies pétrolières et minières, les investisseurs, les institutions financières et la société civile à l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE)<sup>iii</sup>. Rendre obligatoire la publication des paiements et des revenus tirés des activités extractives serait chose facile au travers de la mise en place de réglementations comptables, boursières ou juridiques ou bien encore si elle était une conditionnalité à l'octroi de crédits à l'exportation ou de prêts faits par les Institutions Financières Internationales ou les institutions bancaires privées.

*C'est pour cela que la coalition Publiez Ce Que Vous Payez appelle :*

- 1. Les compagnies multinationales, privées ou publiques**, à publier l'intégralité des paiements de toute nature qu'elles effectuent (royalties, impôts, bonus, redevances...) au profit des états (ou de leur émanation) et ce pour chacun des pays où elles exploitent des ressources naturelles.
- 2. Les gouvernements des pays riches en ressources naturelles à**
  - 3.** Rendre obligatoire la publication des paiements effectués par les Compagnies travaillant sur leur territoire et ce, société par société, type de paiement par type de paiement ;
  - 4.** Publier les revenus tirés des activités d'extraction (Publiez ce que vous recevez) ;
  - 5.** Faire contrôler et certifier ces revenus par un auditeur indépendant et reconnu selon les meilleures pratiques internationales. Le déploiement réel de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) faciliterait ces publications. Des recommandations telles que celles émises par le FMI dans son *Guide sur la Transparence des Recettes des Ressources Naturelles* peuvent également être utiles.
  - 6.** Mettre sur place des mécanismes de reporting sous-nationaux pour la déclaration des paiements et des revenus ;
  - 7.** Etablir un processus budgétaire participatif et transparent au niveau local, national, et régional afin de collaborer avec la société civile à la gestion et l'allocation efficace des revenus publics pour promouvoir le développement socio-économique.
- 8. Les gouvernements des pays membres de l'OCDE** à rendre obligatoire la publication (pays par pays), des paiements effectués par les Compagnies pétrolières,

gazières ou minières, cotées sur leurs marchés financiers.

**9. Les Institutions Financières Internationales** (multilatérales ou bilatérales), comme la Banque Mondiale, le FMI, les banques régionales de développement, les agences de crédit à l'exportation, mais aussi les banques commerciales, à soutenir les demandes de Publiez Ce Que Vous Payez faisant de la transparence une conditionnalité à leur soutien aux compagnies extractives et de faire de la transparence et de la présence de mécanismes de vérification et d'audit indépendant un préalable à la mise en place de programmes d'aide, d'assistance financière et technique aux gouvernements des pays riches en ressources naturelles (hormis les cas d'urgence et de caractère humanitaire).

**10. La communauté internationale et en particulier les organisations d'aide, à promouvoir le renforcement et la formation des organisations de la société civile** des pays riches en ressources naturelles, afin de leur permettre d'être plus efficaces dans l'interpellation de leur gouvernement et de leur administration.

*En plus de ces mesures :*

- Les Compagnies du secteur extractif et les institutions locales devraient publier toute information concernant les investissements d'ordre social et les paiements directs aux budgets des administrations locales. Ces paiements et ces investissements représentent des facteurs importants pour un développement socio-économique durable, et les citoyens doivent être mis en mesure de participer au processus de gestion de ces revenus.
- Pour renforcer encore cette volonté de promotion de la transparence, nous appelons aussi à la mise à disposition publique **des contrats du secteur extractif** et à l'alignement des **procédures d'octroi des concessions** aux meilleures pratiques internationales. Ces contrats contiennent des éléments d'information tels que les échéances, les formules de calcul et d'autres critères déterminant les montants de revenus des gouvernements (à savoir : les taux de partage, le montant des taxes, les royalties, les bonus, les bénéfices et toute exonération de ces derniers...) permettant de mieux cerner les revenus potentiels de l'état contractant (avec exception faite pour les dispositions d'ordre purement commercial). Ces éléments constituent donc des données essentielles qui permettront aux citoyens d'être mieux informés quant aux revenus attendus et de pouvoir les comparer aux revenus déclarés. Cela donnera également la possibilité de s'assurer que les contrats conclus l'ont été dans l'intérêt général et ont effectivement permis au pays de recevoir les montants contractuellement prévus.

Promouvoir la transparence des revenus et des contrats dans les industries extractives est un élément essentiel de l'éradication de la pauvreté pour une masse importante de la population des pays riches en ressources naturelles. C'est aussi en parfait accord avec les objectifs de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption, de responsabilité des entreprises et d'un développement durable, soutenus par la communauté internationale. La transparence sert les intérêts de tous les acteurs – les citoyens, les compagnies, les gouvernements et la communauté internationale. A chacun de remplir son rôle pour faire en sorte qu'elle devienne une réalité.

**19<sup>ième</sup> Rencontre Annuelle du Réseau Européen Eglises et Libertés**  
**Kirche im Aufbruch –Church on the Move- Iglesia por la Libertad**

The Royal Foundation of St Katharine, 2 Butcher Row, Limehouse, LONDON E14 8DS

## **Demande d'adhésion au Réseau Européen**

Deux associations ont fait une demande informelle d'adhésion au réseau Européen, mais n'ont pas encore fait leur demande formelle. Il n'est donc pas possible de les noter pour l'instant dans cette rubrique.

## **AMERICAN CATHOLIC COUNCIL :**

### **Déclaration pour la réforme et le renouveau**

*Anthony Padovano, représentant la International Federation for Renewed Catholic Ministry, (nouveau nom de North Atlantic Federation for Renewed Catholic Priesthood, affiliée au réseau Européen ), Président de American Catholic Council souhaite demander au Réseau Européen de soutenir la déclaration ci-dessous :  
Cf. le site web pour plus d'information : <http://www.americancatholiccouncil.org>*

#### **Déclaration :**

After years of dialogue and experience with the often-unrealized reforms set in motion by the Second Vatican Council, the American Catholic Council, a coalition of representatives of organizations, communities and individuals, calls for a representative assembly of the Catholic Church in the United States to consider the state of our Church.

We do this because the Signs of the Times reveal a serious deterioration in the life of the Catholic Church in our country: We see:

- Closed parishes, broken communities, and unavailable sacraments.
- Sexually-abused children and young people and ineffective clerical response to correct this institutional sin.
- Dwindling financial support and widespread fiscal mismanagement.
- Paternalistic, monarchical leadership that is often unresponsive, repressive, and ineffective.
- A seriously compromised social justice mission—because internal institutional justice is lacking.
- Catholics abandoning the Church with demoralizing frequency.
- A community starved for a spirituality that fits our modern lives, consistent with our maturity, experience and education.

We acknowledge co-responsibility for these conditions—for no community can be governed without its implicit or explicit consent. We “consent” with financial and personal support, with participation, or, often, with passivity. We do not challenge the faith we were given or the essential beliefs of our creeds and councils. We do know that this faith is not tied to the governance structure of any one historical period or culture. We seek a Church in which all the baptized have an effective voice in decision-making and a ministry worthy of their calling. We are wise enough to know that we shall never have a perfect Church. We do not, however, want to be far from a Church that is free and honest, even if it is one in which we are called at times to uncomfortable accountability and responsibility.

We seek a Church that is inclusive, compassionate, trustworthy, and representative.

We seek a Church that actively listens to the Spirit in its people and that worships and evangelizes in the fullness of that inspiration.

We seek a Church that addresses the spiritual hunger of all Catholics, including marginalized and former Catholics.

We seek to multiply the bread of the Eucharist so that a malnourished Catholic Community can encounter Christ with all the healing power of his sacramental presence through the preservation of parish community and a radically inclusive theology of ministry.

We seek reform of the governing structures in our Church so that they reflect the better aspects of the American experience: a democratic spirit, concern for human rights, freedom of speech and assembly, and a tradition of participation and representation.

**AND WE SEEK TO DO THIS NOW.**

We take as our norm the Gospel and the life-giving elements in our Tradition, especially the earliest history of our Church and the renaissance promised by the Second Vatican Council. We are guided, furthermore, by the wisdom gained from decades of intensive reform and renewal efforts in the post-Vatican II Church of the United States.

Jesus called all to the Reign of God without reservation. The ministry and table fellowship of Jesus found place for the marginalized and the previously uninvited, for the adversaries and the advocates, for friends and religious leaders, for the poor and the rich, for the searching and for those who do not search, for women and men.

The disciples of Christ became a New Testament community of Churches, democratic in believing the Spirit was given to all. These communities were never perfect. St. Paul tells us there was factionalism as well as harmony and confusion as well as clarity.

Nonetheless, these communities proved themselves reliable and became the embodiment of the living Christ. They selected their leaders and held them accountable. They recognized a wide diversity of charisms and ministries, validated not by one person or office, but by the community at large.

The inclusive, collegial model lasted for centuries. It led to a global Church, the conversion of the Roman Empire, and the first Ecumenical Councils. It created a spiritual and sacramental Tradition that continues to enrich our lives. A Church from below proved itself trustworthy with the Gospel and responsive to the creative Spirit.

We summon those who share our vision or question it, those who want the Church to be more than it is now, and those who yearn for the renewed and reformed Church that the Gospel, Vatican II and the Signs of our Times require. In the words of Archbishop Oscar Romero, we are conscious that we are “only the workers, not the Master Builder.” But, together we can fashion a charter of rights and an expansive ministry, a social justice agenda, and an inclusive community.

With God’s help and with the Spirit at work in all of us, we can become Christians, such that the world will marvel at our love for one another and at the service we give the human family. We do not despair of this possibility. If you do not, join us.

American Catholic Council  
January 25, 2009

#### NOTES :

- François Becker, en tant que membre de l’équipe de coordination du projet Concile 50 décidé lors de la rencontre annuelle de Strasbourg a demandé qu’il y ait une articulation entre ce projet de Concile américain et le projet mondial proposé conjointement par IMWAC et par le réseau européen.

- Mauro Castagnaro et Vittorio Bellavite ont présenté le projet Concile 50 au séminaire qu’ils ont organisé lors du 3<sup>ème</sup> Forum Mondial Théologie et Libération

## **Rapport sur le 3<sup>ème</sup> Forum Mondial Théologie et Libération de Belém**

21 au 25 janvier 2009

Vittorio Bellavite

### **Organisation du Forum**

Le Forum s'est tenu au Centre de Congrès de Belém, la ville la plus importante d'Amazonie avec Manaus, dans l'état de Para au Brésil. Le secrétariat permanent du Forum a son bureau à l'Université Catholique de Porto Alegre. Les associations les plus importantes qui soutiennent le Forum sont : EATWOT ( Association œcuménique des théologiens du 3ème monde), Amerindia ( Théologiens d'Amérique Latine), SOTER ( Société de théologie et d'études religieuses) etc. Le premier forum Théologie et Libération s'est tenu à Porto Alegre en 2005 et le second à Nairobi en 2007 où Mauro Castagnaro et moi-même, avec Hugo Castelli, Evaristo Villar, Josè Maria Vigil, J.J. Tamayo étions présents. (cf EURONEWS 28 p 52 <http://www.european-catholic-people.eu/euronews28sb.pdf> et EURONEWS 29 p et EURONEWS 30 p 40 <http://www.european-catholic-people.eu/euronews30frsb.pdf> ).

Le nombre de participants de ce Forum était d'environ 1000 personnes. La plus grande partie de ces participants venaient naturellement d'Amérique Latine, mais aussi d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Nord. Ce Forum était bien organisé à tout point de vue: organisation générale, installations, conférences, séminaires, etc.

Le Forum était œcuménique avec des Protestants. Il a aussi été l'occasion de nombreuses discussions entre beaucoup d'organisations catholiques, telles que les jésuites, les dominicains et d'autres. Nous avons pu aussi visiter le merveilleux voisinage (eau, arbres), mais aussi un dépotoir.

### **Thème du Forum**

Le thème du Forum était “ Eau , Terre, Théologie pour un autre monde possible. ». Les mots-clefs étaient : Religion, œcuménisme et dialogue interreligieux ; cultures, groupes ethniques et théologie ; Politique, Economie et Théologie ; Ecologie, Matérialité et théologie ; Genre, féminismes et théologie ; Option pour les pauvres et théologie ; Art, communication et théologie ; Nouvelles technologies et théologie.

Les conférences plénières étaient organisées autour des problèmes écologiques en relation avec la spiritualité. Chaque journée commençait par une célébration (eau, terre, corps,...). Elles étaient très intéressantes ( comme l'a été la dernière célébration). Les peuples locaux étaient très présents. Ils ont une relation forte avec la nature (Ils parlent de PACHA MAMA, la Terre mère).

Les seules remarques critiques de notre part portent sur l'attention trop grande donnée aux questions écologiques au détriment de l'attention aux questions théologiques les concernant. Vous pourrez voir le programme détaillé et les principaux intervenants sur le site web : <http://www.wftl.org/> (Leonardo Boff, Marina Silva....), mais ce site n'est pas mis à jour.

### **Notre séminaire**

Nous avons organisé un séminaire sur le 50ème anniversaire de l'ouverture de Vatican II (L'annonce est reproduite ci-dessous). Trente personnes étaient présentes. Elles venaient des pays suivants : Brésil, Italie, Suisse, Allemagne, Norvège, Espagne, Mexique, Colombie, Nous avons présenté le programme « Concile 50 » décidé à Strasbourg en Mai dernier, en tant que représentants du réseau Européen Eglises et Libertés et IMWAC (cf. EURONEWS 31 p 51 <http://www.european-catholic-people.eu/euronews31fr.pdf> ). Au cours de la discussion, les participants ont manifesté leur accord avec ce projet. Nous avons remis à tous les participants un texte présentant les organisations catholiques pro-concile (ce texte peut être adressé sur demande). En ce qui concerne IMWAC, nous avons distribué un texte contenant nos documents les plus importants sur les questions catholiques internationales.

### **Contacts, relations**

Nous avons eu une bonne relation avec les véritables promoteurs du Forum Luis Carlos Susin, Sergio Torres and Agenor Brighenti, et avec beaucoup d'autres (Josè Comblin, Leonardo Boff, Miguel Concia, Socorro Martinez ....). Juan Josè Tamayo, présent au Forum, est tout à fait d'accord avec notre projet (Hugo et Raquel peuvent lui en parler).

Traduction de l'anglais de François Becker

### **Présentation de notre séminaire :**

## **ON THE FIFTHIETH ANNIVERSARY OF VATICAN II COUNCIL'S CONVOCATION.**

On the 25th January 1959, fifty years ago, Pope John XXIII called the Vatican II Council.

With inspired intuition he thought the Christians' mission in the world should be more rooted in the Gospel, both in what Evangelisation is concerned or in the practice of peace rooted on justice.

The Sovereign Pontiff gave start to a period of sweeping reform in the Catholic Church hinged on the following points:

- A fundamental importance of the Bible as the liberating Word of the God of life;
- Recovery of Church's community dimension;
- Dialogue with different cultures and religions;
- A new brotherly relation with other Churches;
- Proposal for a Church of the poors.

Today the participants to the Third Mondial Forum of Liberation Theology, celebrate this event as the Christianity's history core and they share the expetaction of many Christians of different creeds, of other religions' people and of many people of good will so that the project of renewal, started with the Council, be raised again with strength and with a new conviction.

Belèm, Brazil, 25<sup>th</sup> January 2009

# Sécularisme et foi

Hubert Tournès

Je représente au sein du Groupe multipartis Séparation de la religion et de la politique le **Réseau européen Eglises et libertés/Church on the move/Iglesia por la libertad/Kirche im Aufbruch**: une trentaine de groupes et réseaux de 14 pays d'Europe. Je m'efforcerai, tout en parlant sous ma responsabilité personnelle, de me faire l'interprète de cette convergence spontanée de chrétiens de base majoritairement catholiques. Ces groupes militent pour une Eglise de service, non de pouvoir, qui n'exclue ni ne discrimine, donc pour un catholicisme pluriel, respectueux de la diversité culturelle et religieuse, tout ceci selon un engagement pour la justice, paix, la liberté, les droits humains, la démocratie, d'abord dans l'Eglise qui est la nôtre (*Déclaration des droits et libertés dans l'Eglise catholique*) [www.european-catholic-people.eu](http://www.european-catholic-people.eu).

**Nos liens?** Un lien d'association de longue date avec Catholics for a Free Choice, un lien étroit aussi avec le mouvement réformateur international Nous sommes Eglise (IMWAC) présent sur les divers continents et dont les convictions sont largement représentatives de l'opinion catholique. En témoignent nombre de sondages d'opinion. Avec les humanistes, nous avons une collaboration fondée sur une conviction humaniste. Au Conseil de l'Europe, nous travaillons avec les OIC (organisations internationales catholiques) au sein de la conférence des OING. Nous avons préparé ensemble un document destiné à la récente Assemblée oecuménique des Eglises d'Europe.

## Les croyants citoyens et l'institution religieuse

**Mon intervention s'intitule en anglais: «Secularism and faith »**, un thème bien vaste dont je ne ferai qu'effleurer quelques aspects. Le mot *secularism* n'a pas le même contenu pour tous mes amis de langue anglaise. Pour certains il inclut seulement l'autonomie réciproque de l'Etat

Pour d'autres il est synonyme de laïcité et englobe aussi la régulation par un Etat neutre et selon des valeurs communes, du vivre-ensemble des différences convictionnelles, chapitre que je n'aborderai pas. Je parlerai donc de *sécularisme*, terme moins englobant que *laïcité*.

**Sur fond de montée en puissance des religions dans l'Europe d'aujourd'hui, je centrerai mon propos autour de l'interaction entre sécularisme et foi: des défis croisés.**

## I. La foi face au sécularisme européen

### Des libres croyants en phase avec la sécularité

La **liberté d'avoir une religion ou de ne pas en avoir, d'en changer**, j'ai failli l'oublier tant elle va de soi pour combien de croyants vivant dans le sécularisme qui ne cantonne pas la foi dans l'intimité de la vie privée mais lui garantit la liberté de s'exprimer publiquement et collectivement dans la société.

**La liberté de conscience**, proclamée il y a bientôt un demi-siècle par le 2<sup>e</sup> concile du Vatican, y compris dans l'Eglise elle-même, est moins évidente. Mais les catholiques y prennent goût, comme le constate Jacques Gaillot, l'évêque de Partenia. La foi est comprise comme un acte libre.

Les catholiques apprennent à **s'exprimer librement**, même de façon publique dans l'Eglise, révélant ainsi la diversité des convictions de la base. Théologiens et théologiennes s'adressent au public. On en voit dans les forums altermondialistes. L'autoritarisme des gardiens de la foi de l'Eglise les a en quelque sorte contraints à se saisir de la liberté académique et de la liberté d'expression. Ils se sont constitués en réseaux associatifs. Celles et ceux qui sont l'objet de condamnations ne se laissent plus réduire au silence et portent publiquement la contradiction à leurs juges..

**La liberté d'association:** elle est reconnue dans l'Eglise catholique<sup>6</sup> où elle permet l'émergence d'une sorte de société civile dans une institution traditionnellement monolithique.

---

6 Le Canon 215 du Code de droit canonique en énonce le principe

**Pour des croyants qui adhèrent au sécularisme, l'institution religieuse n'est pas sacrée.** Le sécularisme pose à celle-ci le défi de sa propre sécularisation en tant que composante de la société civile.

**Cette manière de croire induit la revendication de fonctionnements démocratiques dans les Eglises.** En effet ces citoyens croyants se considèrent comme des citoyens aussi dans leur Eglise et en revendiquent, femmes et hommes, les responsabilités. Passons sur le slogan «l'Eglise n'est pas une démocratie». La démocratie n'est-elle pas au coeur du fonctionnement et de la relation communautaires?

## II. L'Europe sécularisée face à la foi

**A la différence des Etats-unis qui n'ont connu que la séparation des Eglises et de l'Etat, l'Europe sécularisée a encore un long chemin à parcourir pour dépasser un long passé d'alliance voire de symbiose du trône et de l'autel et de religions établies** (et n'oublions pas l'idéologie communiste établie pendant plus d'un demi-siècle).

Les institutions religieuses ont leur place, dans le respect de leur spécificité mais sans privilèges, au milieu de la société civile. Pourtant les Eglises d'Europe, invoquant la spécificité de leur nature et de leur contribution, ne se considèrent pas vraiment comme en faisant partie. Il faut dire que dans un certain nombre d'Etats, elles jouissent, en vertu de la loi, d'accords de droit public interne ou international (concordats), de droits spéciaux mais aussi de situations privilégiées et de prérogatives de puissance publique. On comprend que, en 2002, l'Eglise catholique ait demandé une présence officielle dans la sphère institutionnelle de l'UE, comme l'a rappelé un intervenant.

En ce qui concerne les ONG de convictions religieuses ou humanistes, ce serait méconnaître leur contribution que de dire que, à la différences des Eglises, elles visent comme les entreprises, des intérêts précis. Ne sont-elles pas elles aussi au service de valeurs? Connaît-on leur travail interconvictionnel, leur quête d'une éthique mondiale, d'une spiritualité pluraliste? Quid également des ONG de défense des droits humains?

**Les institutions européennes s'attachent à structurer le dialogue avec les Eglises et autres organisations de convictions.**

L'enjeu est celui d'un dialogue démocratique: un dialogue satisfaisant aux exigences d'ouverture, de transparence, d'égalité et de représentativité. On retrouve dans le Traité de Lisbonne l'article 47 de l'ex-TCE devenu 8 B mais également l'article 52 devenu 15 ter<sup>7</sup>, relatif aux Eglises et accessoirement aux autres organisations convictionnelles. Cet article qui répond à une demande des Eglises, ouvre par sa seule existence, la pratique de la Commission le confirme, la possibilité d'un traitement privilégié. A la différence de l'ex-article 47, il n'exige pas la représentativité des interlocuteurs religieux. L'objectif d'un dialogue civil démocratique appelle un contrôle parlementaire.

Le Conseil de l'Europe sélectionne les ONG, y compris de convictions religieuses, qu'il admet au statut participatif, selon des critères de respect des droits humains et de démocratie. Critères auxquels ni le Conseil de l'Europe ni l'Union européenne ne demandent aux institutions religieuses de satisfaire pour être éligibles au dialogue.

Le dialogue de l'Eglise catholique avec les institutions européennes passe aussi par des relations d'Etat à Etat fondées sur un statut unique au monde, reconnu internationalement mais aussi mis en question<sup>8</sup>.

**Le sécularisme est aujourd'hui l'objet d'attaques au nom de la défense de la foi**

**Il est confronté à des stratégies d'institutions religieuses visant à faire prévaloir leurs lois sur la loi civile.** Le Vatican déploie à cette fin une intense activité de lobby, mobilise son système de relations diplomatiques, s'allie, en Europe comme à l'ONU avec les divers conservatismes religieux. Il invite les catholiques à l'objection de conscience<sup>9</sup> contre les lois qu'il juge contraires à la morale.

<sup>7</sup> renforcé par son insertion au milieu des règles sur le fonctionnement de l'Union et non plus au chapitre de la démocratie participative.

<sup>8</sup> Campagne *See change* de CFFC

<sup>9</sup> Un projet de concordat additionnel avec la Slovaquie a été abandonné à la suite d'une action du GSRP en 2005 qui établissait un droit pour les catholiques de toutes professions à l'objection de conscience face à des lois contraires la doctrine morale catholique; 29 oct 2007, appel aux pharmaciens italiens à l'objection de conscience.

**On assiste aussi à une attaque explicite du sécularisme de la part de chefs religieux.**

Je n'évoquerai que le virage de l'Eglise catholique qui, après l'extraordinaire tentative qui a suivi le Concile de 1962-65 (Vatican II) pour réconcilier l'Eglise avec la modernité, renoue avec l' 'antimodernisme'. Il mène depuis des années le combat contre le sécularisme qui mettrait en péril la 'foi de l'Eglise' et contre ce qu'il appelle 'subjectivisme, relativisme' négateur de toute valeur. Elle va jusqu'à accuser publiquement d'apostasie une Europe qui ne veut pas faire droit à la revendication identitaire, dont la Comece rappelait encore la semaine dernière l'actualité<sup>10</sup>, d'inscrire dans les textes constitutionnels Dieu et les racines chrétiennes de l'Europe. Cela étant, une partie importante des catholiques considèrent le sécularisme comme le garant de la liberté de conscience et de la liberté religieuse.

**Ces attaques menées au nom des croyants appellent à s'interroger sur la représentativité des chefs religieux:** ils sont désignés non-démocratiquement <sup>11</sup>, exclusivement masculin. Plus grave, comment représenteraient-ils la diversité des cultures et des convictions qui s'affirme au sein de leur communauté et s'affirmerait plus fortement encore s'ils n'avaient poussé tant de gens de foi vers la sortie. On constate que la diversité des convictions est parfois plus grande au sein d'une même religion que d'une religion à une autre. Diversité que les institutions européennes ont à reconnaître.

Une conclusion en forme d'appel

**Ce forum qui a reçu un large soutien parlementaire est une tribune d'où nous pouvons appeler solennellement les institutions européennes à élargir leur dialogue en direction des organisations religieuses de base et des organisations de convictions humanistes.**

On observe les premiers signes d'élargissement. Par exemple, c'est dans le cadre de la Conférence des OING du Conseil de l'Europe que s'est tenu en octobre dernier le colloque organisé par Eglises et libertés et des ONG de culture humaniste, juive et musulmane -dont certaines sont ici présentes. Le thème en était '*La cohésion sociale dans une Europe multiculturelle, rôle et impact des courants de pensée et des religions*' et qui a permis à des organisations qui s'investissent sur le terrain de mettre en lumière ce que peuvent apporter localement les initiatives de la base. Eglises et libertés devrait être accrédité d'ici à la fin de l'année au Conseil de l'Europe. Des organisations de convictions humanistes le sont déjà. Certaines parviennent à être invitées au dialogue 'article 52' <sup>12</sup>tel que structuré dans le cadre de la Commission. Et j'en termine par un hommage au Groupe multipartis Religion et Politique où des organisations de base sont bienvenues.

Hubert Tournès

---

10 Communiqué\_ Assemblée plénière Automne 2007 : « the COMECE notes with interest that the Reform Treaty introduces a preamble to the Treaty on European Union that recognises the cultural, religious and humanistic inheritance of Europe. Nevertheless, Mgr Treanor considers that 'The debate about the Christian roots of Europe is inseparable from the reflexion on the European identity; thus, it needs to be continued. »

11 Le Dalaï-lama songe à assurer sa succession de son vivant, Le Monde 22 nov 2007. Il envisage, en raison de risques graves d'une nouvelle ingérence chinoise, de bousculer la tradition, une élection démocratique.

12 Devenu Art. 17 du traité de Lisbonne (Traité sur le fonctionnement de l'Union)

# Le commencement du commencement – ou la fin du Chant Nouveau?

## Le IIème Concile du Vatican et ses suites

Résumé autorisé de la Conférence que le Père. Wolfgang Seibel SJ, observateur du Concile et éditeur de longue date de la revue des jésuites « Stimmen der Zeit » (les Voix du Temps) à Munich, a faite le 8 novembre 2008 à la 24<sup>ème</sup> assemblée fédérale du Mouvement du Peuple de l'Eglise *Wir sind Kirche* à Würzburg.

## Vatican II : Réforme – Dialogue – le Peuple de Dieu

**Réforme.** Le Pape Jean XXIII avait convoqué le Concile parce qu'il était convaincu de la nécessité d'une réforme fondamentale de l'Eglise. Ce Concile devait engager un « renouveau de l'Eglise toute entière ». Il pensait que les voies de cette réforme ne pourraient être trouvées qu'à la suite d'une réflexion commune, d'un débat ouvert et à la condition qu'un grand nombre de prélats et de laïcs y participent en apportant leur savoir et leur expérience. Il était opposé au règlement des problèmes par des directives et des décrets venus d'en haut. L'Eglise ne doit « jamais cesser de se renouveler sous l'inspiration du Saint-Esprit (GS21). Elle a le devoir d'étudier les signes du temps et de les interpréter dans la lumière de l'Evangile (GS4).

**Dialogue :** Le dialogue fait déjà partie de la nature même du Concile qui constitue la voie normale pour une approche de la vérité et des décisions nécessaires au sein de l'Eglise. Le Concile montre combien l'Eglise en tant que telle n'a pas de réponses toutes faites (GS43). Pour la première fois dans l'Histoire de l'Enseignement doctrinal, le Concile a autorisé et légitimé la diversité des courants d'opinion dans l'Eglise.

Il ne condamne pas la modernité, si longtemps considérée comme décadente, mais y découvre beaucoup d'aspects positifs. La devise n'est donc plus résistance et refus, mais ouverture et dialogue. L'Eglise du Concile ne se veut pas docte ou exigeante, mais ouverte aux arguments divers et fondés ainsi qu'à la conciliation. Cet énoncé du Corps doctrinal suprême de l'Eglise était totalement nouveau.

La principale décision du Concile dans le dialogue avec la modernité est la déclaration sur la liberté de religion. Sur ce point, le Concile a révisé radicalement les doctrine valables jusque là. La liberté dans ce qui touche à la religion se fonde sur la dignité même de l'homme, un droit originel que l'Etat doit reconnaître. La liberté de religion est un « droit de la personne » « indépendamment de la vérité objective de la croyance religieuse de chacun et des efforts subjectifs de chacun dans la recherche de cette vérité ».

C'est sur la base du dialogue que reposent les énoncés du Concile relatifs à l'œcuménisme et aux religions non-chrétiennes. Vatican II souligne, à l'encontre des siècles antérieurs, qu'il existe du « vrai » et du « sacré » dans les autres religions.

**Le Peuple de Dieu :** est le mot-clé du nouveau visage de l'Eglise : Le IIème Concile du Vatican ne voulait plus d'une représentation de l'Eglise comme une société de Deux Classes, dominée par le cléricisme. Pour le Concile il n'y a pas de chrétiens à moindre part. Le Peuple de Dieu signifie aussi le renforcement des églises locales. Les évêques forment un collège avec le Pape dont ils ne sont plus seulement les représentants ou agents subalternes.

L'écho extraordinairement positif que le Concile a rencontré dans toute l'Eglise prouve de façon éclatante combien les évêques et la plus grande majorité des catholiques partageaient les mêmes préoccupations.. Rare fut cette entente si grande qu'il y eut alors entre les évêques et le Peuple de Dieu ainsi nommé.

### Questions ouvertes que le Concile a laissées au temps de l'Après-Concile :

La question des méthodes de contraception a fait l'objet de l'Encyclique « *Humanae vitae* » de 1968. par Paul VI. Cette Encyclique n'a pas été adoptée dans la pratique par les catholiques – un signe que les doctrines peuvent certes trancher des questions de Foi et de Morale, mais ne sont plus en mesure de s'imposer.

La question du célibat reste toujours en suspens.

La question de savoir si les autres religions peuvent être considérées comme des voies autonomes du Salut se pose aujourd'hui de façon plus urgente que jamais.

La discrimination des femmes dans l'Eglise aussi est une question de plus en plus importante, mais elle n'a même pas effleuré alors les participants du Concile – pour quelque raison que ce soit. N'ont pas non plus figuré à l'ordre du jour les questions des divorcés remariés et de la nomination des évêques.

### Déficits

Le Pape est toujours considéré comme un monarque absolu. Les mesures partiales de Vatican I sont presque toujours en vigueur et les évêques restent des agents tenus de respecter les directives du Pape. Par contre, ils jouissent d'un pouvoir renforcé dans leur diocèse où ils font figure de « petits papes ». Les décisions du Concile portent pour la plupart le sceau d'une pensée patriarcale et les laïcs restent des sujets condamnés à recevoir sans broncher les directives des dignitaires.

Le Concile n'a pris aucune mesure juridique ou institutionnelle pour régler les rapports du Pape avec les évêques ou des évêques avec les prêtres et le peuple de leur diocèse. Les sujets subordonnés respectifs doivent, eux seuls, se soumettre à des devoirs surtout d'obéissance. Pour la « couche supérieure » il n'y a que des avertissements et des appels. Les évêques doivent, est-il dit, seulement « aimer », p. ex., prendre conseil auprès des laïcs et « y prêter attention dans le Christ » (LG37). Si le Concile espérait réaliser ainsi l'idéal d'une collaboration entre les « pasteurs » et le « troupeau », il s'est leurré d'un « romantisme irréaliste » (Peter Hünermann). Il en sera toujours ainsi tant qu'aucun règlement juridique n'aura fixé l'obligation pour les évêques de solliciter des conseils. Nombreux sont les évêques qui n'en reconnaissent pas la nécessité.

### La politique du Pape et la Curie aujourd'hui

Sur ce sujet la Curie romaine a « freiné » (Wolfgang Beinert) presque tous les documents et décisions conciliaires – à l'exception de la liberté de religion -, et les a même bien souvent remplacés par des accords contraires.

Un fait rare dans l'Histoire de l'Eglise : une minorité pas même qualifiée...s'est servie d'une façon éhontée et choquante de l'ambiguïté – imposée par elle – des textes conciliaires pour ignorer la nette volonté majoritaire des délégués de l'Eglise Universelle et imposer le retour au traditionalisme » (Otto Hermann Pesch)

Moins que jamais on ne peut parler d'une autonomie des *églises locales*. Les évêques ne sont de facto que des exécuteurs du Pape et de la Curie. Les énoncés du Concile, selon lesquels les évêques sont les « représentants et envoyés du Christ » et non les « représentants des évêques de Rome » (LG27), ont été tout simplement ignorés dans le nouveau Codex Iuris Canonici de 1983. Dans leurs rapports avec Rome, les évêques sont, aujourd'hui, plus impuissants que jamais, « ils sont éliminés de toute discussion ouverte sur les questions litigieuses de l'Eglise ». Ils sont soumis à une obligation de loyauté envers tout ce qui vient de Rome ». (Otto HermNN Pesch

C'est dans ses efforts pour réduire le centralisme que le Concile a subi son plus grand fiasco.

L'attaque la plus grave contre la réforme liturgique est la ré-autorisation de l'ancien rite en 2007. C'est un clair désaveu envers le Concile. Le Pape semble être prêt à « remettre plus que jamais en question les succès du Deuxième Concile du Vatican » : 8Klaus Nientiedt, HK 8/2008,383)

Le philosophe des religions *Eugen Biser* le 26 juin 2000 : « Nous vivons...dans une phase que je...dois désigner comme la rétractation des succès remportés au Deuxième Concile du Vatican. Pièce par pièce se trouve aboli et rétracté tout ce que ce Concile nous avait apporté. Et une Eglise qui fait cela, qui pose de tels actes quasi d'auto-destruction n'a pas besoin d'ennemis, car c'est d'elle-même qu'elle court à sa propre ruine et à son manque d' »acceptance ».

Telle est l'image relativement sombre de la situation actuelle de l'Eglise. Il faut regarder la réalité en face et ne pas se bercer d'illusions. Mais il ne faut pas en rester là, car l'Eglise n'est pas seulement constituée par le Pape, la Curie romaine et les évêques. Rien n'empêche que là où l'Eglise est réellement vivante, c.à.d, à la base, dans les paroisses, on puisse suivre les voies ouvertes par Vatican II et réorienter la vie dans ses perspectives d'avenir.

Du reste, au long de toute l'Histoire de l'Eglise, c'est toujours d'en bas que sont venues toutes les nouvelles idées, initiatives, impulsions de réformes. L'Office se préoccupait surtout de freiner et de contrôler au maximum. Ce fut la première fois dans l'Histoire de l'Eglise que l'initiative d'un Renouveau, à savoir la convocation du Deuxième Concile du Vatican, est venue d'en haut, du Pape lui-même. Mais le succès qu'a

connu le Concile n'a été possible que grâce aux réflexions et au travail à la base, pour ne citer que le renouveau de la liturgie, les mouvements bibliques, œcuméniques, des jeunes, etc.

La pire réaction devant le cours actuel de la tête de l'Eglise serait de tomber dans la résignation, de laisser le champ libre aux opposants du renouveau conciliaire. L'heure, au contraire, est à l'espérance, à l'action et à la volonté de tout mettre en œuvre pour redonner vie aux initiatives du Concile et à l'Eglise de tous.

**Fait :** A Rome, la fin du Nouveau Chant ? A la base, un Nouveau Commencement est toujours possible. Personne n'est obligé d'approuver ou même d'adopter les décisions de la tête de l'Eglise contre sa propre conviction. C'est là que s'ouvrent les voies d'un développement et d'un renouveau de l'Eglise dans le sens du Deuxième Concile du Vatican si on a le courage d'agir résolument. C'est là que vit l'Eglise et que se forme l'avenir.

Père. Wolfgang Seibel SJ

*traduit de l'allemand par Jacqueline Hegenbarth*

# Nouvelles des pays

## Allemagne

### INITIATIVE DROITS DES CHRETIENS ET CHRETIENNES DANS L'EGLISE

C70 Gerd Wild, Wacholderweg 4, D-65760 Eschborn

Rapport annuel 2008

En 2008, notre petit groupe a surtout œuvré sur place. A eu un impact médiatique ma participation à une émission télévisée sur les mesures disciplinaires prises par le nouvel évêque de Limburg à l'encontre du doyen catholique de Wetzlar. Il avait béni au cours d'une cérémonie religieuse l'union de deux hommes homosexuels ratifiée par le maire. (Ces deux hommes vivent en couple depuis vingt ans et sont des notables de la ville). La critique envers l'Evêque, jointe à celle du groupe diocésain de Wir-Sind-Kirche, a couvert une page entière d'un quotidien local à grand tirage.

Début décembre, nous avons publié la circulaire annuelle « Info des Droits des Chrétiens et Chrétiennes ». Ses 80 pages ont rapporté les informations critiques venues des rangs de l'Eglise et la couverture a fait paraître une photo de la manifestation pour l'ordination des femmes au Synode épiscopal de Rome. Cette Info est envoyée à environ 350 abonnés grâce aux dons desquels (plus de 1.000,-€) le travail peut continuer. Les exemplaires restants du tirage à 500 sont distribués toute l'année à diverses occasions.

Notre présidente Dorothea Nassabi consacre bénévolement beaucoup de son temps à un Service de consultation pour femmes enceintes « sous responsabilité d'hommes et de femmes catholiques ». Les conseillères professionnelles employées dans ce Service aident de nombreuses femmes en situation de détresse. Notre membre Gregor Böckermann est soutenu par notre Initiative dans ses activités avec le groupe « Religieux (d'ordres monastiques) pour la Paix » contre le turbocapitalisme (capitalisme outrancier) et, à la suite de la crise financière., atteint un public médiatique croissant.

Gerd Wild, secrétaire 15.02.09



**Nous sommes  
Eglise**

*Printemps 2009*

## *KirchenVolksBewegung*

*Mouvement du Peuple de l'Eglise – Allemagne*

*Coordination nationale:*

*"Wir sind Kirche" c/o Christian Weisner Postfach 65 01 15, D-81215- MÜNCHEN*

*Tel.: ++49(0)8131-260 250 Fax: ++49 (08131) 260 249*

*[Info@wir-sind-kirche.de](mailto:Info@wir-sind-kirche.de) [www.wir-sind-kirche.de](http://www.wir-sind-kirche.de)*

*Coordinateur international: Thomas Arens [arens@we-are-church.org](mailto:arens@we-are-church.org)*

*Activités actuelles du Mouvement allemand du Peuple de l'Eglise depuis l'automne 2008:*

### **24<sup>ème</sup> Assemblée fédérale sur « Le Concile Vatican II et les suites »**

50 ans après l'élection du « Pape conciliaire » Jean XXIII (28 octobre 1958) et l'annonce du Concile Vatican II (25 janvier 1959), l'Assemblée nationale du 7 au 9 novembre à Würzburg aura pour sujet les débuts et le renouveau de ce concile réformateur et la question de ce qu'il en est advenu Le principal conférencier de cette assemblée nationale est **P. DR. Wolfgang Seibel SJ**, observateur conciliaire et co-éditeur de longue date de la revue jésuite « Les Voix de notre Temps » (Stimmen der Zeit).

Facit : La pire réaction devant le cours actuel de la tête de l'Eglise serait de tomber dans la résignation, de laisser le champ libre aux opposants du renouveau conciliaire. L'heure, au contraire, est à l'espérance, à l'action et à la volonté de tout mettre en œuvre pour redonner vie aux initiatives du Concile et à l'Eglise de tous.

Du reste, au long de toute l'Histoire de l'Eglise, c'est toujours d'en bas que sont venues toutes les nouvelles idées, initiatives, impulsions de réformes. Rien n'empêche que là où l'Eglise est réellement vivante, c.à.d, à la base, dans les paroisses, on puisse suivre les voies ouvertes par Vatican II et réorienter la vie dans ses

perspectives d'avenir, dit Seibel.

La **conférence de Wolfgang Seibel SJ** a été publiée sous forme de **brochure**. Des **versions abrégées certifiées** sont disponibles en **anglais, français, italien, espagnol** et allemand (Voir également <http://www.we-are-church.org/int/>) (cf. page 65)

## Pétition « C'est la reconnaissance absolue des décisions arrêtées au Concile de Vatican II »

**Pétition Vaticanum** La pétition est la réaction directe à l'annonce de l'abolition contestée de l'excommunication des évêques de la confrérie traditionaliste Pie X prononcée le 21 Janvier annoncée le 24 Janvier 2009 (précisément le jour précédent au 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'annonce du Concile Vatican II!). La pétition a été initiée par des **théologiens et théologiennes catholiques d'expression allemande**. Cette pétition est considérée d'une telle importance par le mouvement du Peuple de l'Eglise d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse au sein de l'évêché de Bale, qu'ils en ont pris en main l'organisation et la diffusion.



*Remise du statut intérim de la „Pétition Concile Vatican II“ au secrétaire de la Conférence des Evêques Allemands, le Père Hans Langendörfer SJ (à droite) le 3. Mars 2009 à Hamburg. Cette pétition signée jusqu'à cette date par 36.300 personnes a été remise par (de gauche à droite.): Dr. Lioba Zodrow, spécialiste en liturgie ; Prof. em. Dr. Stefan Knobloch OFMCap, théologien pastoral en retraite ainsi que Christian Weisner et Sigrid Grabmeier, Nous sommes Eglise Allemagne.*

La **remarquable lettre du Pape aux évêques du 10 Mars 2009** a été approuvée par *Nous sommes Eglise* (Allemagne, Autriche et le mouvement international Nous sommes Eglise) par une communication de presse: [www.wir-sind-kirche.de/index.php?id=128&id\\_entry=1940](http://www.wir-sind-kirche.de/index.php?id=128&id_entry=1940). Du fait que dans la pétition il ne s'agit pas seulement de la Confrérie Pie X, mais aussi du cours général de l'église concernant la ligne du Concile, la pétition sera continuée jusqu'au 9 Avril 2009 (Vendredi Saint).

## 25<sup>ème</sup> assemblée fédérale publique « spiritualité » 27 au 29 mars 2009 à Magdebourg

„Spiritualité – (pas) un luxe superflu pour les membres actifs de la politique ecclésiastique“ est le thème principal du 25e Rassemblement Fédéral dans la ville de la mystique Mechthild de Magdebourg. A l'occasion de la Journée Mondiale de Prière pour l'ordination des femmes, un office sera de nouveau célèbre devant la Cathédrale de Magdebourg.

## D'autres activités du mouvement allemand depuis l'automne 2008 (sélection)

11. Déclaration „Sexualité en tant que puissance de don a la vie“
12. préparation du **Congrès de l'Église protestante** à Brême en 2009 et du **2<sup>ème</sup> Congrès oecuménique des Églises** à Munich en 2010
13. de nombreuses autres activités des **groupes diocésains et des groupes de travail**

## Prises de positions importantes du mouvement allemand

14. A l'occasion du 70e Anniversaire des théologiens de la libération Dr. Leonardo Boff (14.12.2008) et Jon Sobrino SJ (27.12.2008)
15. pour le 20e Congrès du SIDA (1er Décembre 2008)
16. a l'occasion du 75e Anniversaire du Prof. Gotthold Hasenhüttl (2 Décembre 2008)
17. 20 ans de la „Déclaration de Cologne contre la dépossession – pour un catholicisme franc et ouvert“ (6. Janvier 1989)
18. pour le début de la „Semaine de prière pour l'unité des chrétiens“ du 18. au 25. Janvier 2009

## Services offerts en permanence par le mouvement allemand du Peuple de l'Eglise

19. **Six centres de consultation pour femmes enceintes en situation de conflit**, animés par « Dignité de la Femme » (Frauenwürde) → [www.frauenwuerde.de](http://www.frauenwuerde.de)
20. **Téléphone Cyprès** pour les enfants et les adolescents victimes de l'abus sexuel commis par des ecclésiastiques

## Participation du mouvement aux activités internationales

21. Collaboration au **groupe du mouvement international Nous sommes Eglise** (IMWAC)

22. Participation a la manifestation de l'église et a la remise du prix Haag le 8. Mars 2009 a Lucerne

### **Aperçu des sujets et activités pour 2009**

Le 3 Mai 2009 Appel a la prédication du Peuple de l'église à la „journée mondiale des professions spirituelles“

01 au 06 juin 2009 1ère étape du pèlerinage œcuménique en vélo de Berlin à Munich

06 au 09 août 2009 „Journées de rencontre spirituelles “ du au château de Rothenfels

23 au 25 oct 2009 26<sup>ème</sup> assemblée fédérale publique : « l'Œcuménisme » à Munich

*texte établi par: Christian Weisner / traduit de l'allemand par Francis Pilet*

## **Autriche**

Rapport annuel pour l'année 2008.

**Date : 2009-01-06**

**Auteur : Matthias Jakubec.**

### **Actions et événements concernant « Nous sommes Eglise ».**

- Du 24 au 26 octobre 2008 s'est tenue à Vienne une, réunion autour du thème « Pour que l'Eglise vive – Passer du silence à l'action. ». En souvenir du « Dialogue pour l'Autriche », que les évêques ont réalisé il y a dix ans pour répondre à la Requête du Peuple de l'Eglise. Avec des conférences du Professeur Walter KIRCHSCHLÄGER, de Regina POLLACK et du Professeur Hans-Joachim SANDER. Helmut KRÄTZL, évêque auxiliaire de Vienne a également prononcé une allocution.
- Nous avons publié une traduction allemande du document « Eglise et Ministère » dont les auteurs sont des Dominicains néerlandais. Ce texte encourage les communautés paroissiales à célébrer en cas de nécessité l'Eucharistie, même sans la présence d'un prêtre
- Lors d'une visite rendue en mars à Edmond FARHAT, Nonce apostolique, le Comité d'Administration de la Plate-forme a remis à celui-ci, comme il le demandait, un document exposant les positions de « Nous sommes Eglise » en matière de Théologie. Le nonce nous a promis de transmettre au Pape les causes chères au Peuple de l'Eglise. Malheureusement Edmond FARHAT ayant atteint son 75<sup>ème</sup> anniversaire a, selon l'usage, présenté vers la fin de l'année sa demande de mise à la retraite. Il a été en Autriche l'un des rares dignitaires de l'Eglise dont « Nous sommes Eglise » a eu l'impression qu'il s'intéressait profondément à un dialogue. C'est l'archevêque Peter Stephan ZUBBRIGGEN qui a été nommé pour lui succéder.
- Le 12 avril 2008 s'est tenue à Salzbourg l'Assemblée plénière de « Nous sommes Eglise » Autriche. Hans Peter HURKA a été réélu comme Président et Martha HEIZER comme Vice-Présidente.
- Les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 2008 nous avons participé à la rencontre du Mouvement international « Nous sommes Eglise » (International Movement « We are Church », IMWAC) à Strasbourg (France). \*
- Du 1<sup>er</sup> au 4 mai 2008 nous avons participé à la session annuelle du Réseau européen « Eglise et Liberté » à Strasbourg (France).
- Ingrid THURNER est décédée le 13 mars 2008 au terme d'une grave maladie. Elle avait participé au lancement de la Requête du Peuple de l'Eglise et avait été Présidente du Comité d'Administration de « Nous sommes Eglise » entre 2002 et 2004.
- 5 numéros de notre journal « Nous sommes Eglise » sont parus. En collaboration avec le Fond Julius Morel pour le Renouveau de l'Eglise un article de théologie paraît dans chaque édition du journal.
- Divers communiqués à la presse ont été diffusés.

### **Des événements qui ont marqué l'Eglise d'Autriche.**

\* L'un des plus grands problèmes de l'Eglise catholique est également en Autriche la pénurie de prêtres et cette difficulté augmente d'année en année. Des communautés paroissiales sont, en nombre croissant, privées de curé. La réaction des évêques reste totalement inadaptée.

\* Des représentants de l' « Initiative 'Curés en charge de Paroisses' » qui a été fondée en 2006 ont été reçus à Rome par la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, à laquelle ils ont pu exposer **les causes** qui leur tiennent à cœur. Cette « Initiative » recherche des solutions au problème de la pénurie de prêtres et propose également dans ce contexte des modifications du Droit Canon.

\* C'est dans une perspective semblable à celui de l'« Initiative 'Curés en Charge de Paroisses' », et pour la recherche de solutions au problème de la pénurie de prêtres, que vient également d'être créé une « Initiative de Laïcs », à laquelle se sont ralliés des laïcs, femmes et hommes, qui sont des catholiques en renom et en position responsable en Autriche.

\* Ludwig SCHWARZ, évêque de Linz, a fait de nombreux mécontents en retirant aux théologiens laïcs qui exercent comme titulaires dans son diocèse le droit de baptiser et de prêcher. Son prédécesseur Maximilian AICHERN avait accordé ces prérogatives à de nombreux laïcs en s'appuyant sur les nécessités créées par la pénurie de prêtres et il avait de la sorte exploité jusqu'à leur limites les possibilités accordées par le Droit Canon.

### **Perspectives envisagées pour 2009 : actions et événements projetés par « Nous sommes Eglise ».**

\* Notre point fort sera : Droits humains et démocratie dans l'Eglise.

(traduit de l'allemand par Jean Courtois, Lyon).-

## **Espagne**

### **CONVOCATORIA A JORNADA INTERNACIONAL CONTRA LAS EJECUCIONES EXTRAJUDICIALES Y POR ACUERDOS HUMANITARIOS EN COLOMBIA ACTO POLÍTICO-CULTURAL**

**6 de marzo de 2009**

**Plaza Provincia, frente al Ministerio de Asuntos Exteriores, Madrid 19:00h**

Bajo los dos gobiernos del presidente Álvaro Uribe, amparados en sus uniformes y armas de dotación, miembros de las Fuerza Pública han asesinado cientos de civiles Para presentarlos como individuos abatidos en combate con el fin de mostrar éxitos militares y recibir beneficios. Esas ejecuciones, que son precedidas por desapariciones forzadas, tienen carácter sistemático y deben ser tipificadas como crímenes de lesa humanidad. Resulta de extrema gravedad que quienes deben defender la vida de los ciudadanos y velar por su seguridad, sean quienes se encargan de violar los derechos humanos en forma generalizada, y que esas prácticas criminales sean auspiciadas por la política de Seguridad Democrática.

Los llamados "falsos positivos" no pueden ser considerados como delitos de individuos desviados, casos aislados o como meros síntomas de corrupción dentro de las fuerzas militares. Estos hechos se han presentado en múltiples departamentos del país, en forma permanente y con la participación de oficiales, suboficiales y soldados rasos del Ejército Nacional. La directiva No. 029 de noviembre 17 de 2005 del

Ministerio de Defensa de Colombia ofrece estímulos a cada soldado que demuestre haber abatido a miembros de grupos armados al margen de la ley.

Legalizar las ejecuciones perpetradas por miembros de la Fuerza Pública es una vieja modalidad criminal en Colombia. En septiembre de 2008, los "falsos positivos" se dieron a conocer al país cuando 19 jóvenes del municipio de Soacha que habían sido desaparecidos, fueron encontrados en fosas comunes en el municipio de Ocaña, Norte de Santander. En años recientes, la plataforma de derechos humanos Coordinación Colombia-Europa-Estados Unidos denunció más de 1.400 de estos casos. Por su parte, la Fiscalía General de la Nación ha comenzado investigaciones relacionadas con ejecuciones extrajudiciales que involucran a 763 agentes de la Fuerza Pública y que reconocen la existencia de por lo menos 1.137 víctimas.

Aunque el presidente Uribe, una vez se enteró de la gravedad de los hechos, ordenó la destitución de 27 militares, entre ellos tres generales, esta medida no ha sido suficiente. El ministro de Defensa, Juan Manuel Santos, ha declarado que estos crímenes son cosa del pasado. Sin embargo, los medios de comunicación siguen registrando a diario denuncias que demuestran la persistencia de estas ejecuciones.

Por todo lo anterior: Diferentes organizaciones y plataformas de solidaridad por Colombia en Madrid España los estamos invitando a esta jornada por las víctimas de los falsos positivos y para exigir celeridad en las investigaciones, sanciones ejemplares a los responsables de estas acciones y para que se deroguen las directivas ministeriales que convierten a los soldados del ejército nacional en sicarios a sueldo, dispuestos a asesinar inocentes para presentarlos como guerrilleros dados de baja y así reclamar dinero, días de descanso, y toda suerte de prebendas y beneficios. Los casos de falsos positivos siguen en aumento y las autoridades no tienen voluntad para llevar a cabo las debidas investigaciones.

**QUEREMOS ESTE 6 DE MARZO LANZAR UN GRITO DE NUNCA MÁS FALSOS POSITIVOS, NUNCA MÁS EJECUCIONES EXTRAJUDICIALES, NUNCA MÁS DESAPARECIDOS, NUNCA MÁS FOSAS COMUNES, NUNCA MÁS MUERTE VIOLENTA, NUNCA MÁS IMPUNIDAD.**

**CONVOCAN:**

Asamblea Internacional por la paz de Colombia (Asipazcol Madrid).  
Asociación de Solidaridad con Colombia "Asoc-katío"  
Asociación Pro Derechos Humanos de España.  
Asociación solidaridad y derechos humanos-Colombia.  
Asociación Argentina pro dd hh-Madrid  
Asociación de estudiantes la caverna(facultad de filosofía complutense)  
Colectivo sur cacarica  
Colrefe.  
Cimproindh  
Comadehco (comité por la defensa de los derechos humanos en Colombia)  
Comisión Española Ayuda al Refugiado(CEAR)  
Comités de solidaridad Monseñor Oscar Romero Madrid  
Coordinadora estatal de solidaridad con Cuba- Madrid.  
Cristianas y cristianos de base de Madrid.  
Ecologistas en acción  
Grupo guadauca  
Iniciativas de Cooperación Internacional para el Desarrollo.  
Iniciativa Solidaria Internacionalista  
Izquierda anticapitalista  
Izquierda Unida - Comunidad de Madrid.  
Movimiento de víctimas de Crímenes de estado. MOVICE  
OSPAAL  
Partido Comunista de Madrid  
Partido Comunista de los pueblos de España  
Plataforma de solidaridad con Colombia  
Plataforma Justicia por Colombia.  
Quien debe a Quien.

XXI Solidario

Concentración

De: **ASOC-KATIO** (asoc\_katio@yahoo.es)  
Enviado: miércoles, 04 de marzo de 2009 17:07:48  
Para: Hugo Castelli (hccastelli@hotmail.com)

Estimado amigo Hugo:

Hoy recibo la convocatoria final para la concentración del próximo día 6 y encuentro que, a pesar de haberlo comentado por mi parte a la persona encargada de recopilar todas las adhesiones, encuentro que no se ha incluido como convocante a la RE.

Deseo pedirte disculpas (aunque yo lo comuniqué en el momento que recibí tu aceptación).

Lo lamento que haya sido así, pero ya no hay forma de solucionarlo.

En la lectura del documento que se hará al final de la concentración solicitaré que se incluya el nombre de la Red en las entidades convocantes.

Un fuerte abrazo,

Miguel Ange

## France

### 1) NSAE-France : quelques nouvelles pour Euronews 2009

Comme en témoigne le thème de l'Assemblée Générale de février 2009, NSAE continue à creuser le sillon *foi et politique* : « **Promouvoir la justice** : Quelles pratiques de foi, pour quels engagements dans le champ politique ? ». Pour nous aider à avancer nous avons demandé (et reçu !) l'aide de deux intervenants de marque : **Jacques Généreux**, économiste et professeur à Sciences Po et **Jacques Noyer**, évêque émérite d'Amiens.

Tout au long de l'année les commissions ont continué leur travail de réflexion dont voici quelques flashs:

\* Commission « **Evangile/Précarité/Exclusion** »

Un plan de travail a été élaboré pour la réalisation de nouvelles *paraboles* qui plongent dans le monde d'aujourd'hui. Pourquoi ? « Pour dire notre foi aux gens de notre temps, avec des événements de notre temps et des mots de notre temps. De même nous continuons à nous interroger sur ce que signifie pour nous aujourd'hui *célébrer*. Pour nous, l'eucharistie est le regroupement de gens qui partagent un besoin de confiance collective, en communion d'espérance, dans le but de renverser des menaces de mort (sociales ou écologiques) en regain de vie pour eux et pour la planète. Cette dynamique du passage de la mort à la résurrection, en tous ses aspects individuels et collectifs, est au cœur de ce 'faire mémoire' de la Passion/Résurrection que nous appelons *eucharistie*. »

\* Commission « **International** »

« Travail sur la COMECE (Conférence des Evêques d'Europe) qui a été publié dans le HS de Parvis « Laïcité 2008 ».

Travail de veille à partir de la publication Euronews pour sélectionner les textes intéressants pour NSAE et les mettre sur notre site.

Une analyse sur « Benoît 16 et les juifs » envoyée sous forme de lettre le 18 avril 2008 à chaque évêque de France.

Signature, avec une soixantaine d'organisations de 18 pays différents, de la lettre ouverte au pape à l'occasion du 40<sup>ème</sup> anniversaire de l'encyclique 'Humanae vitae'. Cette lettre a reçu un bon écho dans la presse française qui nous a souvent cités à ce sujet.

\* Commission « **Communication** »

« Depuis son lancement le site internet de NSAE ([www.nsaefr.fr](http://www.nsaefr.fr)) s'est considérablement enrichi (plus de 500 articles aujourd'hui). Il est régulièrement renouvelé grâce aux apports de nos membres. »

- Un numéro Hors Série. de la revue « Réseaux des Parvis » sur « Capitalisme et Libéralisme » est en préparation sous notre responsabilité.

- Les déclarations publiées par plusieurs de nos collectifs et le national lui-même à propos des relations du Vatican avec les évêques de la fraternité Saint Pie X ont reçu un bon écho dans la presse régionale ou nationale.

- Plusieurs collectifs et associations membres de NSAE participent aux « **cercles de silence** » qui se sont multipliés en France et hors de nos frontières. Ils se caractérisent « *par un même souci* de rester collé à la réalité des Centres de Rétention Administrative où la dignité humaine est mise en danger ; *par un même objectif* : aider nos concitoyens à prendre conscience de la réalité de l'enfermement ; *par une même certitude* qu'il existe des solutions alternatives à l'enfermement d'étrangers en situation irrégulière. » (Les frères franciscains de Toulouse, septembre 2008).  
[http://web.mac.com/michel.durand/les\\_cercles\\_de\\_Silence/accueil.html](http://web.mac.com/michel.durand/les_cercles_de_Silence/accueil.html).

Pour NSAE  
Micheline Convert

## 2. Observatoire Chrétien de la Laïcité (OCL)

### Fédération des réseaux du Parvis Observatoire Chrétien de la Laïcité

Des contacts sont en train de s'ébaucher dans plusieurs pays d'Europe (France, Pologne, Espagne...) entre laïques de diverses convictions religieuses et philosophiques pour organiser des activités communes au niveau européen pour la défense et la promotion de la laïcité. Il s'agit d'une part de la création d'un Observatoire International de la laïcité contre les dérives communautaires et d'autre part de l'élaboration d'un manifeste Européen de la Laïcité.

Le souci des promoteurs de ces initiatives est de faire respecter partout en Europe la liberté de conscience et la liberté d'expression de toutes les convictions dans la société, de refuser les dérives du communautarisme, de promouvoir la laïcité comme séparation- et pas seulement autonomie relative- des Eglises et Institutions religieuses en général et de l'Etat ou du Pouvoir politique

L'OCL est partie prenante de ces initiatives. Il est trop tôt pour en dire davantage car on en est au stade de l'élaboration. (10 février 2009)

Jean Riedinger, secrétaire de l'OCL.

## Portugal

### WE ARE CHURCH - PORTUGAL

In Portugal the most active Church reform group is 'We are Church'. There are other 'progressive' groups like Pax Christi, or the Grail, but their main aim is not reform of the Church institution. Maria João Sande Lemos and Ana Vicente took part in the very first meeting held in Rome in December 1996 which brought together people from various countries of the world in the aftermath of the Petition of the People of God that originated in Austria in 1995. They launched the group in Portugal in January 1997 and the media attention was enormous, so 'We are Church' very quickly became known to a wider public.

In Portugal, though most people are Catholic, there has been a pronounced drop in formal practice and sociological research has found that a majority of practising Catholics favour the same changes that 'We are Church' propose. However, there is also a lot of indifference and though many may say they want change they are not prepared to actively get involved in that change.

Over the last 12 years the small group of people centered in Lisbon who are active in 'We are Church' have organized dozens of lectures, seminars or conferences, often inviting well known international progressive theologians, such as Jacques Gaillot, Lavinia Byrne or Juan José Tamayo, to mention just a few. Portuguese of various fields have also been invited. These meetings are public and generally pull in considerable audiences and get good media coverage. A book containing the texts of these lectures and seminars has been published though sales have been slow.

The group has also taken care to meet with various bishops to explain the aims of 'We are Church'. Their reaction is generally mixed - even admitting to some need for change - but publicly they are nearly all very cautious. The group also on occasion write letters to the Chair of the Episcopal Conference on matters such as Church Synods etc. but rarely get an acknowledgement and much less a proper answer.

The 'We are Church' Group has also set up an e-mail network, now made up of over 450

people or organizations, to which Mariana Mendes Pereira, who is responsible for this network, regularly distributes international and Portuguese items of news in some way related to 'We are Church' aims.

Over the years the 'We are Church Group' has taken part in nearly every single international meeting held in various countries and is a member of 'Church on the Move'. They have also hosted a EN -'Church on the Move' meeting in Lisbon. One of the group's members, Pedro Freitas, has become international secretary of communication for IMWAC. He is also the national webmaster, keeping the Portuguese group's web page at <http://www.we-are-church.org/pt/>

Frequently the media ask the 'We are Church' group to comment on national and international institutional Church events or pronouncements which has meant that, though the group is small in numbers, the impact on public opinion is large. Twelve years on, the group feels that the work it is doing and has done is worthwhile

During this last year WAC Portugal had several initiatives:

- Various members wrote articles about the Reform in the Church in the main portuguese newspapers
- We wrote to the Portuguese Bishops a letter with our comments and suggestions for the Bishop's Sinod in Rome from 5-26 October 2008
- We are organizing with other catholic organizations a cicle of conferences to comemorate the 50 years of Vatican II
- On the 4th May we are having a conference by two well known Spanish philosophers who wrote a very successfull book - "Hablemos de Dios" - "Let us speak about God"
- We have been asked by various influential portuguese media to comment on the various "Roman happenings" !!

## **International**

### **The International Federation for a Renewed Catholic Ministry.**

(formerly North Atlantic Federation for a Renewed Catholic Priesthood)

#### **1) A Congress in Vienna 6-9 November 2008**

The way consciousness evolves and develops is most fascinating. It does so, often subtly, in a manner that we are hardly aware of until the process is complete. So it was at the 2008 Congress in Vienna. This was the tenth Congress of the International Federation of organizations seeking reform and renewal in priesthood and ministry. During that time, the Federation has had three names and has celebrated Eucharist in very different ways. A look at these titles and celebrations reveals astonishing changes in consciousness.

#### **A Brief Historical Note**

There have been eight Congresses, on three continents, of the original International Federation of Married Catholic Priests: 2 outside Rome, in Ariccia (1985; 1987); 2 in Madrid (1993, 2002); and one each in the Netherlands (Dorn, 1990), Brazil (Brasilia, 1996), the United States (Atlanta, 1999); and Germany (Wiesbaden, 2005). The North Atlantic Federation for a Renewed Catholic Priesthood assembled in Congress once in Germany (Wiesbaden, 2004) and once in Austria (Vienna, 2008). In Austria, a decision was made to change our name and constitution and to meet as a new Federation (but always in line with what we were from the beginning) in London, in 2011, on the eve of the 50 anniversary of Vatican II. This will be the first Congress to take place in the United Kingdom. Thus,

there have been eight Congresses as an International Federation and two as a North Atlantic Federation.

### **Names Matter**

We noted that titles and celebrations tell us something of how our consciousness has developed. Let us look at titles for a moment. From 1985 until 2004, we assembled as the International Federation of Married Catholic Priests. We were “international” (from the Philippines, North America, South America and Europe). We were a “federation”, not of individuals but of national and regional organizations (some 30 groups). We gathered delegates from both sides of what was then the Iron Curtain, from north and south of the Equator and from conservative, liberal, Catholic, Protestant and secular cultures. We communicated in three official languages (English, French, Spanish). We found remarkable solidarity among ourselves and an unexpected willingness of the world at large and the Church more specifically to hear our message and endorse our agenda.

That agenda was in our title. We were “married Catholic priests”. We put together what people once considered an oxymoron and we made it work as a reality. We were “priests” who remained so, Catholic, and now, married. We called for a recognition of all this and a reform of priesthood in the Latin rite, for the sake of God’s People and their pastoral needs. We argued for this change, furthermore, on behalf of the human and evangelical rights of priests and, indeed, to stress the dignity of marriage and family life. The mandatory exclusion of marriage for all church leaders, consciously or not, makes a dreadful statement about the value of women and family life.

Even as Paul VI and John Paul II resisted this reform, we were warmly received by cardinals (Koenig and Schönborn in Vienna; Basil Hume in London; by the vice president of the Italian Bishops Conference and, indeed, by the Archbishop of Canterbury’s ecumenical officers in London). We reached literally millions through interviews, newspapers, and television. The consciousness of the world-wide Catholic community shifted so dramatically in our favor that mandatory celibacy is a minority preference now throughout the Church. More important, we began substantial service to God’s People and we issued canonical and theological papers to explain this ministry.

As we entered a new millennium, we saw value in bringing this new consciousness into concrete change by focusing on continents rather than the whole world. Four regions were united as autonomous federations (Europe, Latin America, North Atlantic, Philippines) into a Confederation.

The name chosen by our region was the “North Atlantic Federation for a Renewed Catholic Priesthood”. The title expanded our inclusivity beyond “married” and beyond those already ordained. It welcomed all, from every sector of Church life who wanted a renewed Catholic priesthood. It did not exclude women or the call for their ordination; it blurred distinctions between clerical and lay life. Ironically, by limiting the region in which we now worked (North Atlantic rather than global), we expanded the horizons of inclusivity. The wisdom of allowing regions and their cultures to attend to their immediate pastoral needs was now clear. Some cultures preferred to go more slowly in the areas of women’s ordination and homosexual rights than the North Atlantic region did.

In any case, the North Atlantic Federation had a constitutional convention in Wiesbaden, Germany in 2003 and its first Congress, as noted, in 2004 in the same location. Indeed the North Atlantic Federation was affiliated with the European Network in 2008 in Strasbourg, France, the home of the European Parliament and the Council of Europe. The North Atlantic Federation published Ministerium Novum regularly and planned the 2008 Congress.

At the 2008 Congress, a new Constitution was adopted and a new name: **The International Federation for a Renewed Catholic Ministry**. The stress now is on the categories that link Christians together, baptism and ministry. It is in these larger categories that the ordained ministerial priesthood has its roots. Indeed, no priest functions legitimately or pastorally without reference to baptism and ministry. The inclusivity is now so wide that it finds room for an Anglican bishop who

attended our Congress and for women ordained by Roman Catholic bishops. All who seek the renewal of Catholic ministry find equal standing in the new Federation.

We have taken 23 years of history and reform commitments in a new direction.

## **Celebration**

It is instructive to note how our liturgical celebrations have changed. In 1985, the Congress opened with Liturgy celebrated by a canonical, celibate priest, not formally part of the Federation but presiding to create legitimacy in some quarters. In 2008, a woman ordained bishop by a Roman Catholic bishop, presided. In the life of the Church, 23 years is a short span of time. In that relatively slight interim, canonical priests, married priests, a woman bishop and an Anglican bishop, baptized Christians in lay ministries and those not formally in ministry, homosexual Catholics and former women religious, all were united in the breaking of the bread and in the communion of Christ's presence. Such a gathering was beyond our ability to imagine in 1985 and, even if it were, it would have been beyond our ability to find such a gathering comfortable.

## **Speakers**

There were three major addresses and three reports from the field of pastoral initiatives. Two of the three major addresses were delivered by canonical priests and were a summons to reform and renewal.

**Andre Lascaris** is one of the four Dominican priest authors of the recent document, "The Church and the Ministry" (2007) which electrified the Catholic world. It calls communities without priests to select a pastoral leader and to ask the bishop to confirm or ordain the candidate. If the bishop should refuse, "on the basis of arguments not involving the essence of the Eucharist, such as obligatory celibacy, parishes...are able to celebrate a real and genuine Eucharist when they are together in prayer and share bread and wine." The document urges "parishes to act in this way with a great amount of self-confidence and courage". As this practice becomes widespread it will compel bishops to "live up to their commitment to serve" and to allow communities the Christian life and leadership to which they are entitled.

Andre Lascaris received his doctoral degree in theology from Oxford University, was active in peace negotiations in Northern Ireland and taught in South Africa. He is an author and works at the "Dominican Study Center for Theology and Society" in Nijmegen, Netherlands.

**Helmut Schüller** is a diocesan priest of Vienna, Austria, served as Vicar General under Cardinal Christoph Schönborn and chaired the diocesan office for victims of sexual abuse. In 2006, he launched the "Parish-Initiative", protesting the merging of parishes and asking instead for recognition of the vocation of the baptized and the right of priests to marry. Three hundred canonical priests have signed on to this initiative. At present, Schüller is parish priest at St. Stephen in Probstdorf, Austria.

Helmut Schüller made it clear that married deacons and formerly canonical married priests should be allowed to function fully in parishes where they are needed and wanted. This would be a first step toward a much more inclusive priesthood and ministry. Helmut Schuller urged canonical priests in the United States to form national "Parish-Initiatives" of their own.

Austria has been, perhaps, the foremost country in Church reform. Cardinal Koenig of Vienna was one of the major architects of Vatican II and a strong advocate for ending mandatory celibacy. The "We Are Church" movement began in Austria and collected one-half million signatures for Church reform from a Catholic population of six million. By comparison, the United States, with a Catholic population more than ten times that of Austria, could not gather more than 30,000 signatures. In Austria also, the ordination of Roman Catholic women priests by a canonical Catholic bishop, got its start.

The third major address was given by **Leonard Swidler** of Temple University, Philadelphia. A prolific author, editor of the Journal of Ecumenical Studies and founder of the Association for the Rights of Catholics in the Church, Dr. Swidler described in detail what a democratic Catholic Church

would look like, how it would function and why democracy is in accord with Church Tradition. He made clear the necessity of constitutional and legal structures to mark the progress toward democracy and to assure its continuance.

Three reports from the field of pastoral initiatives followed. John Raymaker outlined ways to move toward Vatican III; Michaelita and Thomas Quinn explained the pluriformity of ministries in the Federation of Christian Ministries; William Manseau, president of Corpus, and Christine Mayr-Lumetzberger, bishop, informed the assembly of the convergence of married priests and women priests in the renewal of the Church.

### **Officers and Executive Committee Board Members**

One of the unique characteristics of this Congress was that the work of the Executive Committee and the decisions of the General Assembly were as important as the public lectures.

Beginning with the Executive Committee meeting in Ottawa in May, 2008 and continuing to the eve of the opening of the Congress in Vienna, drafts of a new Constitution, suggestions for a new name and an innovative roster of candidates for offices were finalized. The General Assembly endorsed unanimously the above-mentioned items. As we have noted, the new name brought with it a new theology, a new orientation, and a new vehicle for recruitment across a wide spectrum.

**The new president is Simon Bryden-Brook.** He is the first president who is a lay person and he is a citizen of the United Kingdom. Simon has been one of the formative influences in the 18-year old European Network and of the organization, Catholics for a Changing Church, in England.

The new constitution allows co-officers. Two women will serve as vice-presidents. **Andrea Johnson**, an ordained priest, was for many years executive director of the Women's Ordination Conference in the United States and is an organizer of the international Women's Ordination Worldwide. **Michaelita Quinn** is a co-president of the Federation of Christian Ministries and was co-director of the recent conference in Boston of the National Catholic Ministries Alliance.

Lambert van Gelder of the Netherlands is secretary. He has been with the reform priesthood and ministry movement since 1983 and has been an indispensable influence in its life for twenty-five years. A professional journalist, he edited Ministerium Novum for many years. Wim van der Velden of the Netherlands has served as treasurer for many years and continues in this role. He is a long-time member of GOP, the Dutch national married priest association.

In addition to these five officers, four board members at large were elected: John Shea of Canada, president emeritus of the North Atlantic Federation; Anthony Padovano, vice-president emeritus of the International Federation and president emeritus of Corpus; William Manseau, president of Corpus; Hein de Jung of the Netherlands, long-time member of the Dutch national married priest association and its current president.

### **Conclusion**

A Final Declaration, "An Appeal from Vienna", was approved and a press release was issued as the Congress concluded. The Tablet of London sent a reporter who was present throughout the proceedings. This Congress had delegates from Austria, Canada, England, Germany, the Netherlands and the United States. It might be argued that it was one of the most successful of our ten Congresses, especially in the new direction it offered for our future work.

Anthony T. Padovano  
Corpus Ambassador

## 2) An Appeal from Vienna

The International Federation for a Renewed Catholic Ministry, gathered in Vienna 6-9 November 2008 calls for a renewal of ministry as the first step towards "A Future for God's People".

The crisis in ministry, a severe shortage of ordained ministers and suitable candidates has accelerated the Church crisis where large numbers abandon their Catholic heritage and where the character of credible Church authority has been undermined. Indeed the very misuse of authority in rejecting a fully inclusive ministry has created the ministerial crisis. There is no lack of callings and gifts in the Catholic community at large; a lack of vision and courage keeps us from following where the Spirit is leading us.

Efforts to address the ministerial crisis by merging or closing parishes have deprived the Catholic community of the Eucharist and pastoral care which are at the very heart of what it means to be Catholic. The Catholic Church in the past adapted to the 'signs of the times' as it created a ministry of Jerusalem elders and Corinthians charismatics, of Roman imperial scholars and feudal monastic communities, of missionaries to the world and prophets of social justice, of university-trained pastors and ministers of daily life.

It is time now to create anew a ministry that is inclusive in gender and marital status most especially but also a ministry that is truly collegial. Without inclusivity and collegiality as taught by Vatican II, the ministry of the Church cannot become a sacrament or sign of human rights and gospel norms. Without those rights and norms, the authority of the Church cannot be viable.

It is indeed time to welcome ministerial candidates whose callings and gifts have enriched our Church. They must be welcomed, however, not only by Church leaders but, beforehand, by the communities they serve, communities which select them and receive them.

The long delay in the reform and renewal of ministry has undermined the life of the Church and its witness to Christ. The current crisis calls for an interim and alternative approach. Until the ministry is officially made inclusive and collegial, we offer as our charter the *Church and Ministry* statement of the Dominicans of the Netherlands:

*On the basis of the priority of the People of God over the hierarchy – stated explicitly during the Second Vatican Council – a diocesan bishop may be expected to confirm such a choice after due consultation by the laying on of hands. If a bishop should refuse such a confirmation or 'ordination' on the basis of arguments not involving the essence of the Eucharist, such as obligatory celibacy, parishes may be confident that they are able to celebrate a real and genuine Eucharist when they are together in prayer and share bread and wine.*

*We urge parishes to act in this way with a great amount of self-confidence and courage. It is to be hoped that, stimulated also by such a relatively new practice, bishops may in the future live up to their commitment to serve and eventually confirm the leaders of local communities in their office.*

This appeal of our Congress emerges from our love of Christ and Church, from the New Testament and Vatican II, from our sense of Tradition and the signs of the times, from the hope we continue to have for the Catholic community we have served all our lives.

Vienna, 8 November 2008

---

<sup>i</sup> La définition de pays riche en ressources est tirée du « Guide sur la Transparence des Recettes des Ressources Naturelles » du FMI. Un pays est défini riche en ressource s'il remplit l'un des critères suivants : (i) les revenus des ressources naturelles apportent en moyenne au moins 25% des recettes fiscales totales dans la période 2000-2005 ou (ii) au moins 25% des revenus d'exportation dans la même période. Pour plus d'information, consultez: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/grrt/fra/060705f.pdf>

<sup>ii</sup> Selon l'Indice de Corruption des Pays Exportateurs de Transparency International (2002), les industries pétrolières et minières sont classées respectivement à la 3<sup>ème</sup> et à la 7<sup>ème</sup> place, en termes de probabilité que les fonctionnaires d'état puissent accepter ou demander des paiements illicites (par exemple pour des concessions, facilitations bureaucratiques, octroi des licences etc.). Pour plus d'information, veuillez consulter: [http://www.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/bpi/bpi\\_2002](http://www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/bpi/bpi_2002)

<sup>iii</sup> [www.eitransparency.org](http://www.eitransparency.org)